

Des cas de refus  
d'obéissance  
sont signalés  
dans l'armée iranienne

LIRE PAGE 7

# Le 21e siècle

Fondateur : Hubert Beuve-Mery

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Espagne, 12 Fr.; Grèce, 1,75 dr.; Irak, 1,75 dr.; Italie, 1,75 dr.; Portugal, 27 esc.; Suisse, 1,50 fr.; URSS, 2,00 r.; Suède, 1,70 kr.; Turquie, 1,10 lira; U.S.A., 70 ct.; Yougoslavie, 13 din.

Taux des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS  
75227 PARIS — CEDEX 09  
C.C.P. 4297-22 Paris  
Telex Paris n° 630372  
Tél. : 246-72-22

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Terrorisme en Grèce

Athènes et ses faubourgs ont connu, le 17 décembre, une « nuit de feu ». Cinquante et un engins de fabrication artisanale ont explosé aux quatre coins de l'agglomération. Il n'y a pas eu de morts, mais seize blessés et des dégâts matériels. Cette flambée rappelle avec plus d'ampleur les explosions qui s'étaient produites le 22 juillet, le 6 et le 8 août. Depuis le début de l'année, et rien qu'en cours du premier semestre, différents attentats ont eu lieu contre des cinémas projetant des films soviétiques ou antiaméricains, des librairies de gauche, des permanences de partis, des permanences de l'armée, et tout au cours du total trente-trois blessés.

Le premier ministre, M. Caramanlis, réunissant aussi bien un conseil des ministres restreint, a prescrit un renforcement des mesures de prévention et de répression et averti les responsables que d'éventuelles négociances seraient l'objet de sanctions.

Ce terrorisme sporadique qui touche la Grèce n'offre rien de comparable à celui qui frappe ses voisins : la Turquie, où les attentats sont quotidiens (sept cent quarante morts depuis le début de l'année), l'Italie, où l'activité des Brigades rouges et des organisations qui leur sont liées n'a pas cessé : l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro en ont été le sommet, mais le nombre des morts s'élève à vingt-cinq (contre six en 1977 et six en 1976).

Il serait difficile de trouver une trace d'organisation commune aux trois pays, même si la matrice idéologique est identique parfois. Après des années d'activité, l'extrême droite semble en sommeil en Italie, en ce qui concerne au moins les corps de main et les meurtres. En Turquie, elle tient une place déterminante dans la criminalité politique, mais le nationalisme qui l'inspire n'a rien à voir avec celui des nostalgiques d'une italiannité fasciste, encore que les uns et les autres viennent instaurer le même type de régime. Les groupuscules de gauche turcs ne sont pas non plus parallèles dans leur manière de rendre coup pour coup.

Certains terroristes grecs, en revanche, manifestent leur fidélité au gouvernement des colonels en se mettant, tels les auteurs des attentats du 17 décembre, sous le patronage d'un policier condamné pour services sur des détenus politiques pendant la dictature militaire et exécuté, dans des conditions mystérieuses, le 18 décembre 1976. Mais la diversité des cibles choisies : bureaux américains ou soviétiques, fait conclure à la diversité des idéologies des auteurs de ces attentats.

L'autorité de M. Constantine Caramanlis est fortement assaillie. Lors de son retour, à l'été 1974, il a représenté l'unique solution de conciliation capable d'offrir à son pays les épreuves d'une nouvelle guerre civile. Aujourd'hui, plus que jamais, il est le seul rassembleur de fait. Un an après les élections où son propre parti a pourtant perdu un nombre appréciable de députés, sa position est même plus solide qu'autanrant. Les oppositions sont impuissantes, les solutions de rechange fascisantes. Seule une certaine laissitude personnelle pourrait mettre un terme à l'exercice d'une autorité que M. Caramanlis aime et pratique sans partage et d'ailleurs avec adresse.

Il demeure que l'agitation de l'extrême droite intervient dans un climat social sérieusement perturbé par une cascade de grèves de protestation contre l'inflation. Mais il est peu probable qu'elle fasse monter la fièvre. Elle n'est que le fruit du passé, sans perspectives d'avenir. Si la gauche socialiste et communiste reproche au premier ministre d'avoir été trop modéré dans l'épuration, notamment parmi les fonctionnaires, la droite le taxe de brutalité. En fait, les démissions, manœuvres de bombes ne représentent pour la Grèce ni un destin qu'elle a rejeté ni une doctrine qui lui est profondément étrangère.

## Les négociations commerciales

## La Commission européenne évite un éclat avec Paris et souhaite un « accord équilibré »

Le conseil des ministres des Neuf, réuni le 18 décembre, devait, pensait-on, entériner le désaccord entre la France et ses partenaires — appuyés par la Commission de Bruxelles — sur la négociation commerciale avec les Etats-Unis et le Japon. Mais la réunion des ministres de la C.E.E. s'est déroulée dans un climat fort différent du conseil du 12 décembre. La Commission européenne, qui parle au nom des Neuf dans les négociations multilatérales (N.C.M.) — dites « Tckyo round » — a indiqué qu'elle n'était pas en mesure de soumettre un projet d'accord portant sur l'ensemble des chapitres importants de l'U.N.C.M. Elle a noté qu'en matière commerciale les négociations intenses seront encore nécessaires avant d'arriver à un équilibre global satisfaisant.

Cette concession à la France sur le calendrier — qui a évité un éclat imminent du représentant français — va donner un délai aux négociations pour rechercher, une nouvelle fois, une position commune aux Neuf en vue d'obtenir un « accord équilibré ». Signifie-t-elle, au fond, un glissement de la position de la Commission ? M. Deniau, secrétaire général adjoint au ministère de l'Industrie, a déclaré : « Les reculs ponctuels de la position américaine face à la C.E.E. L'attitude de Bruxelles peut aussi s'expliquer par le durcissement de la délégation américaine, qui n'entend pas remettre en cause les concessions qu'elle a obtenues du Japon.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Contrairement à ce qui avait été décidé lors du sommet économique de Bonn en juillet 1978, la phase décisive des N.C.M. ne pourra pas être menée à terme avant la fin de l'année. Cela devrait être largement sur l'année 1979. À ce stade, la France obtient satisfaction : les Neuf ne négocient plus sous la pression d'un calendrier obligatoire, et la priorité est donnée à la recherche de résultats.

Il résulte que le changement de ton de l'administration, les pressionnantes, ont une signification qui n'est pas tout à fait évidente. Il y a une semaine, une

**FORTE BAISSE**  
DU DOLLAR : 4,20 F

La chute du dollar, provoquée lundi 18 décembre par l'annonce d'une hausse de prix du pétrole plus forte que prévu, s'est fortement accélérée, mardi matin. Le cours du billet vert est tombé de deux jours à Paris, de 4,35 F à 4,20 F, et à Francfort, de 1,8350 à 1,8375 DM, tandis que celui de l'once d'or bondissait de 207 dollars à 228 dollars.

(Lire page 37.)

(Lire la suite page 37.)

## LA CHINE D'UNE LONGUE MARCHE A L'AUTRE

## I. — Naissance du soupçon

par ANDRÉ FONTAINE

En moins de trente ans, la Chine populaire sera passée de la condition d'allié de l'U.R.S.S. contre les Etats-Unis à celle d'allié de fait de Washington contre Moscou. De tous les révélations qui ont marqué notre

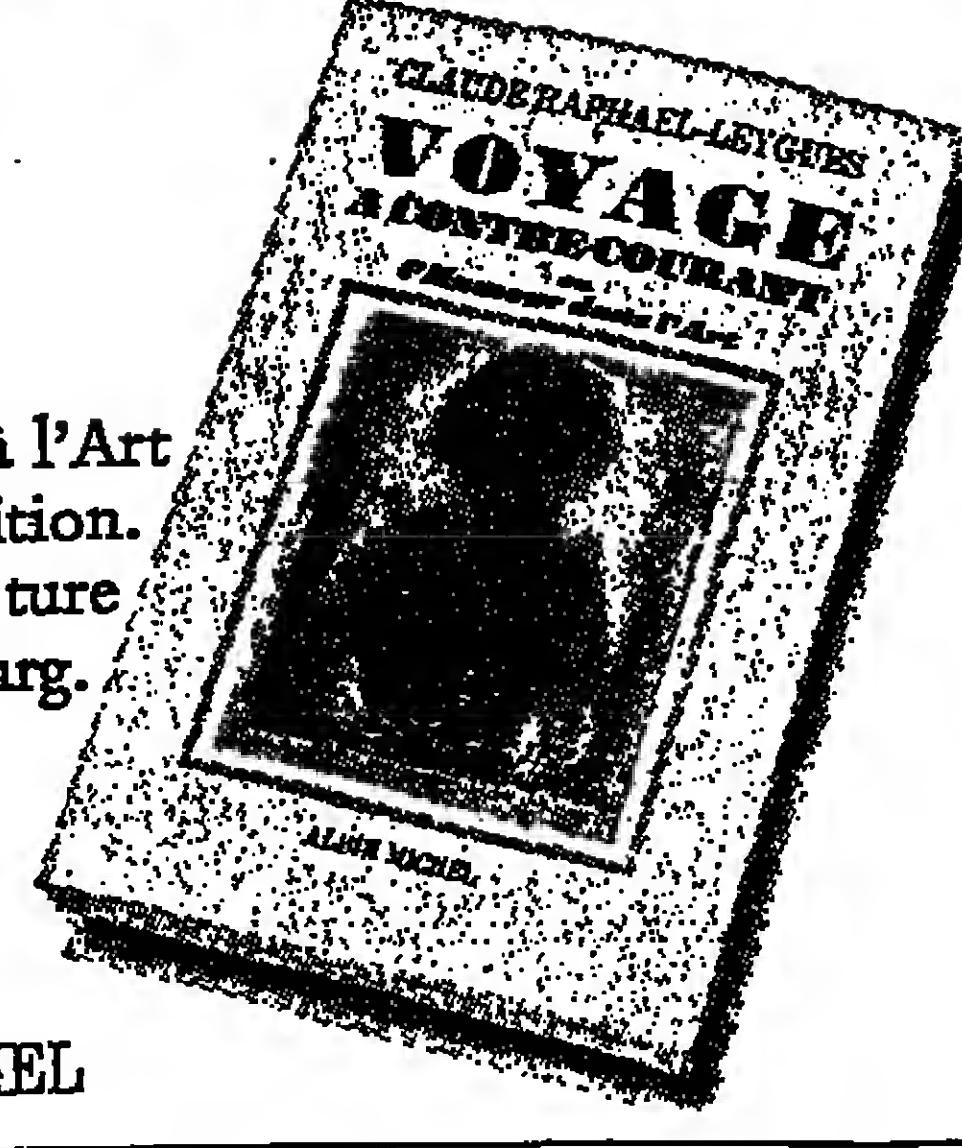
temps, c'est l'un des plus spectaculaires.

Au début de ce siècle, l'Empire du Milieu, en pleine décadence, était l'objet de toutes les convoitises.

CLAUDE RAPHAEL-LEYGUES  
VOYAGE  
A CONTRE-COURANT

Oui à l'Art de Tradition. Non à la Rupture et à Beaubourg.

ALBIN MICHEL



Entre-temps, la Chine n'avait cessé d'être un champ de bataille. Sun Yat-sen qui avait proclamé la République en 1911, avait rapidement s'enfui sans avoir réussi dans son ambition d'occidentaliser son pays, tombé aux mains de généraux-bandits : les « rois » de la guerre. De leur côté, les vainqueurs de la guerre de 1914 faisaient régner un ordre brutal dans leurs concessions portuaires : Changsha, Canton, Tientsin.

En 1922, l'U.R.S.S., ayant renoncé aux avantages obtenus par la Russie tsariste, conclut avec Sun une alliance contre l'impérialisme, excluant formellement toute idée d'introduction en Chine « le communisme ou même le système socialiste ».

## L'E.D.F. en panne

## Une demande trop forte de courant a privé d'électricité les trois quarts de la France

Une panne d'électricité de grande ampleur a affecté la moindre partie du territoire français, le 19 décembre, à partir de 8 h. 30. Par le jeu de la connexion des réseaux, la Suisse et la Belgique ont aussi été touchées.

Selon la direction d'Électricité de France, cette panne serait due à la conjonction d'une très forte demande provoquée par l'abaissement des températures et d'un incident technique sur une ligne à haute tension de la France.

Alors qu'E.D.F. importait de l'électricité pour faire face à une demande plus forte que prévue, la ligne de Bezumont (Meurthe-et-Moselle) — Veney (Aveyron) — ligne de 400 km — a disjoncté par surcharge. E.D.F. ne s'explique pas encore les raisons techniques de cet incident. Il s'en est suivi une baisse de tension sur tout le réseau et une succession de disjonctions.

A 9 heures, l'ouest de la France, Paris, Marseille et Lyon se trouvaient sans courant. Des coupures partielles étaient également observées dans le Nord, le Sud-Ouest et une partie du Sud-Est. En revanche, le réseau allemand a permis d'aligner l'est de la France.

À 10 h. 30, la moitié des lignes coupées étaient rétablies. Mais E.D.F. ne pensait pas rétablir l'ensemble du réseau avant la fin de l'après-midi et craignait même d'être obligé de « désester à la nouvelle ligne de la pointe du soir, 19 h. 30 ». Les compagnies pourraient donc se poursuivre toute la nuit.

Pendant quelques heures, certains hôpitaux dépourvus de groupe électrogène, des ascenseurs des trains, les rames du métro et du R.E.T. ont été privés de courant, obligeant la police et les pompiers à de nombreuses interventions.

Dans un communiqué, la C.F.D.T. voit dans cette panne « la conséquence de la politique énergétique actuelle qui, par le choix du tout nucléaire, a bloqué la construction de centrales classiques au charbon, au gaz ou au pétrole et a empêché de réaliser les investissements nécessaires pour les lignes de transport ».

De son côté, la fédération de l'énergie C.G.T. estime que « l'écroulement du réseau de distribution qui vient de se produire est la conséquence de l'insuffisance et du mouvement de production et de transports, dénoncée par elle dès 1976 ».

La panne a naturellement perturbé la fabrication et la distribution des journaux du soir.

(Lire page 42.)

## AU JOUR LE JOUR

## Les lumières de la ville

Selon l'E.D.F., cette grande panne d'électricité paralyse toute la France. La panne a été provoquée par une surconsommation due au froid qui est actuellement dans le pays.

Etre ainsi pris en flagrant délit de surconsommation, en pleine pénurie d'énergie, a sans doute de quoi nous surprendre, mais confirme en fait que l'énergie ne s'use pas pour l'éclairer, mais pour faire fonctionner les lampes de nos naives cervelles ont sauté.

BERNARD CHAPUIS.

Mais, dans le même temps, le chef du mouvement gaulliste rappelle qu'il conduira la campagne électorale en vue du scrutin européen du 10 juin et il renouvelle ses appels pour une participation massive à l'Assemblée nationale pour la construction européenne, proposée par le chef de l'Etat.

M. Chirac continue donc de bien distinguer entre l'action parlementaire et la campagne électorale dont, selon lui, les niveaux ne doivent pas être confondus. Par cette nouvelle initiative et par le ton de sa lettre — dénué de toute agressivité — M. Chirac a sans doute voulu dissiper le trouble assez profond que son violent « appel » du 6 décembre avait provoqué au sein du groupe R.P.R.

A. P.

(Lire la suite page 10.)

## LES GRÈVES DU 21 DÉCEMBRE

## Syndicalisme « politicien »

La C.G.T. ne fait pas le défilé. Pour sa « journée d'action » du 21 décembre, elle a rassemblé tous les motifs de mécontentements de l'heure : les mesures sur la sécurité sociale, l'indemnisation du chômage, les licenciements dans la sidérurgie. Il n'y a pourtant pas de commune mesure entre eux. Si les cadres ont quelques raisons de réagir devant les décisions prises par le gouvernement pour combler le déficit de la Sécurité sociale, ce qui les frappe n'a rien à voir avec le drame vécu aujourd'hui par les ouvriers de Longwy, de Boulogne, de Denain. Au reste, une diminution des prestations sociales n'aurait-elle pas conduit au même mouvement de grève ?

En fait, cette riposte a surtout pour but, avant les fêtes de Noël, de se conformer sans trop de risque à la liturgie classique : quand, depuis un certain temps, la grève d'une assez grande ampleur n'a pas été déclenchée pour mobiliser les travailleurs et l'opinion, il manque quelque chose au paysage social français.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 59.)

## ISAAC BASHEVIS SINGER, PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE

## Un conteur venu d'ailleurs

Rue de journalistes à Stockholm. A Paris, on se bouscule dans les bureaux des éditions Stock transformés pour la circonstance en salons. Sous le haut patronage du recteur Mallet et sous la présidence de Jean d'Ormesson, une séance solennelle d'hommage, à la Sorbonne, est organisée en honneur du prix Nobel de littérature 1978. On povaise à New-York, à Jérusalem, qui sait, peut-être aussi à Varsovie. Cependant, devant la dernière émission d'« Apostrophes », stupé de grand public et clins d'œil dans le café littéraire : « ils » ont donné le Nobel à un inconnu pour des raisons politiques. « ils », c'est l'Académie suédoise, l'inconnu, c'est Isaac Bashevis Singer, finaliste du « National Book Award », l'équivalent américain du Goncourt, prix du meilleur livre étranger à Paris pour « Le Magicien d'Outre-Mer » (1965), l'ensemble des critiques parisiens lui réservent un accueil enthousiaste depuis la parution de « Le Comte de Bélier », en 1962, jusqu'à celle de son dernier recueil de nouvelles, « la Couronne de plumes », en 1977.

Hélas, on lit peu et mal l'œuvre des auteurs étrangers, encore moins ce que l'on écrit sur eux ! Comment expliquer autrement les approximations, les poncifs, les clichés accumulés autour de cet écrivain polonais ? Américain ? Juif ? Israélien ?

EDGAR REICHMANN.

(Lire la suite page 28.)

مكتبة الأصل

CHOMAGE

Les trente-cinq heures : un objectif de lutte

DÉPUIS l'intervention, au nom du parti socialiste, de François Mitterrand, à Neuves-Maisons, le thème de la réduction hebdomadaire à trente-cinq heures de la durée du travail fait l'objet d'une formidable contre-offensive de la part du gouvernement et du patronat. M. Boulin réaffirme quotidiennement qu'une telle mesure susciterait des fermetures d'entreprises supplémentaires, la taxant d'"irréalisme" et affectant de « ne pas comprendre comment le parti socialiste, qui dispose pourtant de personnalités de valeur, peut soutenir une telle aberration ».

Cette attitude n'est pas surprenante : l'antagonisme n'a pas changé entre les intérêts du capital et ceux des travailleurs depuis les lois de mars 1841, limitant à huit heures par jour le travail des enfants de huit à douze ans et à douze heures par jour jusqu'à seize ans, depuis la loi de mars 1906 ramenant de douze à dix heures la durée journalière pour les adultes. Ces lois étaient assorties de nombreuses dérogations qui en limitaient la portée. En 1936, la droite s'opposa, sous prétexte de « réalisme », aux quarante heures et aux congés payés.

Partons de quelques constatations :

1) La France est un des pays où la durée légale du travail — les quarante heures — est la plus courte, mais la plus effective demeure la plus longue. En 1975, la durée hebdomadaire du travail était, en R.F.A., de 41,3 heures dans l'industrie et de 40,8 heures dans le tertiaire, pour 44,2 et

42,2 heures en France, lanterne rouge en Europe :

2) Les horaires les plus élevés ont régressé : 47,6 % des travailleurs étaient soumis à des horaires de quarante-huit heures et plus en janvier 1967, 2,9 % en janvier 1973. En revanche, le nombre des salariés travaillant moins de quarante heures n'a augmenté que très faiblement : 1,7 % en 1967, 4,6 % en 1978 ;

3) La durée moyenne du travail subit une réduction lente mais continue : pour les ouvriers de l'ensemble des industries manufacturières, elle est passée de 45,5 heures en 1968 à 43,8 heures en 1973, 41,7 heures en 1975 et 41,4 heures en janvier 1978 ;

4) Cette évolution doit être nuancée par la prise en compte de l'amplitude de la journée de travail, qui correspond au « temps contraint » comprenant le temps de transport. Une enquête de l'INSEE a montré que, entre 1959 et 1974, alors que la durée hebdomadaire du travail diminuait en moyenne de 2 heures 20, celle du transport augmentait de 50 minutes. Le temps de transport est le plus élevé dans les grandes villes : 1 heure 22 minutes dans l'agglomération parisienne, où l'amplitude de la journée de travail est de 11 heures 13 minutes.

Ainsi, le temps contraint par le travail ne baîsse-t-il que très lentement, la réduction de la durée du temps de travail ayant été notablement compensée par l'allongement du temps de transport qui dépend du cadre de vie.

Une finalité en soi

La réduction du temps de travail constitue une finalité en soi ; il s'agit de disposer de temps pour vivre autrement. La réduction du temps contraint par un travail insipide pour beaucoup, discriminant pour la plupart, caractérise renforcé par un processus de déqualification accéléré par la crise et par la priorité donnée au rendement, reste un ressort essentiel de la lutte des travailleurs. Elle s'inscrit dans le sens de l'action émancipatrice du socialisme visant à rendre plus de liberté à l'homme, et se conjugue à la contestation croissante de la conception instrumentale et alléante du travail qu'impose le capitalisme. L'antagonisme, le renforcement de l'autonomie de l'individu qui en fasse un acteur conscient de sa propre histoire, voilà bien l'objectif du socialisme : la réduction du temps contraint par le travail en est un instrument privilégié. Qui plus est, le contexte actuel de montée du chômage met au premier plan le problème de la réduction du temps de travail. Car existe une intuition économique populaire fondamentale dans cette constatation selon laquelle il est anormal que notre pays soit, à la fois celui où le temps de travail est le plus long et celui où existe un des plus forts taux de chômage.

Ainsi est posé le problème de la réduction du temps de travail utilisé comme instrument de lutte contre le chômage.

Mais s'il est exact que, mathé-

matiquement, une heure hebdomadaire de moins pour une population active de 20 millions de personnes représenterait 500 000 emplois nouveaux disponibles, la réalité économique est néanmoins tout autre.

Car les heures de travail « libérées » ne sont pas automatiquement effectuées par un nouveau salarié. Il faut en effet tenir compte de plusieurs effets de la réduction de la durée du travail :

1) Des gains de productivité, en partie imputables à la moindre fatigue de chaque travailleur, mais aussi à une réorganisation du processus de production pour une meilleure utilisation des effectifs en place, sans que cela aggrave nécessairement les conditions de travail. Un développement du travail par équipes est également prévisible : une entente menée par l'INSEE, en 1969, montrait que 27 % des entreprises ayant réduit leurs horaires, avaient développé le travail en équipes ;

2) Des effets sur la production : une réduction de la durée du travail tend bien entendu à diminuer la quantité produite. Cet effet est partiellement compensé par l'efficacité accrue de l'heure travaillée. Pour maintenir la production, il faut néanmoins utiliser les capacités de production inemployées et (ou) recourir à des investissements supplémentaires : dans la conjoncture de 1969, 35 % des entreprises ont mis en service de nouveaux équipements pour compenser la rédu-

ction dans ses revendications prioritaires. Une résolution du comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en date du 19 septembre 1978 a inscrit, dans le programme social à l'intention de la Commission des Communautés européennes, la réduction du temps de travail, l'aménagement du temps de travail et la limitation des heures supplémentaires. Les socialistes allemands ont inclus la trente-cinq heures dans leur programme européen. C'est pour la réforme de l'assiette des cotisations sociales pesant sur les industries de main-d'œuvre que l'Allemagne se sont mis en grève pour la première fois depuis cinquante ans, rejettant augmentations de salaire et sixième semaine de congés que leur offrait le patronat.

Ainsi, sera évitée la constitution de goulots d'embouchure, en partie imputables à la moindre fatigue de chaque travailleur, mais aussi à une réorganisation du processus de production pour une meilleure utilisation des effectifs en place, sans que cela aggrave nécessairement les conditions de travail. Un développement du travail par équipes est également prévisible : une entente menée par l'INSEE, en 1969, montrait que 27 % des entreprises ayant réduit leurs horaires, avaient développé le travail en équipes ;

3) Des effets sur la production : une réduction de la durée du travail tend bien entendu à diminuer la quantité produite. Cet effet est partiellement compensé par l'efficacité accrue de l'heure travaillée. Pour maintenir la production, il faut néanmoins utiliser les capacités de production inemployées et (ou) recourir à des investissements supplémentaires : dans la conjoncture de 1969, 35 % des entreprises ont mis en service de nouveaux équipements pour compenser la rédu-

ction dans ses revendications prioritaires. Une résolution du comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en date du 19 septembre 1978 a inscrit, dans le programme social à l'intention de la Commission des Communautés européennes, la réduction du temps de travail, l'aménagement du temps de travail et la limitation des heures supplémentaires. Les socialistes allemands ont inclus la trente-cinq heures dans leur programme européen. C'est pour la réforme de l'assiette des cotisations sociales pesant sur les industries de main-d'œuvre que l'Allemagne se sont mis en grève pour la première fois depuis cinquante ans, rejettant augmentations de salaire et sixième semaine de congés que leur offrait le patronat.

Etait-il bien nécessaire de changer — à grand fracas — les responsables des sociétés sidérurgiques en laissant espérer la mise en route d'une nouvelle politique, pour entendre, au terme de plusieurs mois de réflexion, le nouveau « patron » d'Uttendorf, M. Claude Etchegaray, justifier sa lourde et difficile décision en disant qu'il a « privilégié le court terme » (1). Alors qu'il s'agit du principal reproche qu'on pouvait adresser au patronat aujourd'hui déchu, sur la politique menée par lui depuis des années.

Etait-il utile de soumettre au Parlement un VII<sup>e</sup> Plan bis, ayant peut-être un VII<sup>e</sup> Plan ter, alors qu'aucun des grands objectifs de la première esquisse n'a été tenu.

(1) Le Républicain lorrain, 13 décembre 1978 (p. 20).

REMISES EXCEPTIONNELLES au petit GRAND MAGASIN le plus Toutes les grandes marques de PARFUMS ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE PRODUITS DE BEAUTE • CHEMISES LACOSTE Porcelaines - Cadeaux

MICHEL SWISS 16, RUE DE LA PAIX - PARIS Tél. : 261-71-71 - 2<sup>e</sup> étage (Accès) MEMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU' AUX TOURISTES ETRANGERS !

Le Monde

idées

LA NORMALISATION

Washington

61

Le Monde

idées

LA NORMALISATION

Washington

Changer de cap

P-

## LA NORMALISATION DES RELATIONS SINO-AMÉRICAINES

**Pékin souhaite signer un accord commercial à long terme avec Washington**

La Chine souhaite signer un accord commercial à long terme avec les Etats-Unis sur le modèle de ceux déjà conclus avec le Japon et la France, à condition que les modalités soient satisfaisantes, a déclaré, lundi 18 décembre, le ministre chinois du commerce extérieur, M. Li Chang, au cours de la première conférence de presse jamais tenue à Hongkong par un membre du gouvernement chinois.

Après la normalisation des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, les échanges commerciaux sino-américains vont connaître un développement considérable, a estimé M. Li. Outre les produits agricoles, la Chine est intéressée par les produits de l'industrie américaine, et notamment les équipements industriels. Toutefois, les commandes dépendront des besoins véritables des usines chinoises, a ajouté le ministre.

A propos d'un approvisionnement à long terme des Etats-Unis en pétrole chinois, le ministre a souligné que la Chine possède des ressources importantes qui devront être mises en exploitation avant qu'une exportation massive puisse être envisagée. Six compagnies américaines sont déjà en négociation avec Pékin pour l'exploitation du pétrole au large des côtes chinoises.

• A Taiwan, le président Tchouang Ching-kuo a déclaré, lundi, devant le comité central du Kuomintang : « Les Etats-Unis n'avaient jamais rompu leurs relations avec un pays ami. C'est pourtant ce qu'ils viennent de faire avec nous. Honte à eux ! » Cependant, le chef de l'Etat a précisé qu'il était hors de question de conclure un accord avec l'U.R.S.S., comme l'avaient proposé quelques membres du comité central.

Le président Tchouang Ching-kuo a ajouté que son pays ne négocierait jamais avec Pékin et n'aurait de rapports avec aucun pays communiste.

Les autorités de Taïpeh semblent particulièrement irritées par les déclarations de M. Richard Holbrooke, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires asiatiques, qui a reconnu lundi que Washington n'avait reçu

• A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a notamment déclaré, lundi : « Nous considérons la normalisation des relations américano-chinoises comme un événement naturel et positif ; naturel dans la mesure où il est normal que deux grands pays comme la Chine et les Etats-Unis aient des relations diplomatiques, et parce que cet événement est la suite logique du voyage en Chine du président Nixon et du communiqué de Changsha de 1972 ; positif dans la mesure où cette normalisation contribue à donner à la Chine la place qui lui revient dans le concert international. »

## LE MONDE diplomatie

du mois de décembre EST PARU

Au sommaire :

## LA CHINE DES AMBITIONS

## Quand un phallocrate aime une féministe...



## D'une longue marche à l'autre

(Suite de la première page.)

La guerre de Corée, qui éclate en juin 1950, porte les relations sino-américaines à leur point le plus bas. Lorsque les forces des Nations unies, refoulant les envahisseurs, franchissent à leur tour le « corridor » à l'ouest de Chou En-lai, l'actuel préteur à Washington, qui, d'autre part, a déclaré, lundi 18 décembre, au cours de la première conférence de presse jamais tenue à Hongkong par un membre du gouvernement chinois

et la débarquement de « mariages américains au Liban, un net décalage entre le langage des

élites ministre de Tchouang et celui des « faucons » de Pékin.

C'est dans ce climat qu'intervient la seconde crise de Quemoy et Matsu, événement bien oublié aujourd'hui et dont pourtant les conséquences sont considérables. C'est elle en effet qui détermine de Gaulle, inquiet, de venir. Mais Truman n'en tient aucun compte et les soldats de MacArthur progressent à marches forcées en direction de la frontière chinoise. Le 5 novembre, les volontaires chinois pénètrent en Corée. MacArthur décide de lancer des bombes atomiques contre la Chine. Truman l'en empêche, et ses troupes refusent d'en déborder. Il faudra la mort de Staline pour que les pourparlers d'armistice qui se dégagent bientôt aboutissent. Le 27 novembre, l'avis de Trotzki, lui-même maintenant pour la Chine, déclare : « C'est à propos de MacArthur que l'U.R.S.S. pourra tout faire. »

Le drame de 1927

Grâce au soutien soviétique, le Kuomintang entreprend des succès foudroyants. Mais Sun, atteint d'un cancer du foie, ne survit pas longtemps à son triomphe. Tchouang Kai-cheek, qui le remplace, se heurte à des Soviétiques qui font étrangement partie de l'armée nationale. Il est démis et donne la place à Tchang Kai-cheek, qui dépose l'ordre d'insurrection. D'abord, en 1927, le soulèvement de Canton, noyé dans le sang. Quelques centaines de survivants, dont Mao, échappent au massacre et se réfugient dans le « corridor » de la « Mésopotamie d'automne », où ils proclament la république soviétique. En 1934, une offensive de Tchang délogé les communistes. Ils gagnent Yenan, à 10 000 kilomètres de là, à l'issue d'une « longue marche » qui leur a coûté 80 000 hommes.

• Le 27 mai au 27 juillet, le P.C. chinois avait réuni une conférence militaire, à l'issue de laquelle il avait annoncé sa détermination de libérer l'île « à tout prix », quel que soit le prix. Quelques jours plus tard, Khroutchov arrive dans la capitale chinoise, officiellement pour parler de la crise du Proche-Orient, mais les commentaires français du « Quotidien du peuple » l'accusent de son départ, sur les « gens aux mœurs sensibles », de « les impérialistes étrangers », d'ouvrir à penser qu'il a bien été question aussi de Quemoy et Matsu, dont le bombardement commence le 27 août. C'est très vraisemblable à cette occasion que MacArthur présente la demande injustifiée à son tour. Le « Quotidien du peuple » dévoile l'existence cinq ans plus tard et qui visait à placer la Chine « sous son contrôle militaire ».

En surface, l'U.R.S.S. soutient la Chine dans la crise, et la Pravda

fut toute pleine de proclamations martiales. Mais lorsque le premier ministre de Tchouang eut menacé de faire attaquer les bateaux communistes chinois, si le bombardement n'était pas

évident, dans la quinzaine suivante, Tchang déclare vingt-quatre avant l'explosion de l'ultimatum, que l'U.R.S.S. viendrait en aide à la Chine si elle était attaquée par les Etats-Unis, mais qu'elle n'avait pas l'intention de se mêler à la guerre civile que le peuple chinois mène contre la clique de Tchang. Le lendemain, Tchang, alors ministre de la Défense, déclare la suspension des bombardements pour une semaine. La relation de cause à effet paraît évidente. Le gros de la crise est désormais passé. Les bombardements se poursuivent à un rythme rituel avant de s'arrêter définitivement bien des années plus tard.

Khroutchov devait revenir encore une fois à Pékin, l'année suivante, le 30 septembre 1959, pour le dixième anniversaire de la Chine populaire. L'état déterioré du climat sera sensible aux yeux de tous. Il faut dire que, le 20 juillet, il a dénoncé un accord chinois-bolchévique de 1957, qu'il n'a pas rendu aux Etats-Unis pour y rencontrer Eisenhower. Enfin, dans le différend que l'invasion du Tibet a fait naître entre la Chine et l'Inde, il a appuyé celle-ci. Tous les soucous sont permis, à ce moment. Il n'est pas évident que l'U.R.S.S. ait été déterminé à détruire l'ordre socialiste ? La rupture est désormais inscrite dans les faits. Mais le retournement d'alliances ?

ANDRÉ FONTAINE

Prochain article : TRIANGLE OU AXE ?

## BIEN QU'UNE CONFÉRENCE NATIONALE LUI AIT ÉTÉ CONSACRÉE À PÉKIN

## Le problème des « jeunes instruits à la campagne » reste entier

De notre correspondant

Pékin. —

Une conférence nationale sur le sort des « jeunes instruits envoyés à la campagne » a été déclarée à l'ouverture de cette conférence (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été envoyés dans les campagnes depuis les écoles ou secondaires. Le thème du volontariat fut alors étendu à l'éducation et à l'agriculture (elle s'était ouverte le 31 octobre) et la qualité des personnalités qui ont participé (le président Hu Kuo-feng lui-même et quatre autres membres du bureau politique) témoignent de la gravité des problèmes examinés.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes chinois ont été

مكالمات الأصل

## ASIE

### Thaïlande

#### INQUIET DE LA POLITIQUE INDOCHINOISE DU VIETNAM Le premier ministre annule son voyage au Laos

Le Laos durcit le ton à l'égard de son voisin thaïlandais dont le premier ministre vient d'annuler la visite qu'il devait faire à Vientiane. Un responsable du ministère laotien des affaires étrangères a fait état, lundi 18 décembre, d'un « plan prémedité » contre le Laos, mettant en cause à la fois les « autorités militaires thaïlandaises », les Etats-Unis et la Chine. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Bangkok. — Un soudain repaire dans la tension armée entre la Thaïlande et le Laos sur leur frontière commune a conduit le général Kriangsak Chamansak, premier ministre thaïlandais, à annoncer le report sine die de la visite officielle qu'il devait faire du 20 au 22 décembre à Vientiane. Cette visite devait concerner la défense et le développement des relations commerciales enregistrées depuis un an entre les deux pays. À la suite de l'ouverture amorcee par le gouvernement de Bangkok l'an dernier en direction des pays communistes de l'ex-Indochine. Depuis la prise du pouvoir du Pathet-Lao au début de 1975, le plus grand des tentatives de rapprochement ont échoué à la suite d'incidents, toujours survenus à point nommé, sur le Mékong.

Trois affrontements ont eu lieu sur le fleuve frontalier la semaine dernière. Selon les Thaïlandais, deux vedettes en patrouille ont été prises sous le feu des forces Pathet-Lao. L'une a été coulée et quatre marins ont été blessés. L'autre a été sérieusement endommagée, son équipage porté disparu. Dimanche, le marin thaïlandais a coulé deux vedettes laotaines.

Le 15 décembre, le premier ministre avait annoncé qu'en dépit des premiers incidents son dépôt de voyage serait maintenu. Comme l'avait fait la veille l'ambassadeur du Laos à Bangkok, le général Kriangsak estimait que ces incidents avaient été provoqués « par une troisième partie sans que le gouvernement du Laos en ait eu connaissance ».

La différence à une « troisième partie » a été déjouée utilisée entre Bangkok et Phnom-Penh, pour

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

#### La nouvelle Constitution a été adoptée par l'Assemblée à une large majorité

De notre correspondant

Bangkok. — A quatre mois de la date prévue pour les élections générales, et après six mois de controverses, de rivalités politico-militaires et de revirements politiques dans le législatif, l'Assemblée nationale thaïlandaise a adopté lundi 18 décembre le nouveau projet constitutionnel à une large majorité (330 voix pour 342 suffrages exprimés).

Ce texte suscite des réserves dans certains milieux politiques thaïlandais, ces « trois parties » qui opèrent le long de la frontière avec le Cambodge et avec le Laos sont constituées par les groupes d'insurgés communistes et leurs aides, selon le cas, par les khmers rouges ou par le Pathet-Lao. En revanche, pour Phnom-Penh comme pour Vientiane, il s'agit des groupes d'opposition qui sont les plus antidiplomatiques et qui, dans certains cas, bénéficient du soutien de certains milieux militaires thaïlandais.

Le report de cette visite officielle est annoncé alors que la presse et les officiels de Bangkok se montrent de plus en plus préoccupés par les développements à Cambodge à la suite de la création du Front uni de sainte et de la paix du Kampuchéa (F.U.K.N.Y.) au débouché de l'Assemblée. On laisse clairement entendre que dans ces milieux qu'il s'agit d'une opération montée « à la main dans la main » avec les autorités vietnamiennes. Ces développements sont de nature, d'une part, à geler le processus de détente amorcé par le général Kriangsak et, d'autre part, à mettre le premier ministre dans une position difficile, à quelques mois des élections, face aux partisans d'une politique sans concessions à l'égard des régimes communistes indochinois. L'ancien premier ministre libéral et partisan de relations étroites avec Pékin, M. Kukrit Pramot, s'était prononcé dimanche, dans un éditorial très dur, pour l'annulation de la visite officielle au Laos.

Le 15 décembre, le premier ministre avait annoncé qu'en dépit des premiers incidents son dépôt de voyage serait maintenu. Comme l'avait fait la veille l'ambassadeur du Laos à Bangkok, le général Kriangsak estimait que ces incidents avaient été provoqués « par une troisième partie sans que le gouvernement du Laos en ait eu connaissance ».

La différence à une « troisième partie » a été déjouée utilisée entre Bangkok et Phnom-Penh, pour

les besoins de leur rapprochement diplomatique. Mais cela ne relève en rien les ambiguïtés et surtout ne supprime pas les causes de conflit. Pour les Thaïlandais, ces « trois parties » qui opèrent le long de la frontière avec le Cambodge et avec le Laos sont constituées par les groupes d'insurgés communistes et leurs aides, selon le cas, par les khmers rouges ou par le Pathet-Lao. En revanche, pour Phnom-Penh comme pour Vientiane, il s'agit des groupes d'opposition qui sont les plus antidiplomatiques et qui, dans certains cas, bénéficient du soutien de certains milieux militaires thaïlandais.

Le report de cette visite officielle est annoncé alors que la presse et les officiels de Bangkok se montrent de plus en plus préoccupés par les développements à Cambodge à la suite de la création du Front uni de sainte et de la paix du Kampuchéa (F.U.K.N.Y.) au débouché de l'Assemblée. On laisse clairement entendre que dans ces milieux qu'il s'agit d'une opération montée « à la main dans la main » avec les autorités vietnamiennes. Ces développements sont de nature, d'une part, à geler le processus de détente amorcé par le général Kriangsak et, d'autre part, à mettre le premier ministre dans une position difficile, à quelques mois des élections, face aux partisans d'une politique sans concessions à l'égard des régimes communistes indochinois. L'ancien premier ministre libéral et partisan de relations étroites avec Pékin, M. Kukrit Pramot, s'était prononcé dimanche, dans un éditorial très dur, pour l'annulation de la visite officielle au Laos.

Le 15 décembre, le premier ministre avait annoncé qu'en dépit des premiers incidents son dépôt de voyage serait maintenu. Comme l'avait fait la veille l'ambassadeur du Laos à Bangkok, le général Kriangsak estimait que ces incidents avaient été provoqués « par une troisième partie sans que le gouvernement du Laos en ait eu connaissance ».

La différence à une « troisième partie » a été déjouée utilisée entre Bangkok et Phnom-Penh, pour

les besoins de leur rapprochement diplomatique. Mais cela ne relève en rien les ambiguïtés et surtout ne supprime pas les causes de conflit. Pour les Thaïlandais, ces « trois parties » qui opèrent le long de la frontière avec le Cambodge et avec le Laos sont constituées par les groupes d'insurgés communistes et leurs aides, selon le cas, par les khmers rouges ou par le Pathet-Lao. En revanche, pour Phnom-Penh comme pour Vientiane, il s'agit des groupes d'opposition qui sont les plus antidiplomatiques et qui, dans certains cas, bénéficient du soutien de certains milieux militaires thaïlandais.

Le report de cette visite officielle est annoncé alors que la presse et les officiels de Bangkok se montrent de plus en plus préoccupés par les développements à Cambodge à la suite de la création du Front uni de sainte et de la paix du Kampuchéa (F.U.K.N.Y.) au débouché de l'Assemblée. On laisse clairement entendre que dans ces milieux qu'il s'agit d'une opération montée « à la main dans la main » avec les autorités vietnamiennes. Ces développements sont de nature, d'une part, à geler le processus de détente amorcé par le général Kriangsak et, d'autre part, à mettre le premier ministre dans une position difficile, à quelques mois des élections, face aux partisans d'une politique sans concessions à l'égard des régimes communistes indochinois. L'ancien premier ministre libéral et partisan de relations étroites avec Pékin, M. Kukrit Pramot, s'était prononcé dimanche, dans un éditorial très dur, pour l'annulation de la visite officielle au Laos.

Le 15 décembre, le premier ministre avait annoncé qu'en dépit des premiers incidents son dépôt de voyage serait maintenu. Comme l'avait fait la veille l'ambassadeur du Laos à Bangkok, le général Kriangsak estimait que ces incidents avaient été provoqués « par une troisième partie sans que le gouvernement du Laos en ait eu connaissance ».

La différence à une « troisième partie » a été déjouée utilisée entre Bangkok et Phnom-Penh, pour

#### Les relations commerciales entre la France et Taiwan demeurent modestes

De notre envoyé spécial

Taipei. — Bien que faisant preuve d'une grande prudence dans ses rapports avec Taiwan depuis l'établissement de relations diplomatiques avec Pékin en 1972, la France a tout de même maintenu commercialement avec l'île, malgré sa présence économique restée très discrète par rapport à celle d'autres pays européens comme l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne. Choix délibéré de Paris, qui a décidé une fois pour toutes de jouer la carte de Pékin, et manque d'imagination pour trouver une formule qui permette de concilier les deux positions. C'est le cas, par exemple, lorsque le groupe aérien China Air Lines (compagnie aérienne de Taiwan) achète quatre Airbus. Une lettre d'intention avait été signée, grâce à l'entremise de Korean Air Lines, participant à l'opération à Taiwan, qui sont récemment parvenus à établir une ligne cargo entre Taipei et le Luxembourg, voulant, en échange de l'achat des Airbus, obtenir un droit d'atterrissement en France. D'autre part, de fortes pressions américaines se sont exercées sur les autorités pour que Taiwan achète plutôt aux Etats-Unis, qui ont pris de 3 milliards de dollars de déficit avec l'Asie.

Timidement aidés par les autorités, les meilleurs affaires français ont finalement réagi en octobre dernier, en créant l'association pour le développement du commerce avec l'Asie, dont l'objectif essentiel est de faciliter l'étude et la promotion du marché taïwanais. Un bureau vient d'être ouvert à Taipei. Cette association apportera gratuitement son aide aux exportateurs français.

Actuellement, on note une détérioration alarmante des termes de l'échange. Le déficit atteignant 402 millions de francs (le plus important en Asie après les deux importations de plastique du Japon et de la Malaisie). L'effort des industriels français

déveillera peut-être permettre une légère amélioration. Un groupe sidérurgique participe activement au développement de Chine et, avec l'aide de l'Etat, devrait bientôt s'implanter sur l'île et des voitures Peugeot sont en cours de montage par un agent local, mais avec l'aide de techniciens français. Il était question que China Air Lines (compagnie aérienne de Taiwan) achète quatre Airbus. Une lettre d'intention avait été signée, grâce à l'entremise de Korean Air Lines, participant à l'opération à Taiwan, qui sont récemment parvenus à établir une ligne cargo entre Taipei et le Luxembourg, voulant, en échange de l'achat des Airbus, obtenir un droit d'atterrissement en France. D'autre part, de fortes pressions américaines se sont exercées sur les autorités pour que Taiwan achète plutôt aux Etats-Unis, qui ont pris de 3 milliards de dollars de déficit avec l'Asie.

Salon les hommes d'affaires français à Taipei, beaucoup de choses sont possibles dans un pays qui est en passe de devenir l'une des petites puissances économiques d'Asie. Dans trois ans, par exemple, Taiwan sera le premier producteur de plastique du monde. Tous les grands de la chimie internationale sont d'ailleurs présents à Taipei. Pour l'instant, quelle que soit leur nationalité, les hommes d'affaires américains ou européens estiment que Taiwan, malgré ses déboires diplomatiques, demeure « un bon risque ».

PHILIPPE PONS.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Brésil

• UN FROCHE COLLABORATEUR. — Mgr. HERIBERTO CAMARA, archevêque de Rio, a une nouvelle fois été arrêté par la police, à la fin de novembre, dans la capitale de l'Etat brésilien de Paraná, apprend-on de bonne source à Paris. Il s'agit de M. Edval Nunes De Silva, plus connu, dans tout le pays, par le surnom de Caju, préfet de l'Etat du Rio et diacre d'Olinda et Recife, étudiant à l'université fédérale de Pernambuco et membre de l'équipe régionale des évêques du Brésil. Caju avait déjà été arrêté, le 15 mai dernier, par la police fédérale de Recife. Viseur de trafiquants de drogue, il avait finalement été libéré au début de novembre, après plusieurs manifestations en sa faveur au Brésil.

• CANADA. — JACQUES ET LOUISE COSTEY - TRUDEL, anciens militants du Front de libération du Québec, impliqués dans l'enlèvement, en octobre 1970, du diplomate britannique James Cross, ont été mis en liberté conditionnelle, lundi 18 décembre, par la Cour suprême canadienne. Le 18 décembre, l'ancien député socialiste, accusé de plusieurs tentatives d'assassinat de son épouse, peuvent ne pas être choisis parmi les élus du suffrage populaire et il n'est pas indispensable qu'ils soient affilés à la droite ou à la gauche.

• CHYPRE. — LE MANDAT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES ARRIVÉE À CHYPRE A été renouvelé lundi 14 décembre pour une période de six mois. Le secrétaire général de l'ONU devra faire à ce sujet, un rapport au Conseil de sécurité avant le 31 mai 1979. Il s'est entendu, mardi 19 décembre, avec les deux mois d'après, une caution de 50 000 dollars canadiens (environ 180 000 F) pour chaque d'entre eux. Le couple avait regagné volontairement le Canada pour présenter à la justice.

• CANADA. — VOLKER SPEITEL ET HANS JOACHIM DELLIWO, anciens collaborateurs de M. Klaus Croissant, tous deux âgés de vingt-sept ans, ont été respectivement condamnés, lundi 14 décembre, trois ans et deux mois de prison pour avoir, à deux ans de la même peine d'autre part pour « association terroriste ». Ils avaient reconnu devant le tribunal de grande instance de Stuttgart avoir servi de messagers à différents dirigeants de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, avec laquelle ils ont rompu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une peine de deux ans de prison pour avoir été administrateur dans une entreprise de laquelle il avait été exclu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait fourni les pistolets introduits ensuite, selon son témoignage, dans la prison de Stuttgart par un des avocats d'Andreas Baader et ses amis, et qu'il les avait fondés dans la prison de Stuttgart. L'accusation de l'association terroriste, au contraire, n'a pas été reconnue. M. Croissant, qui avait été arrêté l'année dernière, a été condamné à une

vos cadeaux de fin d'année  
Fayard

## AMÉRIQUES

### Nicaragua

#### Les négociations entre le gouvernement et l'opposition piétinent

**Nicaragua (A.P.P., Reuter).** — Les négociations directes entre le gouvernement nicaraguayen et le Front Élargi d'opposition (F.A.O.) semblent dans l'impasse en raison de divergences sur la procédure à suivre. Les négociations se sont engagées le 16 décembre, après que le président Anastasio Somoza, chef de l'Etat nicaraguayen, eut accepté certaines demandes de l'opposition — notamment la mise au point de réformes politiques, l'amnistie des prisonniers et un référendum pour décider s'il doit rester au pouvoir.

Les deux parties ont accepté l'idée de ce référendum, mais divergent sur les conséquences à tirer d'une éventuelle réponse négative des Nicaraguayens.

#### Cinquante-six prisonniers politiques libérés

D'autre part, cinquante-six prisonniers politiques ont été libérés le lundi 18 décembre en vertu de l'amnistie décrétée le 15 décembre par le gouvernement du président Anastasio Somoza. Les sept membres du groupe politique des Douze qui s'étaient réfugiés à l'ambassade du Mexique à Managua ont quitté leur asile.

Les membres du groupe avaient décidé de ne participer aux conversations entre le Front Élargi l'opposition, dont ils font partie, et la commission de médiation de l'Organisation des Etats américains, chargé de trouver une solution au conflit nicaraguayen. En quittant l'ambassade du Mexique, les membres du groupe, dirigés par le romancier Sergio Ramírez et l'avocat Joaquin Cuadra, ont réaffirmé que les Etats-Unis interviennent ouvertement au Nicaragua, par l'intermédiaire de cette commission de médiation de l.O.E.A.

Enfin, treize sandinistes ont été tués au cours de combats avec la garde nationale du Nicaragua dans la zone proche de Costa Rica, a annoncé le 18 décembre l'armée nicaraguayenne. Managua. Un soldat a été tué et quatre autres ont été blessés lors d'un engagement avec le Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) au poste-frontière de Puerto-Camino, ajoute l'armée. Ces dernières journées ont été utilisées pour démanteler l'insurrection, à environ 10 kilomètres du Costa Rica. Le nombre des victimes n'est pas connu. Selon l'armée, cet engagement est le plus grave depuis l'offensive sandiniste de septembre dernier.

### Uruguay

#### UN COLLOQUE INTERNATIONAL DE JURISTES A PARIS

#### La loi, la règle et l'exception

L'indépendance de la justice était l'un des fondements de la vie politique en Uruguay, et figurait en bonne place dans toutes les Constitutions du pays depuis 1830. Le poussait jusqu'au légalisme. Imprégnait l'idéologie libérale qui a inscrit le nombre de gouvernements au dix-neuvième et vingtième siècles.

Comment expliquer que, en une dizaine d'années, tout cela ait vacillé, puis sombré. Les participants au colloque sur « L'état d'exception et les droits de l'homme en Uruguay », qui a eu lieu vendredi 15 et samedi 16 décembre au Sénat, à Paris, n'ont pas fourni de réponse globale à cette question. Le rôle de la guérilla des Tupamaros a sans doute été sous-estimé. Mais le Secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay (1), qui organise le colloque, a atteint son but : démontrer les mécanismes juridiques de l'arbitraire, depuis l'adoption des « mesures urgentes de sécurité », en 1967, et proposer une perspective de lutte, à travers la revendication de l'amnistie.

Pacheco Arco, du vice-président en 1966, succéda constitutionnellement au président Gómez (décédé). Pour lutter contre la « subversion », dans un climat de crise économique et sociale, il a recours

aux « mesures urgentes de sécurité » prévues, à titre exceptionnel, à l'article 161 de la Constitution. Elles autorisent l'exécutif à procéder directement à des arrestations sans intervention de la justice.

Rapidement, l'exception devient la règle. L'Uruguay se trouve ainsi en présence d'un ordre juridique double : l'ordre juridique normal, fondé sur la Constitution et les lois, et l'ordre juridique spécial, fondé sur les mesures urgentes de sécurité », explique M. Sénésé, secrétaire général de l'Association des magistrats italiens. Les juges n'ont plus à connaître que des délits « ordinaires », tandis que le gouvernement intérieur, sans aucune garantie juridique, les personnes qu'il estime « subversives ».

Les magistrats tentent de défendre leurs prérogatives en acceptant de recevoir les demandes d'abes corpus des citoyens détenus illégalement sans procès. Ils sont soutenus par la Cour suprême, mais le gouvernement refuse de céder, ce qui provoque un conflit ouvert entre les pouvoirs exécutif et judiciaire. Une campagne est orchestrée contre la magistrature, que le gouvernement accuse publiquement, en mars 1972, d'agir uniquement par peur de représailles de la part des guérilleros.

#### La prééminence des tribunaux militaires

Le président Bordaberry, qui a succédé à M. Pacheco, déclare le 14 avril 1973 : « l'état de guerre interne », concept qui n'existe jusqu'alors que dans le code pénal militaire. Tous les délits politiques tombent sous le coup de ce code, et sont de la seule compétence des tribunaux des forces armées. Des personnes arrêtées en vertu des « mesures d'urgence » étaient d'ailleurs déjà détenues le plus souvent dans des casernes...

La loi sur la « sécurité nationale », votée le 10 juillet 1972, achève de court-circuiter les tribunaux civils. On insère dans le code pénal militaire, sous le nom de crimes de « haine-nation », une série de délits relevant jusqu'alors des juridictions civiles. L'armée, chargée de la lutte contre la guérilla, est ainsi juge et partie. Des officiers, dont les collègues font quotidiennement le coup de feu contre les guérilleros, « jurent » les suspects.

Les arrestations ont lieu de nuit. L'inculpé est torturé jusqu'à ce qu'il signe des « aveux ». Il est alors présenté à un juge militaire qui lui demande s'il confirme ses déclarations. Il sait pertinemment qu'il sera à nouveau torturé s'il se rétracte.

La répression n'a pas cessé en Uruguay, bien qu'elle ait, de l'avis même des militaires qui ont pris le pouvoir le 27 juin 1973, atteint dès cette année-là son objectif : la destruction de la guérilla. Il reste, selon un des participants du colloque, M. Toolen, avocat néerlandais et secrétaire exécutif de la Commission internationale des juristes, trois mille à quatre mille prisonniers politiques dans le pays. Leurs défunts sont toujours considérés comme des « complices de la subversion ». Sept avocats sont en prison et une trentaine en exil.

Toute activité syndicale est illégale depuis le coup d'Etat de 1973. La Convention nationale des travailleurs, qui regroupe 80 % des syndicats, est dissoute. La grève est interdite. Les militaires ont bien essayé de susciter des organisations ouvrières à leur dévotion. Peine perdue. « Ils n'ont pas encore trouvé le moyen de créer des syndicats sans syndicalistes. Dans tous les volets à bulletin secret, les travailleurs ont choisi les anciens responsables. Il a fallu dissoudre d'oreille les nouveaux organismes », remarque M. Carvalho, avocat uruguayen en exil, qui a défendu de nombreux syndicalistes.

Le Secrétariat international, créé en mars 1973, a bon espoir de faire bouger les choses. « Nous voulons dépasser le cadre strictement humanitaire de la défense des droits de l'homme. Nous combattions pour l'amnistie, et ce qui s'est passé récemment dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment en Bolivie, nous montre que celle-ci est partie d'amour d'un processus politique de retour à la démocratie », conclut M. Joinet, ancien président du Syndicat français de la magistrature, l'un des fondateurs du Secrétariat.

Les Boliviens qui avaient commencé une grève de la faim le 28 décembre 1977, pour réclamer l'amnistie dans leur pays, ont réussi à faire céder le général Hugo Banzer. Il est vrai que le 14 janvier, ils étaient plus de mille, et qu'ils avaient le soutien du clergé. Jusqu'à présent, l'Eglise uruguayenne ne s'est pas engagée dans cette voie...

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) 11, rue Jean-de-Beauvais, 75055 Paris, tél. 325-16-47.

Sous la direction de  
Vélyne Sullerot

## LE FAIT FÉMININ

préface de André Lwoff, prix Nobel

## ANOUAR EL-SADATE

À la recherche  
d'une  
identité

## KARL MARX

## Yves Trottignon

## LE MONDE DU XX<sup>e</sup> SIECLE

## DOMINIQUE LECA

## LA RUPTURE DE 1940

## Olivier Merlin

## Quand le Bel Canto régnait sur le Boulevard

## Quand les Anglais vendangeaient l'Aquitaine

## Jean-Marc Soyez

## Quand l'Amazzone rêvait d'Amazzone

## D'Amazzone à Amazzone

59 F

45 F

### DIPLOMIE

HIFI D	
11-13, avenue du	
Général-Leclerc	
PARIS (14 <sup>e</sup> )	
426 F	
561 F	
755 F	
1.070 F	
532 F	
669 F	
30 W, 1 platine tête magnétique	1.399 F

50 % de remise à tout acheteur sur meuble HIFI de rangement.

Toute une gamme de chaînes complètes à des prix entrepôts.



passagers aériens  
pendant la période des Fêtes  
allez bon train prendre l'avion

**ROISSY RAIL**  
→ **ORLY RAIL** ←

liaisons tous les quarts d'heure  
de 5h 30 à 23h 30

De Paris / Gare du Nord  
à  
Roissy Charles de Gaulle

De Paris / Gare d'Orsay,  
St Michel et Austerlitz  
à Orly Aérogares (2)

CARTE ORANGE VALABLE

(1) toutes les 30 minutes après 21 h pour Orly Aérogares.  
(2) par suite de travaux, les gares de Pont St-Michel et Paris gare d'Orsay  
ne sont plus desservies après 22 heures.

AÉROPORT DE PARIS VOUS OUVRÉ LES PORTES DU MONDE

59 F



vingt ans après

## AFRIQUE

## Ethiopie

**Les militaires cubains resteraient à l'écart des combats en Érythrée**

Correspondance

Khartoum. — « Le visage de la guerre a changé », a affirmé le général Aferwerki, secrétaire général adjoint du Front populaire de libération de l'Érythrée, en rendant visite à un camp de réfugiés ayant fui en novembre la ville de Keren. « Nous ne combattons plus le Derg (conseil militaire éthiopien), a ajouté cet officier, qui est âgé de trente-deux ans.

À cours des trois dernières semaines de combat, l'engagement soviétique sur le champ de bataille s'est accru très substantiellement au point qu'il est comparé par les observateurs à celui des États-Unis au Vietnam en 1968.

En revanche, les treize mille Cubains chargés notamment d'entraîner les soldats éthiopiens en Ossaden ne paraissent pas avoir participé aux combats en Érythrée.

Selon le commandant Aferwerki, l'état-major éthiopien est

totalement sous le contrôle de l'U.R.S.S. Entre cent cinquante et deux cent officiers soviétiques ont pris position sur chaque front ajouté le porte-parole du F.P.L.E. Moscou a également fourni des milliers de hélicoptères munis d'équipements sophistiqués ainsi que d'armes permettant la prise de places défendues.

Selon le F.P.L.E., le général Petrov, qui commande l'offensive victorieuse des forces éthiopiennes en Ossaden, dirigerait désormais les forces terrestres d'Addis-Ababa en Érythrée.

Certains combattants du front affirment en effet avoir vu les forces soviétiques à l'intérieur et autour de l'arsenal de chars éthiopiens détruit à la localité d'Elabaret. Aux yeux du F.P.L.E., la guerre d'Érythrée a changé radicalement de nature depuis l'apparition de nombreux véhicules blindés et le recours intensif à l'artillerie et aux bombardements aériens.

DAN CONNELL

**Victor Barthélémy :**  
"Du communisme au fascisme : l'histoire d'un engagement politique."

Par un militaire de l'Internationale qui devint le lieutenant de Jacques Donot...

... Remarquables souvenirs sur la nature exacte des rapports entre l'occupant et les

**El Campesino :**  
"Jusqu'à la mort." Par l'un des généraux républicains de la Guerre civile d'Espagne qui sera l'une des premières victimes du Goulag...

... Un document passionnant, un témoignage que ne dénoueraient ni Malraux,

**Karel Kaplan :**  
"Dans les archives du Comité central - Trente ans de secrets du bloc soviétique." Par l'un des historiens et membre du secrétariat du PC tchécoslovaque.

... On croit

de nos nombreux journalistes et employés de la télévision ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'au départ du chah et dont dénoncé la « collusion » de vingt-trois de leurs collègues avec le régime et nombreux fonctionnaires ont également arrêté le travail malgré les menaces du gouvernement qui a déjà licencié

l'acceptera pas que le chah reste sur le trône, même sans pouvoir. Il n'acceptera pas non plus que son fils lui succède.

À Téhéran, M. Gholam Hosseini Sadighi, ancien ministre de l'Intérieur de Mossadegh, a été reçu par le chah, avec

qui il a notamment évoqué la possibilité

en raison de la profonde conviction

des masses que ce régime doit prendre

fin.

Le peuple iranien, a-t-il dit, n'acceptera pas que le chah reste sur le trône, même sans pouvoir. Il n'acceptera pas non plus que son fils lui succède.

À Téhéran, M. Gholam Hosseini Sadighi, ancien ministre de l'Intérieur de Mossadegh, a été reçu par le chah, avec

qui il a notamment évoqué la possibilité

en raison de la profonde conviction

des masses que ce régime doit prendre

fin.

Dans l'entourage de M. Sadighi, on affirme que celui-ci a réservé sa réponse

et se prononcera dans un délai de deux semaines. D'autre part, on apprend de très bonne source que cinquante pilotes d'Iran Air auraient présenté collectivement mardi leur démission, à la suite du licenciement, lundi, pour faute de grève de six pilotes de cette compagnie et d'une vingtaine de techniciens. Trente ingénieurs auraient également présenté leur démission.

Le tête de l'état-major, pour ouvrir une enquête et tenter d'apaiser les esprits. Le premier ministre a dans le même souci interdit le manège militaire, y compris celles favorables au chah. À la suite des incidents d'Ispahan et de Meched, le haut commandement aurait fait réunir les soldats dans les casernes où on leur aurait expliqué que les ordres avaient été mal interprétés et qu'il n'y avait pas de volonté des autorités de faire la révolution. Enfin, douze de ces officiers généraux et modérés, appartenant pour la plupart à l'aviation et à la marine, auraient été mis à la disposition pour le gouvernement pour lui demander d'autoriser les manifestations du grand deuil châtie.

L'attitude des militaires chargés d'appliquer la loi martiale, à Téhéran, Nadj (Ispahan), Chahabagh (ministre de l'Intérieur), serait bien évidemment moins conciliante. Tous sont des anciens de la garde impériale et de la garde djavidan, unités formées dans l'esprit de la brigade des cosaques qui aidait Reza Chah à prendre le pouvoir. Les noms de plusieurs d'entre eux ont figuré sur les listes des « corrompus » et de personnes qui ont fait échapper des capitaines. Deux cents de ces officiers auraient dit-on lundi — fait le scandale de l'opération — de se retrancher au chah et de défendre la dynastie jusqu'au bout.

Dans les milieux de l'opposition modérée et religieuse, on estime que les « durs » déplacent actuellement une grande activité pour faire basculer de leur côté les « modérés ». La tactique des religieux, qui ne semblent pas se contentent des pouvoirs résultant d'un niveau de la troupe, consiste à diviser le haut commandement. Pour ce faire, ils cherchent à placer les militaires dans des situations susceptibles de provoquer des tensions entre eux.

PAUL BALTA.

De notre envoyé spécial

iciles se sont fait couper les cheveux pour éviter aux insoumis de faire repêcher trop facilement. À Meched, selon les médecins, la police a arrêté l'un de ces jeunes pour tenter d'intimider ceux qui ont recours à cette ruse.

Des cas de désobéissance et d'atentats sont également signalés. On indique, de source américaine, que depuis le mois de juillet tous les avions militaires sont gardés jour et nuit par des sentinelles iraniennes. Or, dans une base de la préfecture, des avions de Phantom ont été sabotés et rendus inutilisables.

Toujours selon M. Bani-Ahmad et d'autres membres de l'opposition, le commandant adjoint de la loi martiale se serait mis en état avant de se joindre à la population. Il aurait été suivi par des équipages de douze blindés sur lesquels les combattants seraient montés avec des fusils. La télévision aurait alors interrompu ses émissions. Des soldats auraient déiset plusieurs casernes, dont celle de Maragheh. En fin de journée, cependant, la plupart des militaires auraient rejoint leur corps à Téhéran.

À Téhéran, la télévision a interrompu son programme dans la soirée pour démentir les informations concernant Téhéran. Il n'en demeure pas moins qu'il se passe d'étranges choses dans l'armée iranienne depuis que l'ayatollah Khomeiny a appelé soldats et officiers à se rebeller.

Dans la capitale comme dans de nombreuses autres préfectures, la rue coporte des rumours sur les désertions et les cas d'insoumission, en les amplifiant et parfois en les déformant. Toutefois, un certain nombre d'informations ont pu être recoupées et plusieurs indices permettent de penser que les forces déployées y à quelques semaines dans la coalition des forces armées (le Monde daté 19-20 novembre) se sont égarées.

**Désertions et sabotages**

Il y a d'abord des désertions isolées ou collectives, avec ou sans armes. Les exemples les plus familiers cités sont ceux de Zandjan, où environ trois mille soldats armés auraient cherché refuge à la Hussayneh, sorte de centre culturel religieux. On fait état aussi de la désertion de trente marins à Bandar-e-Pahlevi se sont fait couper les cheveux et d'un nombre de soldats allant de trois ou quatre à cent cinquante et plus à Téhéran, Qazvin, Téhéran et Meched. Les soldats ayant la tête rasée, de jeunes

recrues et entraînés à Isphahan par le général Khosroddi, qui a été nommé à la tête de la garde.

Peu avant l'Achoura (dernier jour du deuil châtie) alors qu'une centaine d'officiers djavidan se trouvaient dans la caserne Lavis, deux soldats et deux sous-officiers auraient vidé leurs charognes sur eux. Ils auraient été fusillés.

Ces troubles auraient eu des répercussions au sein du haut commandement et l'on déclerait de nouvelles sortes de réactions.

D'autre part, les généraux et techniciens, au contraire des « colas blancs », dont fait partie le premier ministre, le général Azhari, joueraient un rôle modérateur et s'efforcerait de contrebalancer l'influence des « durs ». Ainsi, après les événements de Meched, le général Azhari a envoyé sur place le général Nadjmji, qui lui a succédé à

## NE PLUS FUMER!

Sans contrainte, grâce aux nouvelles applications "anti-tabac" (à l'oreille). 2 journées spéciales pour les fumeurs : se présenter mercredi 20 ou jeudi 21 Décembre de 8h à 19h. Centre Physiofrance, 9, Avenue du Président Wilson, Paris 16<sup>e</sup>.

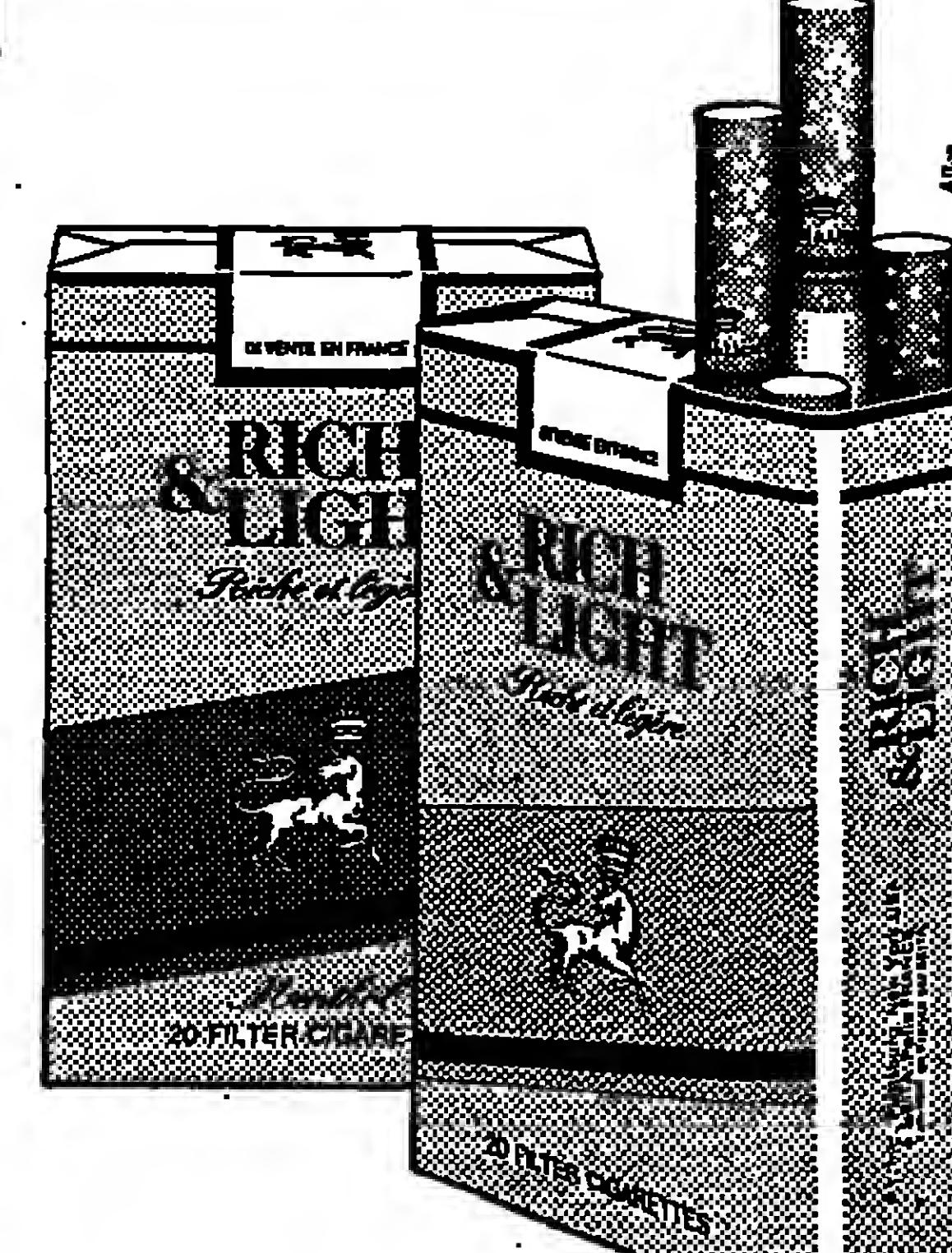
**demain**  
l'Afrique

2<sup>me</sup> quinzaine  
de décembre

**Giscard  
CHEZ  
SEKOU:  
POURQUOI?**

EN VENTE 7 F CHEZ TOUS  
LES MARCHANDS DE JOURNAUX

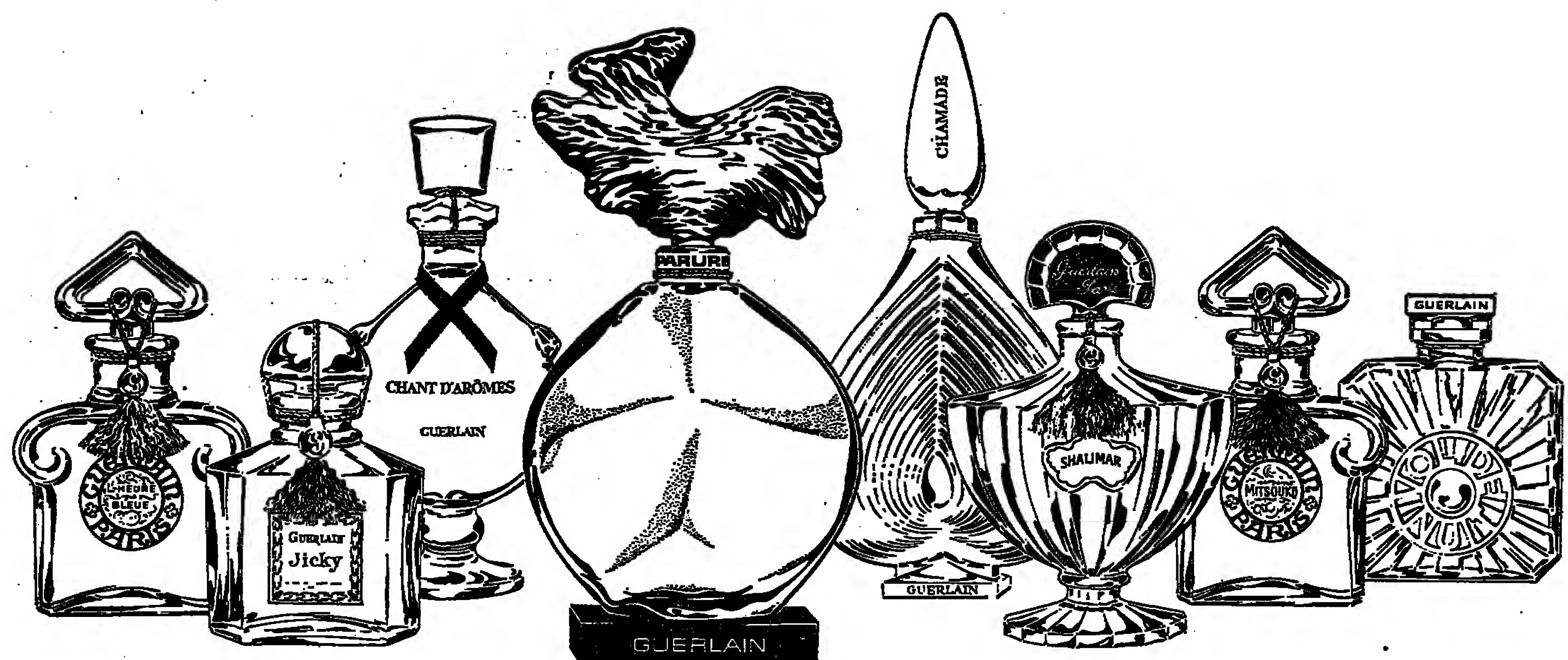
**RICH AND LIGHT**  
GOUDRONS 8,0 mg  
NICOTINE 0,45 mg  
(Teneurs moyennes par cigarette)



مكتبة الأصل



un grand parfum... c'est rare  
deux grands parfums... c'est très rare  
trois grands parfums... c'est exceptionnel



huit grands parfums  
c'est  
**guerlain**

L'HEURE BLEUE • JICKY • CHANT D'ARÔMES • PARURE • CHAMADE • SHALIMAR • MITSOUKO • VOL DE NUIT

صُكْرَاتِ الْأَرْضِ





# POLITIQUE

## En Nouvelle-Calédonie

### L'arrivée de M. Paul Dijoud est marquée par des incidents

De notre correspondant

Nouméa. — M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, est arrivé lundi 18 décembre à Nouméa.

Dès son arrivée, M. Dijoud, informé des incidents qui se sont produits sur la côte est du territoire (où cinq gendarmes mobiles ont été blessés par coups de feu), a réaffirmé que l'ordre serait maintenu (« le Monde » du 19 décembre).

Mardi 19, ces incidents ont connu leur prolongement politique avec une manifestation organisée à Nouméa par le PALIKA (parti de libération Kanak) et la FULK (Front uni de libération Kanak). Une dizaine de personnes ont été appréhendées puis relâchées après contrôle d'identité.

Pour sortir durablement la Nouvelle-Calédonie de la grave crise économique et sociale qu'elle traverse, M. Paul Dijoud a mis sur pied un plan de relance à court et à long terme. Pour la première fois depuis bien longtemps, les Néo-Calédoniens ont l'impression d'être pris au sérieux. Le gouvernement semble vouloir s'attaquer aux problèmes réels et non tabler une fois de plus sur une hypothétique reprise de l'industrie du nickel. Ce nouveau visage de la politique de la France, s'il est encourageant, a toutefois été diversement accueilli par les partis politiques. Le R.P.C.R. (rassemblement populaire calédonien pour la République), dont le leader est le député R.P.R. Jacques Laffeur, a vu dans les déclarations de M. Dijoud sur la nécessaire redistribution des terres aux tribus maénessaines, qui en avaient été dépossédées, une menace pour la propriété européenne. Les propos du secrétaire d'Etat ont été accueillis différemment par l'Union calédonienne. Second parti du territoire, disposant d'un électorat en majorité métropolitaine, ses responsables, parmi lesquels M. Roch Pidjot, député (non inscrit), ont paru séduits.

La démission de vice-président du conseil de gouvernement, M. André Calliard (véritable chef de l'exécutif local) et le remplacement de la majorité R.P.C.R. par une coalition Union calédonienne-parti socialiste, dirigée par M. Maurice Lenormand, ont paru créer les conditions politiques d'un dialogue fructueux

JEAN-NOËL FÉRAUD.

### « La Nouvelle Critique » : le pouvoir de Mitterrand est de type charismatique

Analysant dans la Nouvelle critique, de décembre, l'ouvrage de M. Mitterrand, l'Abéole et l'écriture, Jean-Jacques Rosat écrit dans une note destinée aux intellectuels communistes : « l'autorité politique dont tout Francisc Mitterrand est étroitement liée à sa personne. Elle ne repose au départ, ni sur l'organisation — appareil, parti — ni sur la sauveté — prestige intellectuel ou compétence technocratique. Il est avant tout celui qui est trouvé à la fois en bataille, et à plusieurs reprises les esprits de la gauche. Le mode d'exercice de son pouvoir au sein de son propre parti est, dans une grande mesure, de type charismatique, lequel a toujours besoin d'une aura. Toute proportion gardée entre les deux personnes, il est alors que l'autorité pourra être la « sauveté » de Mitterrand ce que les « Mémoires de guerre » sont à la

légende gaullienne. L'autorité politique a besoin pour se légitimer du non-politique : tel la sauveté et la bataille. (...) »

À côté de la précision de Giscard, de l'efficacité de Chirac, de la franchise de Marchais, l'éloquence de Mitterrand, l'éloquence de la IV<sup>e</sup> République. Ecrit : « C'est l'inverse : les signes et faire de cet « archéisme » une marque de culture ».

Jean-Jacques Rosat ajoute que selon l'avis de l'ancien député du P.R. l'autorité politique doit permettre l'adaptation au monde moderne en s'appuyant sur les valeurs de la civilisation rurale : « C'est retrouver, sur un ton plus littéraire et moins technocratique, tous les poncifs du réformisme giscardien, concentrés dans le monde moderne est horizontale, mais il faut changer pour servir : faire de cet « archéisme » une marque de culture ».

Il est alors que l'autorité qui est trouvée à la fois en bataille, et à plusieurs reprises les esprits de la gauche. Le mode d'exercice de son pouvoir au sein de son propre parti est, dans une grande mesure, de type charismatique, lequel a toujours besoin d'une aura. Toute proportion gardée entre les deux personnes, il est alors que l'autorité pourra être la « sauveté » de Mitterrand ce que les « Mémoires de guerre » sont à la

### M. Elleinstein : l'histoire commence à donner raison à Trotsky

M. Jean Elleinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, se prononce dans une interview à la revue trotskiste Critique communiste, en faveur d'une « réhabilitation périodale » de Trotsky. « Cela ne passe pas de problème pour moi ni, je pense, pour la plupart des communistes français aujourd'hui », poursuit-il. « Je crois que Trotsky a toujours été dans une grande mesure, de type charismatique, lequel a toujours besoin d'une aura. Toute proportion gardée entre les deux personnes, il est alors que l'autorité pourra être la « sauveté » de Mitterrand ce que les « Mémoires de guerre » sont à la

légende gaullienne. L'autorité politique a besoin pour se légitimer du non-politique : tel la sauveté et la bataille. (...) »

Enfin, en ce qui concerne l'apport théorique de Trotsky, M. Jean Elleinstein écrit que « l'histoire communiste a été, au moins au moins sur un certain nombre de plans ». Il cite en particulier le fait que l'ancien dirigeant bolchévique avait « remarquablement compris la nature du fascisme » et souligne l'intérêt de son analyse de la réalité soviétique.

Francis Cohen, dans le livre M.R.S.S. et Nous, reprend les thèses de Trotsky, déclare-t-il, comme mot-même l'en a repris un certain nombre concernant le rôle de la bureaucratie. »

M. Elleinstein note ensuite que en 1949-1949, « le P.C.F. était un parti stalinien » et il ajoute :

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### La coopération militaire avec Djibouti

Lundi 18 décembre, sous la présidence de M. Huguet (P.S.), l'Assemblée nationale examine quatre projets de loi autorisant l'approbation de trois accords de coopération et d'un protocole protocolaire entre la France et Djibouti (« le Monde » du 8 décembre). Ce texte concerne le concours en personnel apporté par le gouvernement français au fonctionnement des services publics de Djibouti, le transfert du privilège de l'émission monétaire à cet Etat, la coopération économique et financière, la coopération militaire entre les deux pays.

M. GORSE (R.P.R.), rapporteur de la commission des affaires étrangères, exprime d'abord le mécontentement de celle-ci en raison des délais excessifs dans lesquels le Parlement est saisi d'accords internationaux que l'on demande à l'Assemblée d'approuver. Il ajoute que son accord a été formellement en vigueur. Il critique également le fait que le gouvernement ne détere au Parlement que quatre des nombreux textes signés entre la France et Djibouti. Sur ces quatre accords, il indique que la commission a émis un avis favorable à leur approbation.

Or, M. GORSE (R.P.R., Seine-Saint-Denis) indique que le groupe communiste votera les trois projets économiques et financiers, mais qu'il ne saurait approuver l'accord militaire qui, selon lui, a condûc inévitabiliy à des inégalités nuisibles aux intérêts des deux parties.

M. COUVE DE MURVILLE (R.P.R.), président de la commission des affaires étrangères, appelle les représentants de l'opposition à se rappeler que les délais dans lesquels l'Assemblée est saisie des accords internationaux et le choix des textes qui lui sont soumis.

M. STIRN, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, évoque d'abord l'accord militaire entre la France et Djibouti. Il souligne que cet Etat ne peut assurer sa défense contre l'ennemi, l'Ethiopie, sans que ceux qui l'ont sollicité aient obtenu une aide française. « Les forces françaises ne peuvent en aucun cas intervenir dans les affaires intérieures de la République de Djibouti », déclare-t-il.

Répondant aux critiques faites par M. Gorse et Couve de

M. Odru estime, au contraire, que cet accord vise à accélérer l'exportation des capitaux français en Corée et donc à favoriser les importations sauvages qui nuisent aux industries textiles françaises. Le rapporteur souligne que le commerce de la France avec la Corée est en exécutant et que les importations de textiles en provenance de Corée restent dans l'ensemble inférieures à 1 % de la production française.

M. Stirn rappelle que la Corée est le troisième partenaire commercial de la France en Asie et que le solde des échanges est très largement favorable à la France. « Il faut, dit-il, que notre industrie trouve sa juste place dans ce contexte. »

M. Alain Vivien (P.S., Val-de-Marne) indique que le groupe socialiste a abstenu sur ce texte car il aurait aimé qu'un accord soit aussi conclu avec la Corée du Nord.

Le texte est adopté à main levée.

### Textes en navette entre les deux Assemblées

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 18 décembre, les conclusions de quatre commissions mixtes paritaires (Sénat-Assemblée).

Sur le projet de loi aggravant les sanctions prévues par le code disciplinaire et pénal de l'Etat, la commission mixte, relative aux infractions relatives aux transports d'hydrocarbures. La commission mixte a retenu la rédaction de l'Assemblée nationale en la modifiant sur deux points : elle a écarté la disposition qui sanctionne le capitaine de tout navire n'ayant pas signalé au préfet maritime, lorsqu'il en a été en connaissance de cause, la nature des armes d'un navire en difficulté ; elle a également l'obligation qui était faite de procéder à des visites d'inspection sur les navires en infraction lorsque ceux-ci auraient été dérobés.

Sur le projet de loi modifiant la loi du 26 décembre 1964 relative à la pollution de la mer par les hydrocarbures. La commission mixte a adopté le texte de l'Assemblée nationale en introduisant la modification suivante : « Il n'est pas nécessaire que le navire ait échoué dans un espace de 200 milles pour les pollutions atteignant les eaux territoriales et susceptibles d'être sanctionnées, car elle a estimé que, en l'état actuel du droit international, les juridictions françaises ne sont pas habilitées à apprécier les agissements de capitaine d'un navire naviguant au-delà des eaux territoriales. D'autre part, en ce qui concerne la responsabilité du propriétaire de l'exploitant ou de toute autre personne, la commission a estimé qu'il n'avait pas lieu d'apprécier la nature des actes ou des comportements qui auraient pu être la cause d'un rejet accidentel d'hydrocarbures.

Sur le projet de loi relatif aux portes de C.M.P., souligné que le texte proposé ne tend nullement à empêcher la concurrence entre médecins et pharmaciens. Le dispositif retenu par la C.M.P. supprime l'institution d'une juridiction disciplinaire prévue par les députés pour les personnels qui assurent les stages hospitaliers destinés aux étudiants qui dépassent un diplôme d'ingénierie ou supérieure. L'alignement de certaines spécialités qui s'y rattachent. De même, la création souhaitée par l'Assemblée, d'une commission nationale consultative, chargée de donner son avis sur le nombre des étudiants admis à poursuivre des études de pharmacie au-delà de la première année, a été écartée. Toutefois, ce texte sera fixé dans chaque C.M.P. la formule relative aux critères qui constituent les besoins de la population sera élargie. Enfin l'instauration d'un doctorat d'exercice — proposée par le Sénat — a été écartée par la C.M.P. dont l'ensemble des conclusions a été adopté.

L'Assemblée nationale a adopté lundi 18 décembre, une convention franco-suisse portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le décret de l'Etat du 26 novembre 1977, portant sur diverses modifications de la frontière, qui résultent d'une rectification de la RN 206, sur le rapport de M. Cousté (appareil R.P.R.), soutenu par M. Marcus (R.P.R.).

Le projet institue une loi de  
au faveur des collectivités ter-  
ritoriales de nouveau modifie et dé-  
cide

## L'ÉVÉNEMENT

# LE SÉNAT, POUR QUOI FAIRE ?

Dans les salons froids de l'ancien palais de Marie de Médicis, sous le soleil des jardins du Luxembourg et sous les portes de la rue de Vaugirard, délibère une Assemblée qui fut longtemps contestée et, sous de Gaulle, vit le mort de près. Aujourd'hui, ceux qui, à gauche, crientent la rendre au néant, chez les gaullistes, la détruire pour une hypothétique transformation, ont mis leurs critiques en sourdine. Les événements électoraux de l'an dernier ont souligné le rôle qu'aurait pu jouer le Sénat si la majorité avait basculé. A gauche, cette menace n'a effrayé personne, car le Sénat a perdu le pouvoir dont il avait usé en 1958 contre Edouard Blum. Elle a même rassuré quelques-uns. A droite, elle apportait l'assurance qu'un balancier existait, dont auraient pu se servir le chef de l'Etat en cas de besoin. Mais, d'autres raisons moins négatives expliquent aussi l'atténuation des critiques qui s'élevaient contre la seconde assemblée.

Seuls représentent mieux le pays actif que n'importe : les lois électorales de la Cinquième République (en particulier la loi organique du 16 juillet 1976) ont diminué, en effet, le poids de la représentation rurale et accru celle des villes. On reste encore tout de compte, certes, mais les progrès vers un plus juste équilibre entre les sièges et

les voix ont été sensibles. L'écart qui subsiste est, d'autre part, mieux ressentir depuis que le courant écologique et l'acroissement du besoin de sécurité de la population ont réduit le prestige de la grande ville et redonné aux petites ou moyennes communes et à leurs élus une dimension qui rassure.

Enfin et surtout, le Sénat a su user de ses pouvoirs et trouver dans les institutions le rôle qu'attendaient de lui, semble-t-il, la majorité de ceux qui s'intéressent à son sort et à ses activités. Son image de marquise est redevenue celle de la mesure, de la tolérance, d'une certaine sagesse provinciale, au conservatisme aussi, mais d'un conservatisme ouvert aux réformes qui protègent les finances de l'Etat (quand elles ne subventionnent pas les collectivités locales), et qui garantissent contre celles-ci les libertés individuelles et le droit.

En somme, cette Assemblée ne répond pas trop mal à la mission que lui a impartie la Constitution qui, en son article 24 notamment, lui commande d'assurer la représentation des collectivités territoriales.

Le Sénat a célébré avec faste, il y a un peu plus de trois ans, la date symbolique du 22 février 1755. Le président de la République, entouré des dignitaires du régime, est venu dans ce palais où siégeaient toutes

les « Hautes Assemblées » depuis près de deux siècles, pour apporter au « grand conseil des communes de France » le salut reconnaissant du pays. C'est pourtant un Sénat bien différent en apparence de celui créé par la loi constitutionnelle de 1755 que M. Valéry Giscard d'Estaing a visité ce jour-là. Loin d'être la vieille dame centenaire que l'on était, l'Assemblée présidée par M. Alain Poher, raggrangée par le référendum de 1969, se présentait, en effet, dans l'ardeur fiévreuse de ses dix-sept ans, comme le Sénat du destin : conservateur des libertés, rempart contre les extrémistes, censeur sourcilleux des empiétements de l'administration et de la technocratie ; défenseur des autorités locales aussi, comme en témoignent les cent solitaires sénateurs qui sont maîtres de leur commune, et les trente-six présidents de conseils généraux. La troisième génération des Sénats de la République différait-elle donc, différait-elle autant qu'il parait de la première ? Bien des députés-fondateurs, qui siégeaient en 1755 dans le Sénat qu'ils venaient de créer, un Scheurer-Kestner, un Castelnau Perier, un Jules Favre, un Emmanuel Arago ou, plus tard, un Caillaux, pourraient, semble-t-il, se reconnaître dans les professions de foi d'autour d'aujourd'hui. L'idéal est le même, diraient-ils, mais les moyens, les pouvoirs, que sont-ils devenus, quels sont-ils ?

(fixation de l'ordre du jour, navettes, etc.) nous renvoyons nos lecteurs aux éditions du 4 octobre : le parallélisme est trop grand dans ce domaine entre les deux Assemblées pour qu'il soit nécessaire de se répéter. Nous mettons l'accent, en revanche, sur ce qui constitue l'originalité du travail sénatorial, et sur l'histoire récente de la seconde Assemblée.

Page établie  
par ALAIN GUICHARD.

## EFFECTIF ET MODE D'ÉLECTION

### Suffrage indirect pour assurer la représentation des collectivités territoriales

L'EFFECTIF du Sénat est de 225 sièges, dont 13 pour les îles d'outre-mer et 8 pour les Français de l'étranger. Il sera porté à 305 en 1980 et à 316 en 1983, en vertu de la loi organique du 17 juillet 1976 adaptant la représentation sénatoriale aux résultats du dernier recensement.

La durée du mandat des sénateurs est de neuf ans, leur assemblée étant renouvelée par tiers tous les trois ans. Le prochain renouvellement aura lieu en septembre 1980.

Le collège électoral est composé des députés et des conseillers généraux (la circonscription est le département), et des délégués des conseils municipaux.

1 délégué sénatorial pour les conseils municipaux des communes qui ont jusqu'à 600 habitants ;

3 délégués pour les conseils municipaux de 15 membres (communes de 501 à 1 500 habitants) ;

5 délégués pour les conseils municipaux de 17 membres (communes de 1 501 à 2 500 habitants) ;

7 délégués pour les conseils municipaux de 21 membres

(communes de 2 502 à 3 500 habitants) ;

15 délégués pour les conseils municipaux de 23 membres (communes de 3 501 à 10 000 habitants).

Dans les communes de 9 000 habitants et plus, tous les conseillers municipaux sont délégués de droit. En outre, dans les communes de plus de 30 000 habitants, les conseils municipaux élisent des délégués supplémentaires, à raison d'un pour 1 000 habitants au-dessus de 30 000.

Le mode de scrutin. Dans les départements ayant moins de cinq sénateurs à élire, le scrutin est majoritaire à deux tours. Nul n'est élu sénateur au premier tour s'il n'a pas recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits. Au second tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Dans les départements qui ont droit à cinq sièges de sénateurs ou plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

## Les groupes politiques

R.I. : 51; C.N.I.P. : 15; non-inscrits : 9. Il n'existe pas de groupe U.D.F. comme à l'Assemblée nationale, mais un simple intergroupe, formé très lâche d'associations, que préside M. Adolphe Chauvin, sénateur centriste du Val-d'Oise.

## l'officiel des constructions

60.000 appartements neufs dont une sélection de 200 à Paris à moins de 6.500 F/m<sup>2</sup>. 600 en banlieue à moins de 5.000 F/m<sup>2</sup>. 68 pages. 3 F

## La Pompadour

collection "fêtes"

## MANTEAUX habillés

rat d'Amérique, astrakan, vison

PEAUX LAINEES, PELISSES

également

ROBES DU SOIR longues et courtes

GRANDES TAILLES

du 42 fort au 60

32 bis, Bd HAUSSMANN

M. Chausse d'Antin

## LE MONDE

meilleur jour à la disposition

de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières

Vous trouverez peut-être

L'APPARTEMENT

que vous recherchez

## A VENDRE

# PORSCHE 928

modèle 1978

prix 135.000,00 F.

TEL. MONACO (93) 50.89.05

## UN CONSEILLER POUR VOS YEUX

# LEROUY

OPTICIEN

104, Champs-Elysées 11, bd du Palais  
18, bd Haussmann 158, rue de Lyon  
5, place des Ternes 147, rue de Rennes  
du lundi au Samedi inclus

27, bd St-Michel  
127, Bd St-Antoine  
30, bd Barbès

Goschek

# Un mode de contrôle original

Seconde Assemblée du Parlement, le Sénat, en vertu de la Constitution du 4 octobre 1958, assure au même titre que l'Assemblée nationale la représentation du peuple qui détient la souveraineté à l'origine de l'Etat. Si l'on évoque l'en suffrage indirect, le Sénat est issu du suffrage universel, égal et secret, défini par l'article 3 de la Constitution.

Aux termes de l'article 88 de la Constitution, il jouit de pouvoirs égaux à ceux de l'Assemblée nationale dans la procédure de révision constitutionnelle. L'initiative des lois et des amendements appartiennent aussi bien aux sénateurs qu'aux députés, et l'égale de deux assemblées de révision dans les pouvoirs de contrôle du gouvernement par voie de questions écrites ou orales, de commissions d'enquête, de missions d'information et de pouvoirs d'investigation des rapports spéciaux.

Cette primauté de l'Assemblée nationale n'est néanmoins pas mise en échec par un recours devant le Conseil constitutionnel. La possibilité n'est pas seulement théorique, puisqu'elle a été appliquée au moins de juillet 1971 à

## avec l'Assemblée

de cette disposition constitutionnelle : le 11 juillet 1975, sur Initiative de M. Jacques Chirac, le 5 mai 1977 et le 11 mai 1978, sur Initiative du Sénat.

En matière législative lorsque le gouvernement interrompt une « navette » par la convocation d'une commission mixte paritaire, le Sénat a obtenu chaque fois une large majorité. Mais, dans le cas contraire, rien ne l'aurait obligé à donner sa démission.

Pris d'une partie des moyens de pression dont dispose l'Assemblée nationale pour contrôler l'exécutif, puisqu'il peuvent à ce sens, à la politique du gouvernement, la sécession, la censure, le contrôle de l'égalité des citoyens devant la loi en matière d'accès à la justice. Aux termes de cet article, seuls auraient pu recourir au juge de l'impôt les contrôlables frappés d'une mesure de taxation d'office dont les revenus ne dépassaient pas un montant déterminé.

Le second cas d'inégalité entre les deux assemblées concerne le contrôle de l'exécutif. Le Sénat n'a pas la possibilité de mettre en cause la responsabilité politique du gouvernement, la procédure de la motion de censure étant exclusivement réservée aux membres de l'Assemblée nationale. En contrepartie, le président de la République ne peut pas dissoudre le Sénat.

Quelle est donc la responsabilité du gouvernement devant le Sénat ?

L'article 49 de la Constitution la définit ainsi : « Le premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale. » Les sénateurs se sont prononcés trois fois en application

à l'ouverture de chaque session est dressé un bilan d'ensemble de l'action du gouvernement dans le domaine précis de l'application des textes législatifs. Chaque président de commission est chargé de faire état de ses conclusions de la séance de commission de quelque nature que ce soit.

La même commission des finances a eu l'initiative des dispositions législatives qui prolongent les pouvoirs de contrôle de la Cour des comptes sur les entreprises publiques et privées et sur l'ordre public. Une mesure de contrôle de la commission des finances a été votée par le Sénat pour le contrôle de l'application des lois.

Les commissions d'enquête et de contrôle. Le Sénat a aussi utilisé, avec l'Assemblée nationale, la procédure des commissions d'enquête et des commissions de contrôle. La première est chargée de recueillir des informations sur des faits d'ordre politique ou administratif. La seconde est formée pour examiner une gestion administrative, financière ou technique de services publics ou d'entreprises nationales. Toutes les deux sont soumises à la règle du secret et ont un caractère temporaire (quatre mois). Les commissions sénatoriales qui eurent le plus de renommée visent à déterminer les responsabilités des absents de la Ville. En 1970 et en avril 1971, l'affaire des écoutes téléphoniques (été 1973). Ces deux commissions étaient présidées par M. Pierre Marichal, sénateur (non-inscrit) de la Charente. M. Etienne Dally (Gauche démocratique, Seine-et-Marne), lui, avait présidé, en 1968, la commission de contrôle sur l'ORTF. Dernière en date des commissions, celle sur le naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz (été 1970), présidée par M. André Colin (décédé en cours de mandat) a eu pour caractère caractéristique d'être une nouvelle législation qui a étendu les pouvoirs d'investigation des rapporteurs et qui a donné au président le droit de citer à comparéface toute personne dont le témoignage paraît utile ; la non-comparution étant punie d'une amende de 200 000 F.

Cette extension récente de droits et de pouvoirs est née d'une expérience ratée, celle de l'enquête sur les écoutes téléphoniques. M. Pierre Marichal, alors président, avait invité contre elle le secrétariat de l'Assemblée nationale, et s'était opposé aux demandes du président, M. Marcelin. Aucun ministre, aucun haut fonctionnaire, ne peut venir témoigner. Un incontestable progrès a été réalisé depuis, mais il reste à faire.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable, a été réalisée par M. Georges Cognit, député du Finistère. Il a été nommé à la tête d'une commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

Cette commission d'enquête a été réalisée par M. Georges Cognit, député du Finistère. Il a été nommé à la tête d'une commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

La commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les termes de certain responsable.

Numéro de décembre

## LA MORT

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (10 numéros) : 30 F.

مكتبة الأصل

Après le massacre de Jones

JUSTICE

Après l'assemblée générale des avocats parisiens

La crise de « considération » du barreau de Paris

Stephen Jones, un des fils, âgé de dix-neuf ans, du « révérend » Jim Jones, a avoué lundi 18 décembre, au cours d'un interrogatoire, un meurtre qu'il a commis à Georgetown, où il était le meurtre de Mme Sharon Amos, la responsable des relations extérieures de la secte avec l'extérieur. Mme Amos et ses trois enfants, Mme Amos et ses enfants avaient été trouvés égorgés au quartier général du Temple du peuple, dans la capitale guyanaise, le 18 novembre, peu après l'assassinat du massacre collectif de Jonestown.

Un ancien huissier-marin de l'armée américaine, Charles Belkman, avait été inculpé pour ces quatre assassinats. Stephen Jones avait été appelé à témoigner. Ses parents n'avaient pas été interrogés. Son père, John Belkman, avait reconnu qu'il était présent dans la pièce où les meurtres ont été commis, mais a toujours nié d'avoir participé.

A Washington, un porte-parole du département de la Justice a annoncé d'autre part, lundi, que les Etats-Unis avaient demandé l'extradition d'Orwell, accusé de plusieurs assassinats banaliens de la secte « En Suisse et dans d'autres pays. Les fonds déposés sur ces comptes « sont plus que suffisants pour couvrir les dépenses engagées par le gouvernement américain » dans la tragédie de Guyana, a ajouté le porte-parole. Des documents trouvés par la police guyanaise ont montré que les Guyanais avaient l'intention de léguer plus de 7 millions de dollars au parti communiste soviétique. (A.P.F., U.P.L.)

A la Cour de cassation

LE PRÉVENU ET LES DROITS DE L'HOMME

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Paul Malaval, a invalidé d'office les articles 6 et 13 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, applicable en France depuis 1974, pour casser un arrêt de la cour d'appel d'Orléans qui avait infligé le 5 mai dernier cinq ans de prison, cinq ans d'interdiction de séjour et 3 600 d'amende à M. Cherif Baroum, poursuivi pour détention illégale et commerce illicite d'armes et de munitions.

Pour agraver ainsi le sort du prévenu, condamné en première instance à six mois de prison, les magistrats d'Orléans avaient fait application de l'article 28 alinéa 2 du décret-loi du 18 avril 1959, selon lequel la peine pourra être portée à dix ans si le prévenu a été condamné séparément à une peine de prison. C'était le cas en l'espèce, puisqu'une condamnation à quinze jours de prison par défaut pour outrages à commandant de la force publique figurait au dossier d'Orléans.

Mais cette circonstance aggravante n'était pas mentionnée dans l'ordonnance de renvoi de M. Baroum devant le tribunal correctionnel et avait été relevée d'office par les magistrats de la cour d'Orléans.

Statuant sur le rapport de M. Stanislas Kehrig, conseiller référendaire, les observations de M. Rydiger, conseil du requérant et les conclusions de M. Ellasade, avocat général, la chambre criminelle a constaté qu'il « n'exécutait d'aucune des dénonciations de l'arrêt de la cour d'Orléans que le prévenu comparant ait été préalablement informé de cet élément modificatif de la prévention et ainsi mis en mesure de se défendre spécialement sur ce point devant les juges du fond ». M. Baroum sera rejugé par la cour de Versailles.

COUPS PAR AGENTS ET RÉBELLION

Dans la nuit du 27 au 28 mai 1973, à la suite d'un incident sur la voie publique, place Victor-Basch, à Paris-14e, M. Georges Pellerin, ingénieur, et sa fiancée, étaient emmenés par police-secours. Pingerie et sa fiancée, dévouée depuis sa femme, étaient « passés à tabac » au point que M. Pellerin dut subir une intervention chirurgicale. Plus de cinq ans après, l'affaire a connu, le 18 décembre, son épilogue judiciaire devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

Pour coups par agents de la force publique, le brigadier François Pingerie, qui commandait le car de police-secours, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, le gardien Raymond Boulevard à quatre mois de la même peine, et le gardien Gérard Daverio à deux mois. En revanche, M. et Mme Pellerin ont été condamnés chacun à 600 F d'amende pour rébellion.

LE S.M. : protéger le statut des magistrats.

« L'inamovibilité des magistrats du siège, définie par l'article 64 de la Constitution, n'est pas effective en France », ont expliqué M. Daniel Zemzemi, M. André Damien, ancien bâtonnier de Versailles, premier vice-président de la conférence des bâtonniers, « la querelle est une querelle sur un faux prétexte ». Selon M. André Damien, ancien bâtonnier de Versailles, premier vice-président de la conférence des bâtonniers, « la querelle est une querelle sur un faux prétexte ». Le barreau de Paris souffre de n'avoir plus le leadership de la représentation professionnelle qu'il avait au dix-neuvième siè-

Le prévenu et les droits de l'homme

Cette action n'est, pour M. Damien, qu'une politesse pour un barreau malade et souffrant ». Prendre une proposition de loi et promettre qu'elle sera discutée n'est en rien préjuger son avenir.

« Les avocats ne font des grèves comme de grandes manifestations, comme à Paris, qui sont sans valeur. Sur le plan économique, leurs arguments sont sans valeur. Sur le plan du prestige, l'abandon de cette mesure ne changera rien », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers et son président, M. Gérard Savreux, qui souhaite différencier les préoccupations du statut de la magistrature — « vers le détournement — pour mettre fin à une pratique professionnelle qui gêne, bien qu'exercée dans le cadre strict de la justice », tout en soulignant que cette loi soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour la prochaine session.

Cette action n'est, pour M. Damien, qu'une politesse pour un barreau malade et souffrant ». Prendre une proposition de loi et promettre qu'elle sera discutée n'est en rien préjuger son avenir.

« Les avocats ne font des grèves comme de grandes manifestations,

comme à Paris, qui sont sans valeur. Sur le plan économique, leurs arguments sont sans valeur. Sur le plan du prestige, l'abandon de cette mesure ne changera rien », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers et son président, M. Gérard Savreux, qui souhaite différencier les préoccupations du statut de la magistrature — « vers le détournement — pour mettre fin à une pratique professionnelle qui gêne, bien qu'exercée dans le cadre strict de la justice », tout en soulignant que cette loi soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour la prochaine session.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclaré le bâtonnier de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, « a décidé que la question serait posée à l'assemblée générale qui se réunira le 3 février 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour se convaincre lui-même : « Nous gagnerons encore une fois la bataille du barreau de Paris parce que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. S.

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été mis en minorité par 18 voix contre 12. Refusant d'entériner ce « coup de force » de l'A.J.S., relayé par l'« O.C.I. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procéderaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. a été réélu avec les mêmes résultats. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multistitution. « Prendre acte de la demande des deux bâtonniers », a déclar

# Le Monde DE LA MÉDECINE

## Aspirine et vitamine C dans les états grippaux Mythes et réalités

L'utilisation d'aspirine, d'une part, et de vitamine C, d'autre part, est largement répandue dans tous les pays occidentaux où le public leur attribue des effets bénéfiques, préventifs ou thérapeutiques, dans les infections virales saisonnières, rhumes ou états grippaux.

L'alternance de froid et de rédoux humide que connaît la France depuis quelques semaines favorise ces infections,

et il n'est guère de foyers où l'on ne compte actuellement une victime de la grippe, la vraie, ou d'une rhino-pharyngite.

La consommation de vitamine C et de préparations à base d'aspirine connaît donc son grand « pic » annuel et les très nombreuses spécialités qui les contiennent sous forme de comprimés, de poudre à goût d'orange, de boîtes effervescentes ou autres, sont largement utilisées par le public (qui les acquiert librement et leur attribue une action bienfaisante), et non moins largement prescrites par les médecins, qui les rangent au nombre des « médicaments minima », qui, s'ils ne font pas de mal, ne font en tout cas pas de bien, mais dont ils se demandent si « on connaîtra un jour leur efficacité réelle ».

### Du placebo à la nuisance

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

**L**a vogue de l'acide ascorbique, ou vitamine C, date de plusieurs années déjà et a trouvé en l'Américain Linus Pauling, prix Nobel de chimie, en 1954, et prix Nobel de la paix, un défenseur inlassable et passionné. Les positions qu'il a prises à ce sujet ont déclenché de vives polémiques et la controverse entre partisans et adversaires de l'efficacité thérapeutique de la vitamine C a pris des dimensions internationales, après que Linus Pauling lui eut conseillé un ouvrage entier.

Une constatation est à l'origine de cette utilisation thérapeutique, à savoir qu'en cas d'infection par un virus le taux d'acide ascorbique normalement présent dans le sang et les globules blancs s'abaisse rapidement pour remonter quelques jours plus tard. De très fortes doses d'acide ascorbique (6 grammes par jour) corrigent partiellement la chute de son taux lors des attaques virales.

La Lettre médicale d'information (1) rappelle que ces faits

figurent dès lors que les patients avaient à son sujet une opinion favorable ; et cela, que cette substance soit réellement de la vitamine C, ou un placebo (eau sucrée colorée en orange).

#### Un bilan négatif

Ensuite, le bilan de tous les essais comparatifs menés avec rigueur pour vérifier l'efficacité qu'aurait la vitamine C pour la prévention ou l'atténuation des affections saisonnières des voies respiratoires supérieures et des syndromes grippaux est jusqu'à présent négatif. Il indique que l'acide ascorbique n'a, dans ces infections, qu'une efficacité très modeste ou nulle et que les rares effets favorables observés sont d'ordre psychologique.

Bien qu'aucun effet toxique de la vitamine C n'ait été signalé à l'équipe américaine, en ce qu'elle risque de favoriser les complications de ces infections virales normalement bénignes, et notamment les trachéobronchites. En outre, les « porteurs de virus » qui sont ces patients traités à l'aspirine constituent une source de contamination non négligeable.

Il est donc permis de se demander s'il ne serait pas souhaitable que les firmes pharmaceutiques retirent du commerce d'innombrables spécialités coûteuses et inutiles, et renoncent aux publicités tapageuses dont elles font l'objet concernant leur prévention action antigrippale ou antirhume.

#### COMMENT LA REMPLACER ?

Le soulagement symptomatique qui prévaut l'automne dans la grippe et les infections virales saisonnières peut être obtenu par le maniement d'autres médicaments qui n'ont pas les mêmes inconvénients.

Les anti-histaminiques réduisent de façon très satisfaisante l'inflammation des voies respiratoires (nez, gorge, trachée) ; il en est de nombreuses à délivrer le nez et les voies respiratoires des autres faciliteront le sommeil et ils peuvent être pris le soir.

Pour les maux de tête et les douleurs musculaires de nombreux antalgiques sont disponibles, qui n'ont pas l'effet d'abaissement de la température de l'aspirine. Tel est notamment le cas de la ibuprofène. Les ibuprofènes, chélateurs d'acide (deux litres par jour) et le repos au lit complètent cette prescription simple : une grippe non compliquée est terminée en quatre jours, la fièvre tombant après ce délai.

ne sont pas suffisants pour affirmer une quelconque efficacité thérapeutique de la vitamine C ; une série de recherches comparatives sériées ont été menées sur ce thème ces dernières années, que résume la revue, et dont il faut bien dire qu'elles ne sont pas précisément concluantes.

Sur le plan expérimental, l'administration de 3 grammes par jour de vitamine C dans les trois jours précédant l'inoculation à des volontaires sains de divers virus impliqués dans les infections saisonnières n'a eu strictement aucun effet sur la survenue des symptômes (rhino-pharyngites) pas plus que sur leur intensité ou leur durée.

— L'effet de prévention sur les rhumes qu'aurait la vitamine C administrée sur de longues périodes à raison d'un gramme par jour n'a pu être confirmé par des études menées de façon rigoureuse avec des groupes témoins.

— L'effet thérapeutique, qui correspond à l'usage le plus répandu de ce médicament, n'est pas plus concluant. Il avait semblé que les « infections virales saisonnières », rhumes ou grippe, voyaient leur durée et leur sévérité légèrement réduites lorsque de l'acide ascorbique était administré à raison de 4 ou 8 grammes par jour dès l'apparition des premiers symptômes. Mais des études menées en double aveugle sur le personnel d'un organisme de recherche médicale ont montré que l'effet de la substance administrée était béné-

fique des autres : l'aspirine a donc, confirme l'équipe américaine, une certaine action analgésique, mais les résultats sont si peu marqués qu'ils sont qualifiés de « décevants ».

Mais en diminuant les réactions inflammatoires (qui permettent la destruction des agents infectieux), l'aspirine comme d'autres les hormones stéroïdes (cortisone), favorise la prolifération de ces agents.

Les volontaires qui avaient reçu de l'aspirine quotidiennement présentent, en effet, dans leurs sécrétions nasales des quantités de virus beaucoup plus importantes que « ceux qui n'avaient absorbé que du sucre ».

Une telle situation n'est pas sans inconvénients, conclut l'équipe américaine, en ce qu'elle risque de favoriser les complications de ces infections virales normalement bénignes, et notamment les trachéobronchites. En outre, les « porteurs de virus » qui sont ces patients traités à l'aspirine constituent une source de contamination non négligeable.

Dans les vraies grippe, dues à des virus très différents des rhinovirus, et qui s'accompagnent d'une fièvre élevée, toute thérapie conduisant à faire baisser la fièvre, comme c'est le cas pour l'aspirine, est à déconseiller.

Comme l'a montré le professeur André Lwoff (Le Monde du 16 janvier 1974), les virus de la grippe meuvent à mesure que s'élève la température et ne prolifèrent jamais si vigoureusement que lorsque celle-ci abaisse. Ils sont, en effet, thermosensibles.

Les boissons chaudes, les inhalations d'air brûlant, les couettes épaissestes de nos aieux constituent donc le traitement de choix, inspiré par plusieurs siècles d'expérience, d'affections certes sans gravité mais dont les complications sont toujours redoutées chez les sujets fragiles.

(1) 120, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, numéroté d'octobre 1978.

(2) Dans un essai thérapeutique dit en double aveugle, le médicament testé et le placebo (ou substances de façon identique) sont administrés à des volontaires ignorants au même titre que les patients, la nature du produit administré est dévoilée avec quatre.

#### Grâce aux lecteurs

### L'enfant du miracle

De jeunes parents, qui n'avaient eu jusqu'à présent que des enfants morts, fêteront pour la première fois cette année le Noël d'un magnifique bébé de trois mois.

Cet enfant doit la vie à ceux des lecteurs du « Monde » qui, appartenant à un groupe sanguin rare, ont permis ce succès remarquable, étape nouvelle et décisive de la lutte contre la malédiction Rhésus.

Le centre d'hématologie péritonale de Paris lancait, en juillet dernier, un « appel aux volontaires » par l'intermédiaire du « Monde de la médecine » (5 juillet 1978).

Des sujets appartenant au groupe AB négatif étaient sollicités pour donner à une ou plusieurs reprises du plasma, afin de pouvoir mettre en œuvre un traitement qui permette de sauver un enfant menacé par l'incompatibilité de son groupe sanguin.

Plus de cent cinquante lecteurs du « Monde », appartenant au groupe AB négatif, se présentent au centre d'hématologie dans les quarante-huit heures suivant l'appel lancé dans nos colonnes, chiffre d'autant plus remarquable que ce groupe sanguin est exceptionnel : une personne sur cinq cents seulement est AB Rh négatif dans la population française.

Les plasmaphéseries (ou remplacement complet du plasma toxique de la future mère par le plasma des volontaires) débutent immédiatement et devaient se poursuivre tout l'été. Après plus de trente séances, durant lesquelles 70 litres de plasma ont été donnés, Mme X. donnait naissance, le 17 octobre, à un enfant de 3 kilos atteint d'une maladie hémolytique modérément sévère, et qui fut ainsi maltraité par deux exsanguinations (remplacement complet du sang de l'enfant contaminé par du sang de donneur).

L'enfant est aujourd'hui en pleine santé, et nous écrit le professeur Pinon, « vous devinez la joie des parents, qui est profondément émouvante ».

Toujours grâce à des volontaires, des traitements analogues sont tentés actuellement à Paris, Bordeaux et Besançon, pour d'autres jeunes femmes qui se trouvent dans la même situation dramatique.

Les quantités considérables de plasma sain (80 litres), provenant de donneurs appartenant à un groupe rare nécessaires à une telle entreprise, faisaient qu'en dépôt de tous leurs efforts le Centre national de transfusion sanguine et les centres de transfusion de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul et des autres hôpitaux de Paris n'auraient pu engager le traitement sans lequel le quatrième enfant de Mme X. n'avait aucune chance de survie.

Il semble que sous l'angle du progrès scientifique les enfants du miracle de ce Noël 1978 soient bien ces survivants de la malédiction Rhésus. Ils doivent leur salut, hier encore impensable, à un remarquable travail de recherche certes, mais aussi à la générosité et à la solidarité d'un certain nombre de lecteurs, qui partagent aujourd'hui l'indécile joie de parents qui s'estiment, eux aussi, miraculés.

Dr E.-L.

#### Alcool et conduite automobile

### Les fêtes à l'épreuve de la loi

Pour la première fois, cette année, les retours en voiture de réveillons trop arrosés seront dominés, non plus par la crainte d'un hypothétique accident — « celui qui n'arrive qu'aux autres » — mais par la peur du gendarme. Ce sont les premières fêtes de fin d'année qui ont lieu depuis le vote, le 12 juillet 1978, de la loi permettant le dépistage de l'imprégnation alcoolique au volant, en dehors de toute infraction.

Deux mesures, semble-t-il à beaucoup, devraient permettre de conduire sans renoncer à boire : une bonne information sur les quantités d'alcool à ne pas dépasser pour que l'alcoolémie reste en dessous du taux légal de 0,8 gramme par litre ; et le recours, le cas échéant, aux produits nouvellement mis sur le marché pour diminuer le taux d'alcool dans le sang (« Monde » du 12 septembre).

En fait, les taux d'alcoolémie dépendent de variables trop nombreuses et trop individuelles pour être calculés avec un degré de précision suffisant. Quelques heures de repos ou l'abstinence d'un des convives, comme cela se fait couramment dans les pays nordiques, apparaissent encore comme les meilleurs moyens de concilier la nouvelle loi et les fêtes de fin d'année.

brise de verres dans le volume n'est pas défini avec précision.

Le professeur Cot, chef de service à l'hôpital de Gariches, reste très sceptique face à ce type d'initiative : « Les taux d'alcoolémie varient en fonction d'un nombre de variables beaucoup plus nombreuses que le sexe et le poids : la nature des boissons joue ainsi un rôle, les liquides sucrés agissent moins fortement ; le choix du brus même, au moment de la prise de sang, peut provoquer des variations de 10 % ; l'intervalle aussi, l'état général, l'âge, l'activité déployée et même, à poids égal, la répartition des tissus adipex, l'alcool se fixant moins sur les graisses. Il reste, enfin, au-delà de tous ces facteurs identifiables, un facteur résiduel qui peut encore faire varier de manière significative les doses d'alcoolémie selon les individus.

Ceux des alcoologues qui se montrent sceptiques sur l'aptitude de chacun à mesurer sa capacité de résistance à l'alcool, conseillent en cas de conduite une grande modération dans la consommation de boissons alcoolisées, soit l'équivalent, au cours du repas, d'un quart de litre de vin, sans apéritif ni digestif.

#### Du sucre en pharmacie

Ces normes plus ou moins strictes peuvent elles être assouplies grâce à l'absorption de produits diététiques à base de sucre qui permettraient de diminuer les taux d'alcoolémie ? « L'action de doses importantes de fructose pour prévenir l'élevation de l'alcoolémie n'est pas discutable », écrit dans *La Revue du praticien* du 25 octobre 1978, le professeur Jean Lereboullet, directeur de l'Institut d'alcoolologie de l'Hôpital de Bicêtre.

Les nombreuses expériences qu'il a faites sur ce sujet permettent d'affirmer que l'absorption, en même temps que des boissons alcoolisées (2) de 100 grammes de fructose, fait baisser de près de 40 % en moyenne les pics d'alcoolémie.

Les tests psychomotrices, affirmé également le professeur Lereboullet, pratiqués à double tenu (ou double aveugle) étaient améliorés de façon très significative. Ils visaient à comparer les performances de deux groupes de volontaires ayant absorbé la même quantité d'alcool et une substance neutre pour les deux.

La même expérience effectuée avec deux sachets de 30 grammes de poudre Alasver, vendue

Un livre intéressant à la fois patient et médecin.

### la responsabilité civile du médecin

par le Dr M. Ménennec, Médecin légiste, et J. Sillard, Vice-président du Tribunal de Grande instance de Vannes.

En vente chez l'éditeur : par correspondance contre chèque de 51,50 F... ou sur place : 4600 F.

Générale Graphique 18, rue Duphot - Paris 1<sup>e</sup>

de telles quantités de sucre constituent un facteur de risque pour de nombreuses maladies (diabète, maladies cardio-vasculaires, troubles gastriques).

L'absence de publicité de ces produits, qui ne doivent pas mentionner leurs effets sur l'alcool et le fait qu'ils sont néanmoins vendus en pharmacie leur donnent un semblant de caution tout en privant les consommateurs d'informations directes.

• Tout repas qui accompagne l'absorption de boissons alcoolisées permet aussi de ralentir le temps de séjour de l'alcool dans le tube digestif et diminue ainsi dans des proportions importantes l'efficacité des sucre.

• Enfin, l'absorption fréquente de telles quantités de sucre constitue un facteur de risque pour de nombreuses maladies (diabète, maladies cardio-vasculaires, troubles gastriques).

L'absence de publicité de ces produits, qui ne doivent pas mentionner leurs effets sur l'alcool et le fait qu'ils sont néanmoins vendus en pharmacie leur donnent un semblant de caution tout en privant les consommateurs d'informations directes.

• Apprendre à se connaître face à l'alcool : tel pourrait être le thème de la prochaine campagne d'éducation sanitaire du ministère de la santé et de la famille ; les usagers ignorant trop souvent les limites de leurs nouveaux devoirs ne seraient plus ainsi démunis face à une loi nécessaire.

(1) Pratique de l'alcool et de l'alcooliser, de M. Alexandre Dorval et du docteur Michel Volney. Édit. Bordas, coll. « Pratique de la santé ». 85 p. 19 F.

(2) Des boissons alcoolisées ont été administrées à la dose de 0,6 grammes d'alcool par kilogramme de poids chez l'homme (et 0,5 chez la femme).

مكتبة الأصل





مدى من الأصل

## DÉFENSE

*Avec la création d'une division blindée et de deux divisions d'infanterie*

### Le dispositif militaire en région parisienne sera remanié en 1979

Dans sa revue mensuelle, *Terre d'information*, l'état-major de l'armée française confirme la création, en région parisienne, du 3<sup>e</sup> corps d'armée et de la 2<sup>e</sup> division blindée avant la fin de l'an prochain. Deux autres corps d'armée — deux divisions d'infanterie — seront respectivement créés à Versailles, à Amiens et à Rouen.

C'est, en principe, en 1980 que sera achevée la réorganisation, en cours depuis 1977, de l'armée de terre. Au terme de cette réorganisation, l'armée de terre disposerait alors de huit divisions blindées de 7 500 à 8 000 hommes chacune, une division alpine de 10 000 hommes, d'une division parachutiste de 13 750 hommes et d'une division d'infanterie de marine de 8 300 hommes. L'ensemble constitue les forces d'active réservées ou d'intervention outre-mer. Il est complété en cas de mobilisation par quatorze divisions de 6 000 hommes chacune, issues des écoles ou de la réserve.

Le terme de réorganisation ne doit pas faire illusion. Comme le laissait également observer l'un des rapporteurs du budget militaire à l'Assemblée nationale, M. Jacques Cressard, député R.P.R. d'Ille-et-Vilaine, « au niveau des équipements, les divisions d'active française représentent, grosso modo, un tiers des divisions du pays socialiste », l'alliance des pays socialistes est-européens.

En 1977, l'état-major de l'armée de terre a réorganisé le 1<sup>er</sup> corps d'armée, dont le P.C. est à Metz, et qui est constitué, principalement, de quatre divisions blindées : la 1<sup>re</sup> D.B. (à Nancy), la 6<sup>e</sup> D.B. (à Strasbourg), la 7<sup>e</sup> D.B. (à Baccarat) et la 10<sup>e</sup> D.B. (à Châlons-sur-Marne).

À la suite d'une décision gouvernementale de fusionner le commandement opérationnel et le commandement territorial, le général qui commande le 1<sup>er</sup> corps d'armée est, aussi celui qui commande la VI<sup>e</sup> région militaire. Il a donc autorité sur un ensemble de personnels militaires de 76 800 hommes, dont 45 000 dans les forces opérationnelles, y compris l'environnement du corps d'armée.

En 1978, l'état-major de l'armée de terre a réorganisé le 2<sup>o</sup> corps d'armée, dont le siège est à Bâle, en République fédérale d'Allemagne, et qui comprend trois divisions blindées : la 1<sup>re</sup> (à Trèves), la 3<sup>e</sup> (à Fribourg) et la 5<sup>e</sup> (à Landau). Avant la réorganisation, les effectifs des troupes françaises outre-Rhin s'élevaient à 61 500 hommes environ, et ils atteindront 45 500 hommes au terme de la réorganisation de l'armée de terre française.

#### La 2<sup>e</sup> D.B.

L'an prochain, il est donc prévu de réorganiser le dispositif militaire de la région parisienne et celle de la II<sup>e</sup> région militaire (Lille). Cette décision se traduira par des dissolutions d'unités, des créations d'autres et de changements de garnison de certains régiments.

Terre d'information précise notamment : « L'état-major du III<sup>e</sup> corps d'armée, fusionné avec celui de la 1<sup>re</sup> région militaire, sera mis sur pied à Saint-Germain-en-Laye, celui de la brigade

logistique du corps d'armée à Beauvais.

Les états-majors de la 2<sup>e</sup> division blindée, de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie, fusionnée avec la XXI<sup>e</sup> division militaire territoriale, de l'12<sup>e</sup> division d'infanterie, fusionnée avec la 1<sup>re</sup> division d'infanterie, la 1<sup>re</sup> et la XXII<sup>e</sup> division militaire territoriale, seront respectivement créées à Versailles, à Amiens et à Rouen.

Ainsi, Paris et la région retrouveront la division blindée qui leur fut longtemps réservée, et la 1<sup>re</sup> D.B. à la tête de laquelle le général Léon Aléry après sa mort à la dignité de maréchal de France en 1952 — entra dans la capitale pour recevoir la reddition de la garnison allemande à la fin de la dernière guerre mondiale.

Installée à Versailles, la 2<sup>e</sup> D.B., basée sur le modèle des autres divisions du même type, devrait comprendre deux régiments blindés (dont total 12 000 hommes de gendarmerie : 32 millions de francs), deux régiments mécanisés (23 millions de francs chacun), un régiment d'artillerie, un régiment du génie et un régiment de commandement et de soutien.

Pour l'essentiel, ces nouvelles forces, qui seront stationnées dans leur quasi-totalité sur le territoire de la 1<sup>re</sup> région militaire (Paris) et de la II<sup>e</sup> région militaire (Lille), seront constituées à partir de l'ancienne division mécanisée et des formations appartenant aux anciennes forces de territoire.

L'un des rapporteurs du budget militaire à l'Assemblée nationale, M. Guy Cabanel, député de l'Isère, appartenant à l'UDF, estime que les effectifs de la 1<sup>re</sup> région militaire, après la réorganisation de l'armée de terre, auront diminué de 15 % (pour se situer à environ 38 500 hommes), tandis que ceux de la II<sup>e</sup> région militaire auront progressé de 3 %, pour s'élever à 24 650 hommes.

### PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS DE PLUS DE 2.000 F, CECI VA VOUS FAIRE SANGLOTER.

Pour faire de bonnes photos, vouloir un bon appareil 24x36, c'est une bonne idée.

Voici l'Optima electronic.

C'est un 24x36 : il utilise la plus large gamme de films. Il possède un excellent objectif 2,8/40 mm à 4 lentilles, et un obturateur électronique qui va de 1/5 secondes à plus de 1/500e.

Mais il a aussi ce que la plupart des 24x36 n'ont pas : il pèse moins de 300 grammes, il coûte moins de

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur.

Le fameux déclencheur "sensor".

800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire toute une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, arrêter et même rembobiner le film, un déclencheur

Marie-Thérèse Nadig remporte le combiné du criterium de Val-d'Isère

## Fêtes et cadeaux

### A la bonne heure

Aujourd'hui la montre à cristaux liquides à cinq fonctions reste le cadeau-gadget-type. Sous les 500 F. Les montres mécaniques dominent toujours le marché, avec une légère avance de la montre à quartz avec cadran. Jaz vient de lancer une collection « économique » d'une trentaine de modèles mécaniques à 100 F pour concurrencer les Timex et les Kelton vendues dans les tabacs. Celles-ci sont distribuées par le circuit des horlogers-bijoutiers et bénéficient donc de leur service après-vente normal. Les montres à gousset font un retour marqué avec la vogue des gilets pour hommes, dont la Jaz à quartz et cadran en émail à l'ancienne est l'une des plus originales pour son prix (700 F en quatre dessins XVIII<sup>e</sup> siècle).

Les prévisions donnent la montre à quartz de présentation traditionnelle comme étant l'avenir de l'horlogerie de précision. Ebauches S.A., la réponse suisse la plus percutante aux intrusions japonaises, a réussi à affiner ses modules pour réduire de moitié le profil des montres. Aussi les créateurs peuvent-ils sortir cette année dans cette technique d'avant en arrière, réalisant ainsi la synthèse de l'élegance de l'outil de travail. Jean Dinh Van encastre le dernier module rond entre

deux blocs d'acier taillé, reliés par six vis. La montre est étanche, à la verre de minéral trempé mat pour supprimer aussi tout reflet (3.900 F). Hermès, après des années de recherches, personnalise un modèle rond en acier poli, monté sur un seul arceau, à cadran bleu de nuit et chiffres anglois blancs posés « en coup de vent », à lecture analogique (2.500 F).

Meirano propose des Seiko en or, dont la boîte est fabriquée en France (4.500 F) ; la Piaget à une

seule couronne permettant de régler les fuseaux horaires avec la seule petite aiguille ; la Baume et Mercier offrent désormais une aiguille trotteuse et un calendrier (à partir de 4.500 F) toujours à quartz.

Boucheron lance des montres extra-plates à son nom, carrees, à chiffres romains, cadran or ou noir à boîtier guilloché de taille moyenne (6.750 F).

Boutique des Heures de Chaux réunit les Breguet et toutes les grandes marques suisses

avec une sélection importante de montres à gousset, voire de pendulaires pour dames.

Chez Van Cleef & Arpels, les réveils en pendulettes mécaniques rappellent le cadran du tableau de bord des voitures rétro. La dernière montre, avec le même type de mouvement, se loge dans un boîtier de la taille d'un domino en bois précieux (1.400 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Dessin de PLANTU)

### Feu !

« Les briquets de poche, dans la joutelette de 100 F à 250 F, soulèvent de la concurrence des « rétables » à (1), surtout auprès des femmes », dit André Blanchard, un des orfèvres parisiens en la matière. Pour lui, ses clientes les choisissent, comme leur rouge à lèvres ou leur pointe Bic, sans plus y penser. Aussi les fabricants font-ils des efforts de miniaturisation électronique, voire de changement de techniques : le dernier Ronson au gaz s'enflamme à l'air par une capsule de 1/2 cm<sup>3</sup>, donnant trois mille allumages (310 F).

D'autres varient les présentations luxueuses, dont la plus inférieure est une laque « à la coquille d'œuf » de T.S. Dupont, reprenant la formule chinoise, à base de coquille d'œuf écrasée, en relief, en trois cents exemplaires numérotés (2.500 F). De même note-t-il un changement dans la façon de fumer avec une baisse de consommation des tabacs brûlés en faveur des blinds de Virginie, traités pour en diminuer le taux de goudron et de nicotine.

Toujours dans cet esprit, les fabricants tendent à remplacer les cigarettes auprès des gros fumeurs, dont les petites Lemaire pour dames (50.80 F les cinquante). Dans les achats « à budget », on préfère maintenant les harasines moyennes aux « bâtons de chaise » (à partir de 230 F la boîte de vingt-cinq). Triomphé du classement.

(1) Lemaire, 59, avenue Victor Hugo, 75016 Paris.

### Le poster à l'affiche

CENT ans ont suffi pour que l'affiche (née vers 1870), essentiellement destinée à la publicité et à la propagande, soit considérée comme une forme d'art. Objets de collection dès lors qu'elles furent l'œuvre d'artistes prestigieux tels que Toulouse-Lautrec, Jules Cheret, Steinlen ou Aubrey Beardsley, les affiches sont d'autant plus cotées qu'elles sont rares. Certains collectionneurs s'intéressent davantage aux créations des dessinateurs de l'Art nouveau (Alphonse Mucha, Eugène Grasset ou Hector Guimard), d'autres recherchent les affiches post-cubistes (Cassandre) et art-déco (Paul Colin, Jean Carlu...), tandis que certains affectionnent plutôt la période symboliste ou les travaux des artistes et typographes révolutionnaires du Beauvais ou du mouvement de Stil. Dans tous ces cas, l'affiche est fort onéreuse.

Mais, dès le début du siècle, de nombreuses affiches populaires, parfois anonymes, à

l'image de la vie sociale des rues où elles étaient apposées, rappellent le cadre du tableau de bord des voitures rétro. La dernière affiche, avec le même type de mouvement, se loge dans un boîtier de la taille d'un domino en bois précieux (1.400 F).

Bazar-Minotaure ou « Au temps présent ». Côte à côte, parce qu'exceptionnelles (« les Enfants du paradis », par exemple, sont vendus 2.500 F), ces trésors oubliés racontent l'histoire d'une époque où l'affiche était vivante dans la ville. Des séries d'affiches contemporaines sont également proposées à partir de 30 F, aux alentours de 100 F s'il s'agit de créations d'illustrateurs de talent (Poper, Falon...). Pour décorer une chambre d'enfant, des posters récents classés par titres de films en trois dimensions (« Guerre des étoiles (et l'urau) ») sont également en vente au « Zinzin d'Hollywood ». De 25 à 300 F.

E. M.

\* Documenta, 33 rue de Seine, 75005 Paris. — Galerie de la rue Serpente, 20, rue Serpente. — Librairie des artistes, 4 rue des Petits-Pères. — L'Imagerie, 9, rue Dante. — Ciné-Barrière, 11 bis, rue des Petits-Pères. — Galerie du Louvre, 68, rue de Babylone. — Au zinc d'Hollywood, 2, rue des Ursulines.

au Centre Montparnasse — CADEAUX —  
**LANVIN - NINA RICCI - Dior**  
pour elle, pour lui  
chez  
**raymonde lescure**

IDEE CADEAU IDEE LUMIERE **TIZIO**

Lampes de bureau et de table à halogène. Articulée, orientable en tous sens.  
Créé par Richard Sapper pour Artemide.

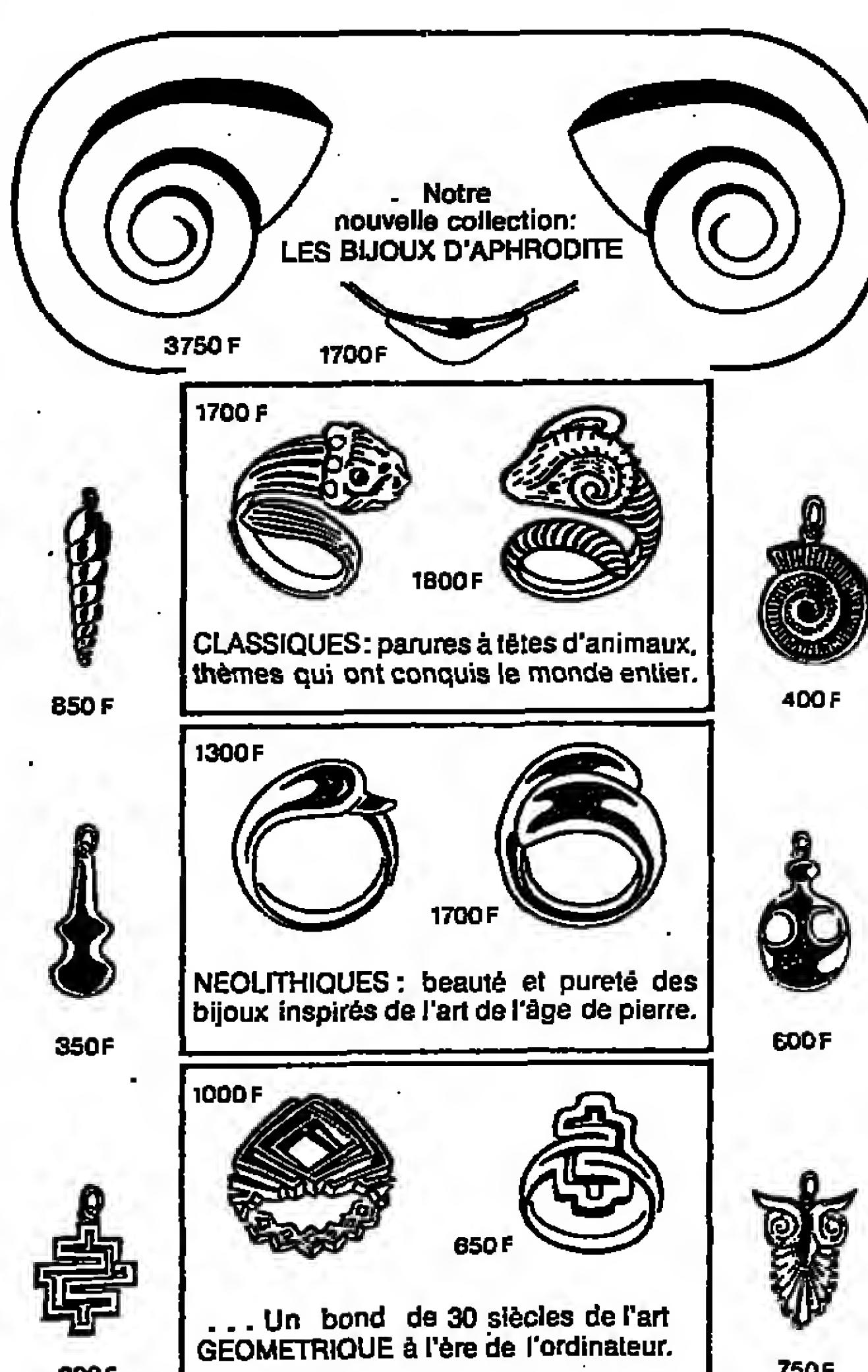
PARIS  
ARCASA  
70, rue Saint-Honoré - Paris 1<sup>e</sup>  
BESSEN S.A.  
226 boulevard Saint-Germain - Paris 7<sup>e</sup>  
ELECTROGRAMA  
7, boulevard Saint-Germain - Paris 5<sup>e</sup>  
ESPACE & LUMIÈRE  
17, rue des Lombards - Paris 4<sup>e</sup>  
JAMICA  
12, boulevard du Montparnasse - Paris 14<sup>e</sup>  
LE BHV  
25, rue du Faubourg Saint-Antoine - Paris 11<sup>e</sup>  
MORAND CLAIRAGE  
14, rue du Faubourg - Paris 10<sup>e</sup>  
ROUVE  
24, rue de Rennes - Paris 6<sup>e</sup>  
IURE  
G.S.I.  
14, rue Léon Trébel - 11e  
ARBEVETZ S.A.  
68, rue de la Fontaine - Lyon 3<sup>e</sup>  
NICE RHÔNE-ALPES  
55, rue du Lac - Lyon 3<sup>e</sup>  
MARSEILLE  
ARTISANAT DÉCORATION  
16, rue de la Forêt - Marseille 6<sup>e</sup>  
NICE  
INTÉRIEUR INTERNATIONAL  
Centre Commercial Cap 3000

Distribution Artemide  
HORAS INTERNATIONAL  
Paris 7, rue du Champ-de-Mars - 75008  
Bureaux : 144, avenue Louise - 1000

Artemide

### ilius LALAUNIS

vous propose des  
BIJOUX SYMBOLES EN OR



La plus grande collection de bijoux modernes inspirés de l'histoire, de la nature et de la technologie moderne. Nos bijoux soulignent le charme et la personnalité de la femme d'aujourd'hui. Ils sont les messagers de l'éternelle beauté.

ilius LALAUNIS  
PARIS 384, rue Saint-Honoré (Place Vendôme) tel. 261.55.65  
GENÈVE: BON GENIE, ZURICH: GRIEDER, LAUSANNE  
ATHÈNES 6, Avenue Panepistimiou, Hôtel Grande Bretagne  
et Athens Hilton-MYCONOS, CORFOU, RHODES

### Dites-le avec un livre

#### Tauromachie

S'il est vrai que « nous sommes ces choses dont nos rêves sont faits », comme le rappelle Antoine Blondin dans l'allégre préface d'aficionado qu'il a donnée à ce bel album de Jacques Legris et Mario Chiarello, « Tauromachie », que désirer de plus que des rêves élargis et renouvelés ? Et quelle machine à rêver que la corrida, fût-elle comme ici figée dans les mots et les images — pour peu que les mots soient justes et les images ouvertes sur le fil de mémoire.

Andalous de cœur, vieux rôdeur d'arènes, Jacques Legris portait en lui depuis quelques lustres ce « memento » de lumières. Il a payé sa dette à la société protectrice de l'afficion, avec ferveur, compétence, élégance. Rappels historiques, informations contemporaines, indications pratiques, histoires quotidiennes de la « planète des taureaux » sont de bon aloi. On le chicanera bien un peu sur l'anonymat où glisse ici et là « copotazo » du Viti, thèse évocation d'un « poseo » illuminé par la prestance superbe de Curro Romero que le désastre le fasse privable ou le triomphe démentiel.

Pourquoi faire une si modeste place au grand Antonio Ordóñez quand des clichés du très habile mais rustaud Curro Gijón envoient plusieurs pages ? Pas une image d'Antonio Bienvenida ? Pas le moindre du précieux seigneur Teruel ? Du seigneur Manzanares ? Ah ! il y a tant à voir, tant à montrer, tant à oublier aussi...

Merci tout de même Dan Jaime,

pour cette Corrida de décembre,

pour ces deux débuts en hiver. Et

merci d'avoir cité cette formule

merveilleuse de Belmonte pour qui

la « foena » c'est le moment où

le matador sent que « la barbe

pousse plus vite ». — J. L.

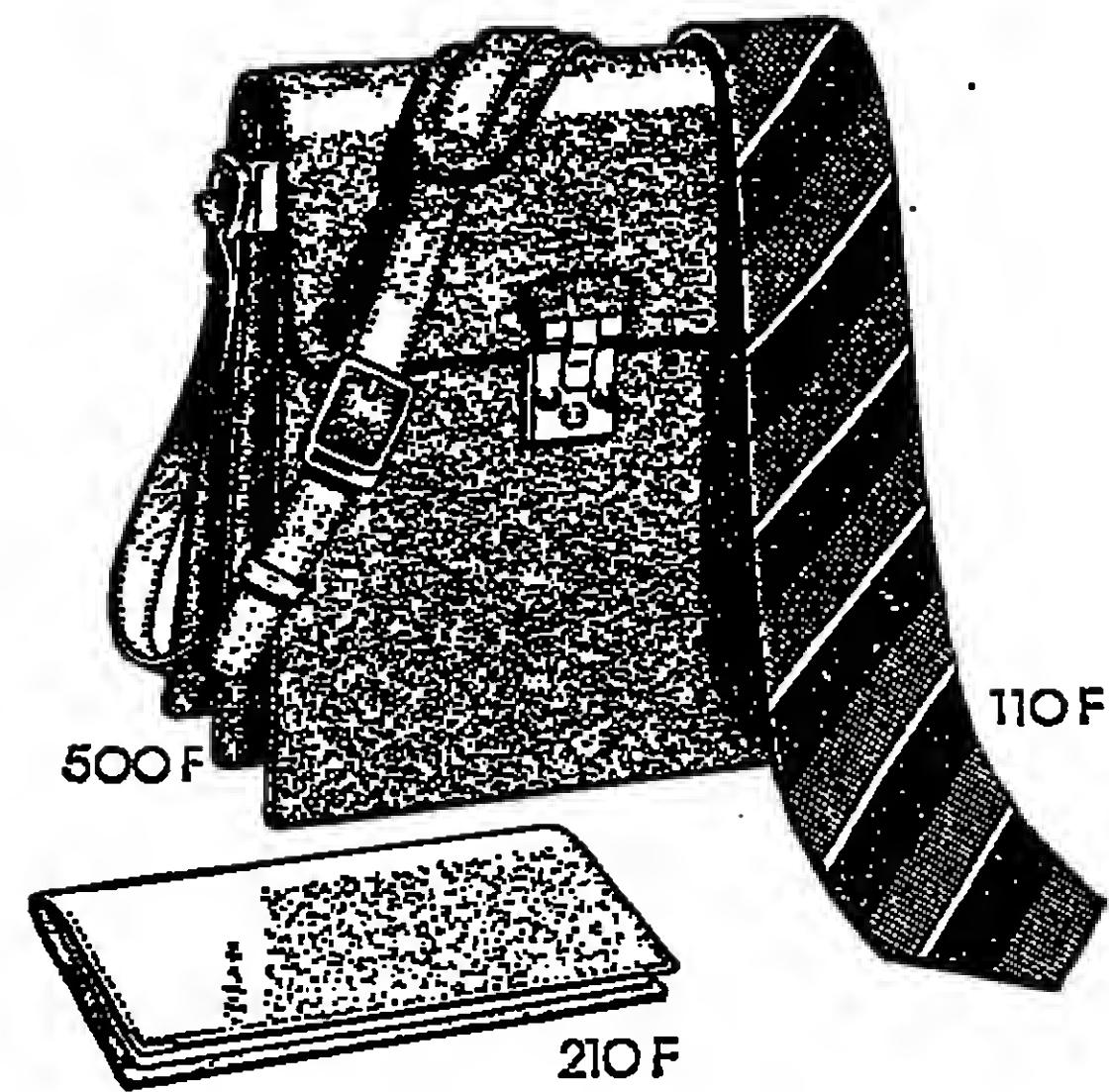
\* Tauromachie, de Jacques Legris et Mario Chiarello, « Hachette Rétalit », 188 p., 300 F.

LE MONDE  
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques « LA MAISON DES IMMÉDIATES » et « LA MAISON que vous recherchez.

LA MAISON que vous recherchez.

مكتبة الأطفال

tout un monde de cadeaux



Magasins Lancel: Paris • Opéra • Rond-Point Champs-Elysées  
• 43 rue de Rennes • Palais des Congrès, Porte Maillot • Parly 2  
• Vélizy 2 • Crétel-Soleil • Lyon • Nice • Toulouse • Ajaccio.

Fêtes et cadeaux

## CAISSE A JOUETS

LES POUPEES

Bonbon a un corps de chiffon, une tête qui ressemble à de la porcelaine et porte une robe aux tons acidulés (C. Refabert, 120 F). Un verre de vases larmes, l'autre rit quand on le fait sauter (Babykroide et Hoplart de CEJI-Clodrey, 210 et 135 F).

Des plus en plus petites, avec leurs frimousses attachantes : Nitouche, Bonbon Bébé-tulipe (Ajena, 32,50 F, 80 F et 35 F). Pour soigner et installer ces bébés, des accessoires de toilette dans une petite mallette (Pipo, 57 F). Un berceau en bois (Comix, 90 F) ; une chaise en bois (Comix, 90 F).

● Pour leur donner à boire et à manger : un service à thé et une batterie de cuisine raffinée (CEJI-Clodrey, 35 à 100 F) ; des casseroles, assiettes, poêles, couverte en métal (Dac, de 3 à 15 F pièce) ; un bloc cuisine (Coquelicot, 80 F).

● L'entretien de la maison : une lessiveuse de fer-blanc parfaitement rétro (Bon Marché, boutique des trois Hiboux, 35 F) ; un évier qui fonctionne (Coquelicot, 82 F) ; une moderne machine à laver (Coquelicot, 85 F). Comme maman, 65 F.

● Acheter et vendre : un étalage de primeurs avec balance,

monnaie (Pipo, 180 F) ; la boutique du traiteur (Superjouet, 59 F).

● Une machine à coudre sans danger (Mattel, 108 F).

● Pour bricoler, un coffret à outils en bois et métal (Superjouet, 106 F).

● Les véhicules : des buggies, jeeps et voltours de course qui se déplacent à la vitesse de 25 mètres en 5 secondes, sans pôle ni clé (Darda, 22 et 23 F).

Pour s'entraîner : un simulateur de conduite, autocross (Con-gost, 175 F).

Utilitaires : une excavatrice pour creuser, charger, décharger (CEJI-Joustra, 48 F) ; un camion-grue hydraulique (CEJI-Arbois, 146 F). Le camion postal avec accessoires et personnages (Play's big, 165 F) ; le studio mobile : dans un camion : des personnages, un praticable, une caméra dont la lentille fonctionne (Fisher price, 125 F).

L'afrope : un hélicoptère, un tracteur et des wagons pour le transport des bagages (Tonka, 85 F).

Des signaux routiers en bois verni (Comix, 8 F).

● Pour déramatiser des situations délicates : l'hôpital des enfants, avec des personnages, un ascenseur, un appareil de ra-

diographie, une ambulance (Fisher price, 145 F) ; la trousse de docteur (Fisher price, 99 F) ; la clinique à monter soi-même (Lego, 135 F).

Le ramassage scolaire (Fisher price, 70 F).

La poupée qui aime les shampoings Linda (Galerie Lafayette).

CONSTRUIRE ET FABRIQUER

Des voitures, des avions avec les nouvelles pièces Clipo (pour les plus jeunes, de 21 à 92 F).

Un village du Far-West (Jeu-Jura, 95 F).

Des véhicules en bois démontables (Monoprix, 20,50 F).

Des éléments et acteurs de la vie quotidienne (Lego, à partir de 6,50 F).

Pour construire en laissant libre cours à son imagination, 120 éléments en bois (Gégé, 65 F) ; un jeu de construction en bois coloré (Nathan, 55 F).

Des perles à fabriquer, à décorer et à coller (Mako, 63 F, à partir de 6 ans).

Un métier à tisser en bois (deux dimensions : 63 et 123 F).

Des marionnettes à fabriquer avant de les animier (Ravensburger).

Premiers découpages, premiers collages : Papivole (Nathan, 48 F) ; tableau crépon (Nathan, 17,50 F).

CATHERINE ARDITI.

\* Les jeux et jouets mentionnés ci-dessus sont en vente dans les grands magasins et chez les détaillants spécialisés. Les prix, publiés à titre indicatif, sont susceptibles de variations.

## Haute papeterie

Dupré (1) est installé à la même adresse depuis le Second Empire. Il s'agissait, au début, d'une papeterie et d'un magasin d'encadrement, à la limite de la plaine Monceau. La papeterie a évolué, la section artistique a aussi, pour regrouper maintenant une très importante bibliothèque d'arts graphiques, un atelier consacré à la photo sur le plan technique et un sous-sol pour les grosses piles.

Le rambassage scolaire (Fisher price, 70 F).

La poupée qui aime les shampoings Linda (Galerie Lafayette).

CONSTRUIRE ET FABRIQUER

Des voitures, des avions avec les nouvelles pièces Clipo (pour les plus jeunes, de 21 à 92 F).

Un village du Far-West (Jeu-Jura, 95 F).

Des véhicules en bois démontables (Monoprix, 20,50 F).

Des éléments et acteurs de la vie quotidienne (Lego, à partir de 6,50 F).

Pour construire en laissant libre cours à son imagination, 120 éléments en bois (Gégé, 65 F) ; un jeu de construction en bois coloré (Nathan, 55 F).

Des perles à fabriquer, à décorer et à coller (Mako, 63 F, à partir de 6 ans).

Un métier à tisser en bois (deux dimensions : 63 et 123 F).

Des marionnettes à fabriquer avant de les animier (Ravensburger).

Premiers découpages, premiers collages : Papivole (Nathan, 48 F) ; tableau crépon (Nathan, 17,50 F).

CATHERINE ARDITI.

\* Les jeux et jouets mentionnés ci-dessus sont en vente dans les grands magasins et chez les détaillants spécialisés. Les prix, publiés à titre indicatif, sont susceptibles de variations.

(1) 42, rue de Berri, 75008 Paris.

Noël chez

## Verres gravés à votre chiffre

C'EST la « fée cristal » qui accueille le visiteur en haut des marches qui mènent au musée Baccarat. La dame en verre, grandeur nature, est vêtue d'une robe composée de mille perles irisées. D'autres cristaux prestigieux créés par la maison Baccarat depuis sa fondation en 1764 jusqu'à nos jours y sont exposés. La cristallerie gravée au chiffre dispose d'une vitrine particulière : monogrammes, initiales, couronnes et motifs savants peuvent être incrustés ou gravés à la roue sur la cristallerie. En « bâlon » ou en « anglaise », les initiales simples ou entrelacées sont gravées sur commande, dorées et tel est le souhait du client. Le prix de la gravure retouchée et dénaturée ou s'appliquant aux verres est de 75 F simple et de 80 F si la gravure est simple. Il s'ajoute au coût de la cristallerie, qui varie selon le type de service choisi. Numéro un de la vente Baccarat, le service « Harcourt » présente des verres à Bourgogne vendus 170 F pièce. Pour graver, carafes et brocs à son chiffre, il faut compter 220 F ou 400 F en décor or. Le délai de livraison après gravure dépend de la complexité de l'œuvre, réalisée selon les méthodes traditionnelles.

Sur une table joliment dressée, la cristallerie s'accorde bien avec la porcelaine. Rue de Paradis, Limoges-Unic propose un choix de services de cinquante-six pièces à partir de 3 000 F. La porcelaine peut être gravée à raison de 30 F le monogramme. Chez Peter, on peut non seulement faire graver sa vaisselle de porcelaine (le prix minimum d'une assiette à son chiffre est de 110 F) mais également ses couverts, plats et timbales en argent. Si le délai de livraison paraît trop long, le client, munis d'un bon, pourra néanmoins offrir le cadeau choisi qui sera gravé ultérieurement. La maison Portaut pour sa part crée, sur commande et après devis, les motifs de broderie ou monogrammes (il existe plus d'une cinquantaine de modèles), sur nappes et serviettes assorties. Le chiffre central peut valoriser une nappe pour six couverts en percale à bord ondulé proposée à 600 F, ou encore un ensemble

de 80 F chacun peut apporter ses suggestions personnelles en matière d'illustration (Agry propose également la gravure sur pierres dures à partir de 500 F et de 300 F sur or). Papier + propose de sophistiquer la correspondance en apposant un escusson à son chiffre (100 F) et en cachetant les missives à la cire, vendue en bâtonnet or, noir ou pourpre (5 F). A chacun son chiffre. EVELITA MOOD.

\* Baccarat, 30 bis, rue de Paradis. — Limoges-Unic, 22, rue de Paradis. — Peter, 181, rue du Faubourg-Saint-Honoré. — Portaut, 16, avenue Montaigne. — Agry, 20, rue de Chaligny. — Papier +, 9, rue du Pont-Louis-Philippe.

## Bric-à-brac

David Hicks propose une très importante collection de tissus d'aménagement qu'il fait plastifier et presser en boîtes à mouchoirs de papier (120 F), en plateaux (70 F et 150 F) et en cadres de photos (80 F et 115 F).

Des boules de faience, de la taille d'un bilboquet, unies en tons vifs, habillent une entrée ou le rebord d'une fenêtre (120 F et 40 F le socle translucide). Des blocs de papier Kraft au sigle du décorateur reposent sur un socle de laiton doré (120 F). Enfin, à poser par terre, des spots de métal doré, chromé ou patiné évitent les taches d'ombre derrière un canapé ou une grande table basse (350 F et 420 F). (12, rue de Touron, 75006 Paris.)

Chez Jean Luce de sobres soliflores décorent la table de fêtes (20 F), sous des suspensions en « parapluie » qui rappellent les tissus des lampes et des lampadaires (130 F). (30, rue de la Boétie.)

A l'Artisanerie de Meudon sont regroupées en exclusivité les portes de Taber, à Vaujours, dont des bois à grainer et des massifs pique-fleur (38 F). Les Faïences anglaises Mason, dans la série des « fruits dans un panier », sont très décoratives, sur la table comme au mur (à partir de 15 F l'assiette plate ou creuse, à 35 F le grand plat ovale). Des tressés et des cours en épis de 13 F et 20 F sont de charmants porte-bonheur. (61, rue de la République, 92180 Meudon.)

Fiser Service offre aux particuliers et surtout aux professionnels libéraux une permanence téléphonique fonctionnant trois cent soixante-cinq jours par an, sans interruption. Les abonnés (sur la base de 600 F par trimestre pour 100 communications) utilisent un répondeur téléphonique simple qui répercute les appels. Fiser Service se charge de prendre les messages, les rendez-vous, voire de la correspondance sur cassettes ou sur téléphone. Crées voici deux mois par Florence Langlumé et Fleur Vendamme, les services de cet organisme peuvent aussi être modulés en fonction des week-ends et des vacances.

Point selli

## STERN

• GRAVEUR •

depuis 1840

CARTES DE VISITE,

INVITATIONS

la distinction

d'une gravure traditionnelle

nouveau département "SOCIÉTÉ"

pour cartes et papiers à lettres

de belle qualité

Atelier : 47 Passage des Panoramas

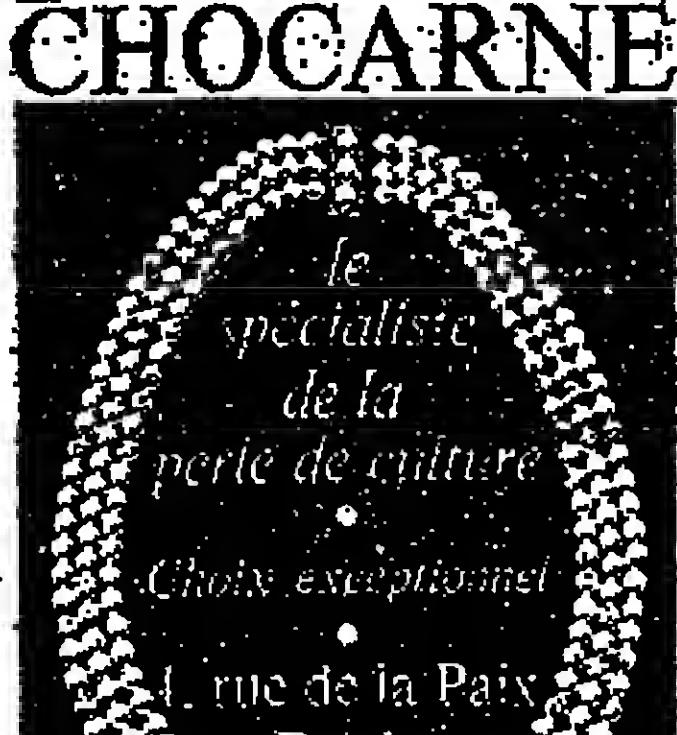
PARIS 7 - Tél. 236.94.48 - 508.86.45

## DISQUES

le pouvoir des sons...



## CHOCARNE



Attaché-case en peau de porc  
350 F avec serrure à secret 450 F

Le vide-poches en veau

139 F

Prix : 13, rue Tronchet, 75008  
41, rue du Four, 75006  
47, rue de Passy, 75016  
Tour Montparnasse, 10, niveau 1  
Lyon : La Part-Dieu, magasin 107, niveau 1

224-29-88

RECEVEZ EN CADEAU  
l'un des numéros suivants :  
• Les lycéens, n° 48, octobre 1978  
• Les palmarès des universités, n° 41, juillet-août 1978  
• Les débouchés du bac, n° 40, juin 1978  
• Mai 1968-Mai 1978, n° 39, mai 1978  
• Les jeunes parents, n° 38, avril 1978  
• Les étudiants, n° 37, mars 1978  
• Le vote des enseignants, n° 36, février 1978  
• La politique au lycée, n° 35, janvier 1978  
• Les jouets, n° 34, décembre 1977  
• L'enfant et la ville, n° 33, novembre 1977  
• Qui sont les étudiants ?, n° 32, octobre 1977.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander, en plus de votre numéro cadeau, d'autres numéros. Il suffit que vous rajoutiez à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

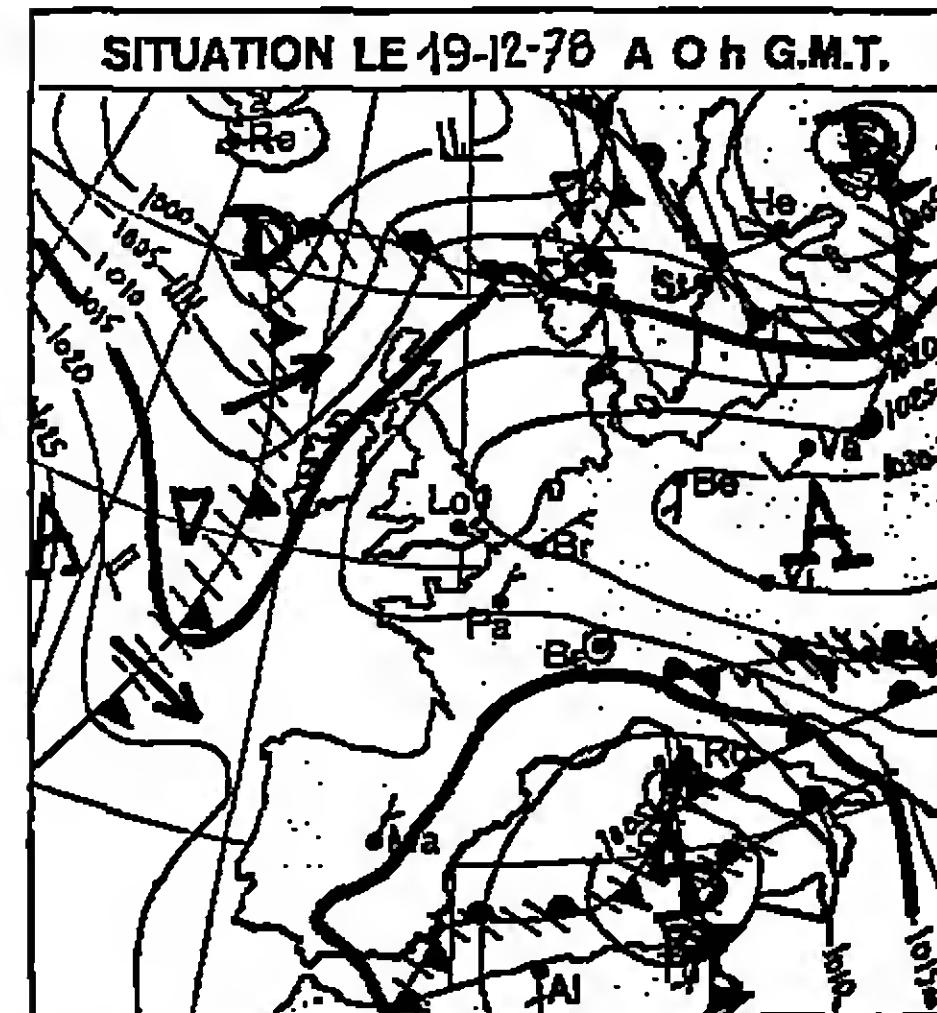
Je vous règle la somme de 60 F pour mon abonnement d'un an (onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessous.

Envoi de votre bulletin et votre règlement au Monde de l'éducation, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS - Cédex 09 - Téléphone : 348-72-23.



## AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le mardi 19 décembre à 0 heure et le mercredi 20 décembre à 24 heures :

L'air très froid d'origine continentale qui recouvre la majeure partie de la France, provoquera l'irruption d'air atlantique peu doux, qui restera encore au large de nos côtes mercredi. L'air froid s'écoulera vers la Méditerranée qui régatera les perturbations de Corse et d'Italie.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel date 18-19 décembre 1978 :

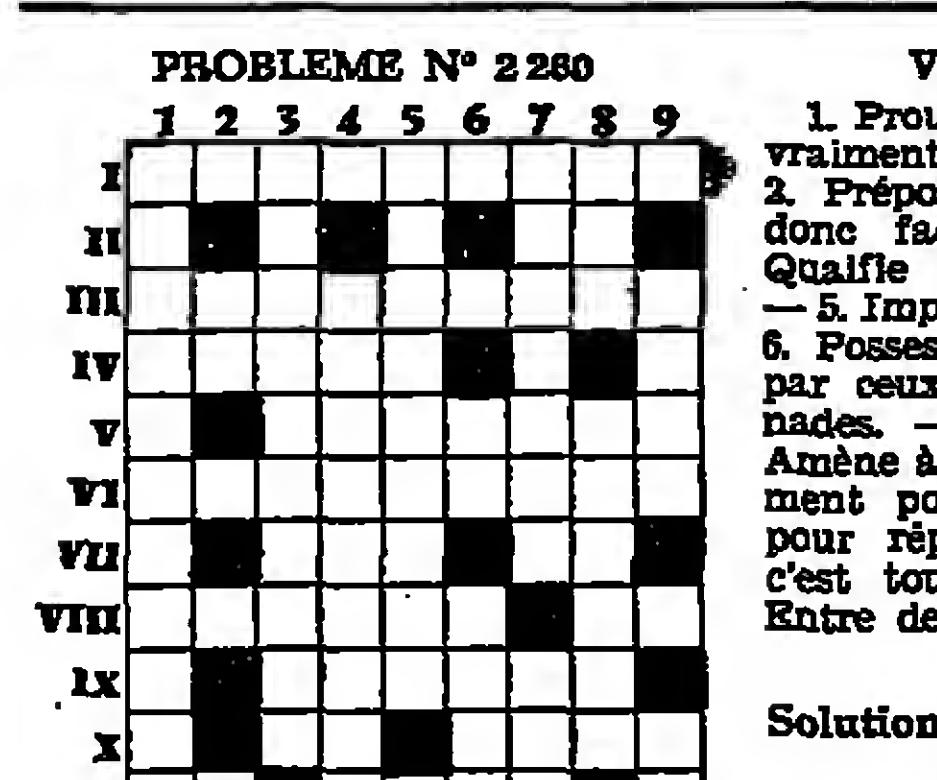
## UN DECRET

• Rendant applicables aux salariés agricoles les nouvelles dispositions de l'article L. 351-2 du code de la Sécurité sociale assisant à un conjoint survivant le conjoint divorcé non remarié en matière de pension de réversion.

## DES ARRETTES

• Portant nomination d'ingénieurs techniques d'études et de fabrication.

## MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT  
I. Spécialiste des soins pour les barbes — II. Symbole. — III. Adjectif très pressigent pour un secrétaire. — IV. Utilise brin à brin. — V. Endroit où l'on peut prendre un express. — VI. Qui n'arrête pas de balancer. — VII. Gendre de prophète. A utiliser quand le son n'est pas bon — VIII. Déchet de ferraille. Va avec tout. — IX. Adjectif qui est souvent à la hauteur. — X. Fronon. — XI. Empêcher pour un fou — XII. Possédé ; faire passer.

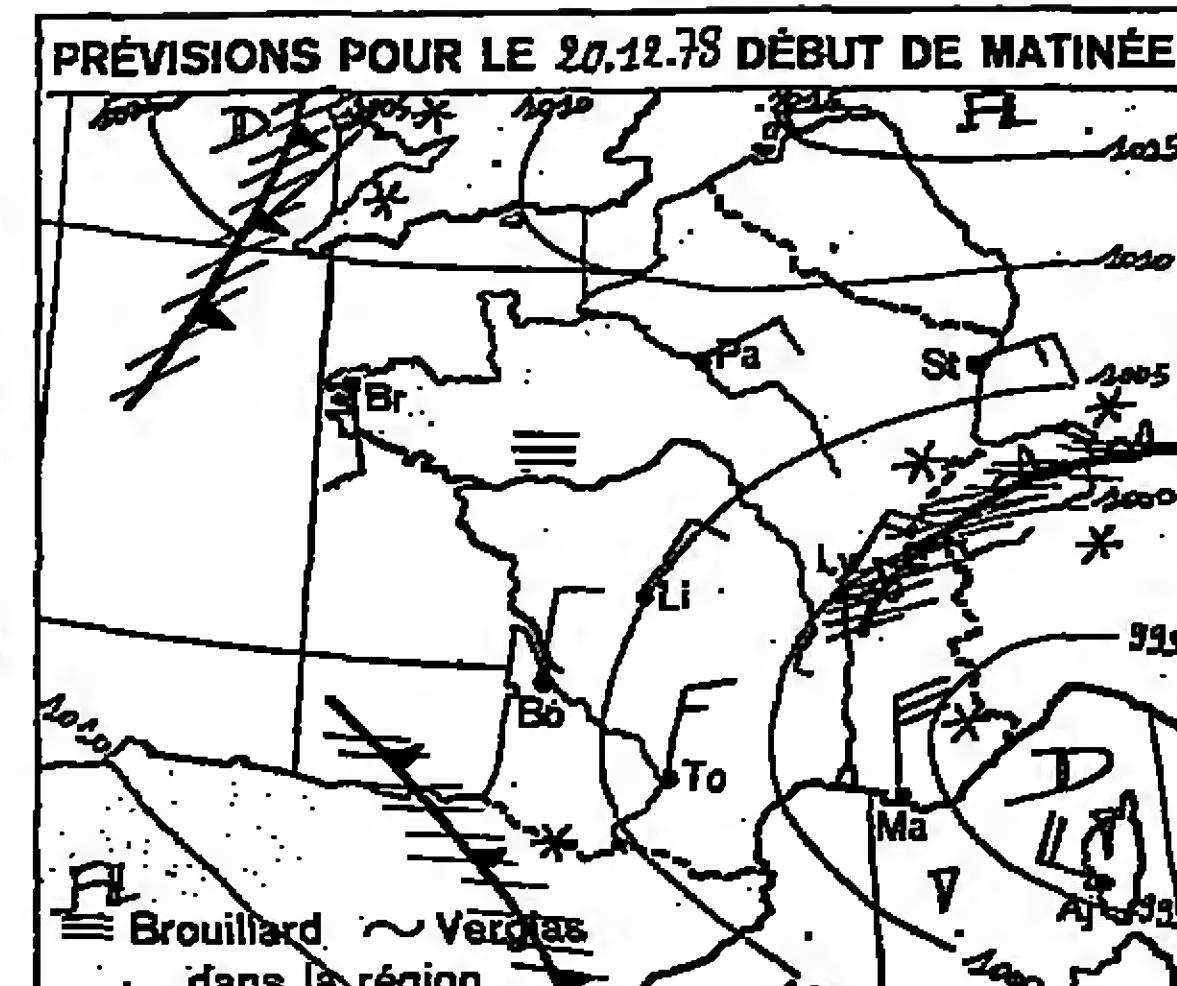
## Documentation

## Les publications de l'ONISEP

L'ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions) publie régulièrement des brochures d'information qui peuvent être consultées dans les centres de documentation et d'information (CDI) des établissements scolaires ou dans les centres d'information et d'orientation (CIO), dont les adresses sont fournies par les lycées et collèges ou par les matières. Ces documents peuvent être également obtenus en s'adressant à l'ONISEP-Diffusion 75235 Paris Cedex 05 (joindre à la commande un chèque du montant du prix de vente franc).

Parmi les récents numéros de la revue Avenir, signalons deux volumes sur les *gens du spectacle*. Le premier (164 p. 14 F francs) concerne les musiciens, les chanteurs et danseurs ; le second traite des artistes et techniciens du théâtre, du cirque et de l'audiovisuel (164 p. 14 F francs). Le troisième concerne aux débouchés en psychologie et en sociologie et met en garde contre les illusions professionnelles dans ce domaine (176 p. 14 F francs), tandis que celui consacré à graphisme, illustrations, dessin décrit les activités diverses de ces nouveaux métiers (222 p. 20 F francs). Enfin, *Devenir médecin* (7) apporte de nombreux témoignages sur les multiples aspects des métiers de la médecine (240 p. 21 F francs).

Dans la collection des *Cahiers de l'ONISEP* (11 F francs), les



Ces perturbations affecteront nos régions du Sud-Est et de l'Est. Mardi 20 décembre, sur l'ensemble de nos régions — à l'exception de la Corse — le temps sera très froid, avec des températures nocturnes qui n'atteindront pas les cotes qui pourront atteindre -5°C à -10°C dans l'intérieur. Le ciel sera partagé entre nuages d'origine frontale et nuages de neige pourront être observés en toutes régions. Les nuages deviendront plus épais sur le sud-est et l'est de la France, et des chutes de neige modérées pourront être elles affecteront surtout le sud des Alpes. Sur la Corse, le temps restera nuageux ou couvert, avec des pluies et des averses parfois assez fortes.

Le vent sera modéré, généralement faible ou modérée, de secteur nord-est dominant ; ils deviendront temporairement forts près de la Méditerranée et sur le nord.

Mardi 19 décembre, 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1015,9 millibars, soit 762 millibars de plus que la normale.

Temperatures du premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 18 décembre : le second, le millibarum de la nuit du 18 au 19, à 0 h : 10°C, 10 à 12 degrés à Paris, 5 et 6 à Sète, 4 à Béziers, 5 et 6 à Sète, 5 et 6 à Béziers, 5 et 7 à Sète, 5 et 7 à Brest, 7 et -2 à Camaret, 4 et -5 à Cherbourg, 6 et 2 à Dijon, 7 et 8 à Lyon, 6 et 8 à Marseille, 7 et -6 à Lyon, 7 et 8 à Marseille, 13 et -2 à Nancy, -1 et -7 à Nancy.

## PRESSE

## LANCÉMENT DE « CAHIERS » PAR LE CLUB DE LA PRESSE DE LYON

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Le Club de la presse de Lyon (1), association créée il y a deux ans et qui rassemble près d'une centaine de journalistes professionnels appartenant à différents médias régionaux et nationaux, vient de présenter un nouveau numéro d'une série de « cahiers », publiés par le club (2).

Comme le titre de ce premier dossier l'indique, « Regards sur Rhône-Alpes '78 », constitue un tour d'horizon sur les événements — politiques, économiques, sociologiques, culturels ou sportifs — qui ont marqué la vie de la région au cours des douze derniers mois. Une trentaine de journalistes, en effet, ont tenté, avec leur sensibilité propre, de faire le point sur des sujets qu'ils ont eu à connaître au cours de l'exercice quotidien de leur profession. Les regards qu'ils portent ne préparent pas à embrasser tous les aspects d'une région excessive-ment riche et diverse, mais seulement s'arrêtent sur les plus remarquables. — B.E.

Solution du problème n° 2259

Horizontalement

I. Emouvoir. — II. Négrer. — III. Tuer. — IV. Enfer. — OVNL — V. R. Orme (cf. : « Loupe »). — VI. Réglables. — VII. Hirre. — Hiru. — VIII. Ere. — IX. Envieuses. — X. Nheras; EO. — XI. Té. — XII. Pan.

Verticalement

1. Enterrement. — 2. Meunier. — Nue. — 3. Oge. — Grave. — 4. Ur-côde. — 5. Iré. — 6. Ra. — Peul. — 7. Tombe. — Da. — 8. Nouvelles. — 9. Tien. — Eureka! — 10. Série. — Eson. — GUY BROUTY.

1. Prouve parfois qu'on manque vraiment de chaleur humaine. — 2. Préposition. — 3. Qui pourra donc faire tourner. — 4. Qualif. un ciel pleine malice. — 5. Imagine qu'il a des adresses. — 6. Possesseur. Ville très appréciée par ceux qui aiment les promenades. — 7. Posseur de mines : Amène à la raison. — 8. Emplacement pour le pignon : Sont là pour répondre. — 9. Avec elle, c'est toujours le même disque : Entre deux propositions.

2. Comme le titre de ce premier dossier l'indique, « Regards sur Rhône-Alpes '78 », constitue un tour d'horizon sur les événements — politiques, économiques, sociologiques, culturels ou sportifs — qui ont marqué la vie de la région au cours des douze derniers mois. Une trentaine de journalistes, en effet, ont tenté, avec leur sensibilité propre, de faire le point sur des sujets qu'ils ont eu à connaître au cours de l'exercice quotidien de leur profession. Les regards qu'ils portent ne préparent pas à embrasser tous les aspects d'une région excessive-ment riche et diverse, mais seulement s'arrêtent sur les plus remarquables. — B.E.

3. Le Club de la presse, présidé par M. Philippe Pujas (le *Journal du Rhône-Alpes*), est installé dans la tour du Crédit lyonnais à la Part-Dieu. Partenaire, sous les aperçus (cf. : « Loupe »), — VI. Réglables. — VII. Hirre. — Hiru. — VIII. Ere. — IX. Envieuses. — X. Nheras; EO. — XI. Té. — XII. Pan.

4. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

5. Association de la presse, créée en 1978, à Paris, renouvelée son bureau pour 1979 : présidente, Mme Danièle Boni Claverie (Côte-d'Ivoire) ; vice-présidents, MM. Gerhard Leo (R.D.A.), Paolo Romani (Italie) et Manuel Silva (Portugal) ; secrétaire général, M. Vittorio Spinazzola (Suisse) ; trésorier, M. Lutz Herrmann (R.F.A.).

6. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

7. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

8. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

9. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

10. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

11. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

12. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

13. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

14. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

15. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

16. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

17. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

18. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

19. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

20. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

21. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

22. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

23. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

24. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

25. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

26. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

27. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

28. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

29. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

30. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

31. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

32. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

33. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

34. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

35. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

36. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo (Espagne), Désiré Sosic (Yougoslavie), Walter Schwarz (Angleterre), Ichiro Yamamoto (Japon) et Yun Yao (Chine).

37. Syndic. — MM. Yannick Angelopoulos (Grèce), Denes Balogh (Hongrie), Mme Annie Bourdin (Brésil), MM. Vadim Escribano (URSS), Antonio Pelayo

C'est devenu une affaire importante ; il y a même des spécialistes pour ça.

## Des tissus dans leurs meubles

**A**u moment où de nombreux magasins (de mobilier et d'objets) laissent leurs clients choisir en toute liberté, le choix d'aménagement requiert de plus en plus de conseils pour s'assurer. Le soin que chacun décide apporter au décor de son intérieur et une diversité sans cesse renouvelée des tissus amènent un certain désarroi de la part des acheteurs. D'où le succès de ces boutiques, où l'on peut exposer son cas personnel et être conseillé pour faire son choix.

### Une harmonie plus subtile

En matière de décoration, les tendances évoluent aussi. « On ne conjugue plus actuellement, explique Françoise Dorget, la même dessin, de la nappe au mur ; on ose composer une harmonie plus subtile, en créant des liens entre les coloris et les graphismes. » Dans la nouvelle collection anglaise Designers Guild (diffusée en France par « Etamine »), les tissus de coton sont imprimés de motifs géométriques en pointillés, formant des mosaiques légères dans des tons très doux de rose et de beige ; ils valent 88 F le mètre en 125 cm de large. Plus exubérant, le chintz américain, lavable (39 F le mètre en 90 cm), est parsemé de grands dessins fleuris et vifs ; on en fait des stores intérieurs et des housses de canapé. A ce propos, on indique chez « Etamine » des adresses de tapissiers qui recouvrent les sièges, font des rideaux et autres confections.

Parce qu'elle ne trouvait pas dans le quinzième arrondissement, où elle habite, les tissus

### Le système le mieux adapté

C'est dans le tissu mural que Jean-Marie Huot s'est spécialisé. Dans sa boutique « Cotton », ouverte au printemps dernier à Montparnasse, il propose une grande variété de tissus dont les grandes largeurs — de 2,40 m à 2,80 m — évitent la fastidieuse couture des lés (80 F le mètre en 2,60 m). Une partie de sa sélection est présentée sur les murs de la boutique, dans des affinements de tons, vifs ou pastel, et des mariages d'unis et d'imprimés. « Poser soi-même son tissu sur mur n'est pas compliqué, dit J.-M. Huot. J'ai réuni les conseils de base dans une notice et je peux fournir agrafeuse ou

baguettes pour une pose tendue sans agrafe. »

Avant de réaliser lui-même de nombreuses poses de toute nature, il peut conseiller ses clients sur le système le mieux adapté à chaque revêtement.

Outre des tissus, on trouve un effet à « Cotton » des tissages de paille polonais, du plastique fin, brillant comme la laque, dans des tons ravissants (18 F le mètre en 130 cm) et des imitations de Jany Ajame.

+ Etamine, 18, bd Raspail, 75007 Paris. Les Démodées gourmandes, 115, rue de Lourmel, 75015 Paris. Cotton, 6, rue Stanislas, 75006 Paris.

## Brandebourgs pour le réveillon La coupe Châtelet

TED LAPIDUS : costume avec brandebourgs, s'ouvrant sur une chemise de soie blanche. Cravate ruban.



Aller faire ses achats en Angleterre. En hovercraft. Entre deux coups de tabac.

## Les cachemires de Canterbury

**S**HOPPING-ECLAIR entre deux tempêtes en Angleterre. La liaison Calais-Ramsgate par hovercraft permet de gagner Canterbury, la ville cathédrale, qui régne au cœur de la campagne verte du Kent. Voici donc ce divertissement anglais à la portée du voyageur, quand toutefois le temps est clément.

Le classique encore, mais du classique de grande classe. Jenny Hamilton, dans sa petite boutique du 55, Palace Street, vend des tartans authentiques (20,50 livres), des tricots écossais et des châles en mohair (4,50 et 7,50 livres). Jenny vend aussi des tricots en kilt à compléter le plaisir d'un plastron Jacob (8,50 livres).

À l'intérieur de ses remparts, Canterbury offre la paix et le présent. Maisons à pignons des débardeurs, ruelle des merciers, ancien marché au beurre sont bordées de magasins et de vitrines. Tous ici ont rassemblé le long de la grande rue commercante, Saint Peter Street, et autour de la cathédrale. Le visiteur saisi donc vite la marche à suivre. Celui qui souhaite approfondir sa visite trouvera chez les libraires des itinéraires bien conçus (10 pence). On conseille aussi au voyageur de changer son argent sur place. Le taux y est plus avantageux.

A Canterbury, l'Angleterre est là telle qu'on l'entend avec ses tartans et ses îles. Chez Marks and Spencer, les rayons d'alimentation et de confection sont importants. On trouve des kits pour les petites filles (de 5,50 livres à 6,99 livres pour deux à quatre ans), pour les femmes, de bons shetlands (6,99 livres) et surtout un excellent veston en tweed (30 livres). Pour les hommes : un col roulé en cachemire

Partout dans la ville on trouve des petits restaurants : authentique auberge comme le Queen Elizabeth Chamber qui remonte à 1573, salon de thé Morelli. Cet endroit, frais comme une glace à la vanille, a pour vœu un pub, L'Olive Branch. Il est très

Snob, la musique « disco » coule à flots. On y trouve des socquettes rayées en lurex (1,40 livre), des cheveux-lambourins à plumes ou à vollette (3,99 livres) et des bustiers en paillettes (12,99 livres).

L'artisanat s'abrite à l'ombre de la cathédrale. Polaries en gros à la Canterbury Pottery (Buttermarket). On y vend pour une livre un bol fendu comme un tire-lire qui permet de séparer le lait du blanc de l'aut. Counterpoint, une boutique pour la maison, s'est couverte en face. Terrea, dans Palace Street, se consacre, comme son nom l'indique, à la cuisine.

### Le George and Dragon Hotel

quantité par la jeunesse, on le dit.

Une nuit au Country Hotel de Canterbury pour deux personnes coûte 18 livres. Mais on peut aussi aller dormir à la campagne au bord d'une rivière. Le George and Dragon Hotel à Fordwich est un petit hôtel charmant du treize chambres, à 5 kilomètres seulement de Canterbury sur la route de Margate. Pour celui qui veut dépasser moins, il reste les « bed and breakfast ». Renseignements au Tourist Office, 22, Saint Peter Street.

Avant de lever l'ancre, il faut sauver la cathédrale, isolée, sou-

veraine dans son enceinte privée. Il faut passer l'ancienne porte de la ville, toute caparaçonnée d'écaillons, et, tout d'un coup, l'espace s'élargit, l'air devient plus vif. La ville, cette vaste nef, sur sa pelouse verte avec ses tours, son porche, ses chapelles et ses bretèches gothiques. Ici reposent les rois et les guerriers. Edward, le Prince noir, au-dessus duquel veillent à jamais son casque, sa robe, ses gants et son épée. Et surtout Thomas Becket, l'archevêque assassiné sur ordre du roi le 29 décembre 1170 par quatre chevaliers. A gauche du chœur, là où son corps est tombé, les pas des pèlerins de Canterbury ont usé la dalle.

FLORENCE BRETON.

\* La liaison Calais-Ramsgate en hovercraft par la compagnie Hoverlloyd permet de gagner Canterbury. Un voyageur peut-il ne durer que quatre minutes, mais il tributaire en hiver des aléas du temps, et autour du vent. Le aller-retour pour un passager à pied est de 154 F. Une formule est pratiquée pour les voyageurs qui veulent faire un tour (150 F aller et retour pour une Renault-5), les passagers voyagent gratuitement. Des liaisons régulières en train à Canterbury sont assurées à partir de l'hovercraft de Ramsgate. La station balnéaire anglaise est située à une dizaine de minutes de route de la cathédrale. Pour tous renseignements, s'adresser à Hoverlloyd, 24, rue Sainte-Croix, 75010 Paris. Tél. : 278-75-03.

### Fascination du tatouage chez les jeunes. Pourquoi ?

## Peau d'encre

**L**A sous les spots qui balayent la piste du « Palace », un aigle passe par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Un aigle dont les ailes se déplient au rythme du dos qui s'agit. La musique s'arrête. L'homme à l'aigle remet son pull en se dirigeant vers le bar.

On l'entoure. « On fait peau neuve, un jour, dit-il, laconique, et ce vous tient après. » A ceux qui le questionnent : « Si ça va, alors, allez chez Etienne Uiser, 40, rue de la Roquette... » La bonne adresse.

Etienne Uiser a pignon sur rue à la Basilic. Boutique ouverte au regard des passants, très fréquentée par les jeunes du quartier. Une moto complète le décor de la devanture : c'est l'engin d'Etienne, vingt-cinq ans, présentement au travail sur l'avant-bras d'un « rocker ». Sur les murs sont affichés les dessins que l'artiste peut réaliser. Iconographies qui font appel au jeu des symboles : références animalières (renard-ruse, loup-indépendance, aigle-puissance, panthère-lutte, bateaux-évasion), et plus bas, les inévitables signes du zodiaque. Mais aussi des slogans : « Marche ou crève... », « Vivre libre ou mourir... », « Né pour perdre... ». Et encore : « A ma mère, cœur, aimée ». Mais surtout idoles pour fans de tout poil : Elvis Presley (côté cœur et sa réplique sur réservoir de moto), Johnny Halliday et les autres...

« Mes clients ne choisissent pas toujours des motifs traditionnels. Ils m'apportent souvent des dessins originaires à reproduire. Du reste, chaque création est un cas d'épreuve. » Du « rocker » nouveau recru dans une boutique, qui subit l'épreuve du tatouage pour ne pas être en reste, au dandy en quête d'une extrémité, les motivations des postulants sont diverses. Mais tous revendiquent le droit d'intervenir sur leur corps en faisant fi des conventions : « Après tout, c'est ma peau, ça me fait plaisir

et je n'agresse personne », dit l'un d'eux. Loubards, punks, teddy-boys et gens du show-business affluent chez Etienne Uiser et, si les hommes forment la majorité de la clientèle, les femmes ne sont pas absentes.

Autre tatoueur, Bruno, qui officie depuis vingt-cinq ans à Pigalle dans son petit musée au 6 de la rue German-Pilon. Avec lui, on ne badine pas avec le tatouage. D'emblée, il annonce la couleur : « Je m'étais contre ceux qui ont voulu dresser des grilles d'interprétation et ont systématisé le phénomène du tatouage. S'il est vrai que, à la lumière de mon expérience, j'ai esquisisé un schéma du tatouage (1), en évoquant la prédisposition du sujet (tatouisme, milieu d'origine), les motivations varient selon chaque individu (accident de parcours, choc psychologique, panurgisme, révolte, etc.). A l'heure actuelle, les marques imposées, comme les codes entre prisonniers ou gens du milieu, sont en régression ; les signes d'affiliation à un groupe professionnel, tels ceux des compagnons-artistes, en déclin. Ils ont cédé le pas au dessin spirituel librement consenti. »

Si les jeunes semblent prêter souvent les motifs évoquant la bande dessinée en vogue (le rêve américain) à l'imagerie populaire d'autan, le tatouage est loin d'être considéré en France comme un simple élément décoratif. C'est au sentiment d'angoisse que Bruno attribue la recrudescence du tatouage parmi les jeunes : « Meilleurs à l'égard des institutions, anciens face à l'avenir qu'en leur propose... Ils sont comme les enfants qui, sortant de l'état végétatif, se dessinent parfois des figures sur la peau. »

EVELITA MOOD.

(1) « Tatoués, qui êtes-vous ? » de Bruno. Aux éditions Feyenelles, 17, rue des Eglises, 1040 Bruxelles.

## Givenchy habille aussi les hommes.



### GIVENCHY GENTLEMAN

BOUTIQUE GIVENCHY GENTLEMAN  
8, Avenue George V - 75008 PARIS

PARIS

مكتاب من المجلة

مِنَ الْأَصْلِ

## MODES DU TEMPS

### Une nouvelle profession

#### « GENTLEMAN-GARDIEN »

**L**A maison de vacances ouvre plus souvent ses volets. Aujourd'hui, au moins, « point », la famille débarque. Ce castel sur la falaise, cette villa sous les pins, avaient autrefois leurs gardiens. Un luxe, qu'aujourd'hui on peut se permettre de moins en moins. Aussi vont-ils se créer, de Dinard à Saint-Tropez, en passant par la Côte basque et la Provence, des sociétés qui proposent le gardiennage des résidences secondaires. Fréchement sortis des écoles de commerce ou plus chevronnés, ces « gentleman-gardiens » ont ceci en commun : ils ont tous voulu monter leur propre « boîte ».

Ce gardiennage implique des visites régulières. Mais d'autres prestations sont offertes. Ainsi Michel de Lasteyrie, trente et un ans, qui sillonne le Pays basque dans son « tous-terrains », fournit d'autres services à la carte en plus de l'abonnement annuel : ouverture et fermeture de la maison, « fourniture » d'une femme de ménage, jardinage, inspection de la toiture, ramassage, surveillance de travaux, petits et gros. « Tous les mois, dit-il, l'envole un rapport à mon client, car je veux qu'il sache que je travaille pour lui. »

La confiance du client gagnée — cela prend du temps — ces nouveaux gardiens peuvent être chargés de *menus services* : réserver des tentes sur la plage, expédier la place détachée d'un bateau et même recevoir une procuration pour signer chez le notaire. « Peu à peu, nous sommes devenus les cousins de Dinard », disent Guy-Henri Ducaze et Dominique Motte, qui ont ouvert « la Coccinelle » dans la station bretonne.

La tarification varie selon les sociétés, les régions et la taille des maisons. Dans l'ensemble, le gardiennage coûte de 700 F à 2 400 F par an. Ce dernier chiffre vaut pour une résidence de cinq pièces sur la côte, rattachée à un central de surveillance sur le vol.

Cette jeune profession se tente beaucoup, mais elle se heurte à des difficultés. Nombreux sont ceux qui se sont lancés ces dernières années, mais qui, presque aussi vite, ont abandonné. Il faut dire que ces « gentleman-gardiens » disposent de moyens financiers limités et que les travailleurs au noir sont des concurrents sérieux. Les propriétaires préfèrent, en effet,

### Les « intendants »

Une nouvelle société va-t-elle bouleverser toutes ces données ? Home-Assistance, dont le nom évoque immédiatement celui d'Europe-Assistance, aborde le marché avec un appui non négligeable : celui du groupe Drouot, qui vient d'acquérir 65 % de son capital. L'assistance offre concerné tous les services dont peuvent avoir besoin une maison et ses habitants. « Jusqu'ici le métier n'a été tenté que par des amis, déclare Gérard de Mory, qui a créé la société. Au même titre que Hertz, qui a réglementé le marché de la voiture de location, nous voulons faire de ce métier nouveau dont nous ressentons le besoin quelque chose de sérieux et de coordonné. »

Si les prestations sont sensiblement les mêmes que celles offertes par les autres sociétés de gardiennage, l'originalité de Home-Assistance est d'avoir mis à point un contrat qui défi-

nit très précisément les responsabilités. Une sécurité donc pour les signataires.

Le contrat est à options et la tarification est modulée selon qu'il s'agit d'une maison, d'une marine ou d'un appartement. Pour une maison, l'abonnement varie de 1 483 F (une visite par mois tout au long de l'année) à 3 839 F (une visite par semaine). Ce dernier tarif est le plus demandé.

Les services d'Home-Assistance seront assurés par des « intendants ». C'est le nom que la société donne à son personnel qu'elle commence à recruter parmi la gendarmerie nationale et maritime. Le choix est judicieux. Ces hommes sont jeunes et ils se trouvent sur place. Un service rigoureux leur sera demandé. « Nos intendants devront remplacer l'ail du maître », tel observe Gérard de Mory.

Le bon goût  
est  
parisien  
DeSede aussi  
chez  
**behr**  
maurice vignon

**UN ART  
UN MÉTIER**  
**RENEL**  
fourreur

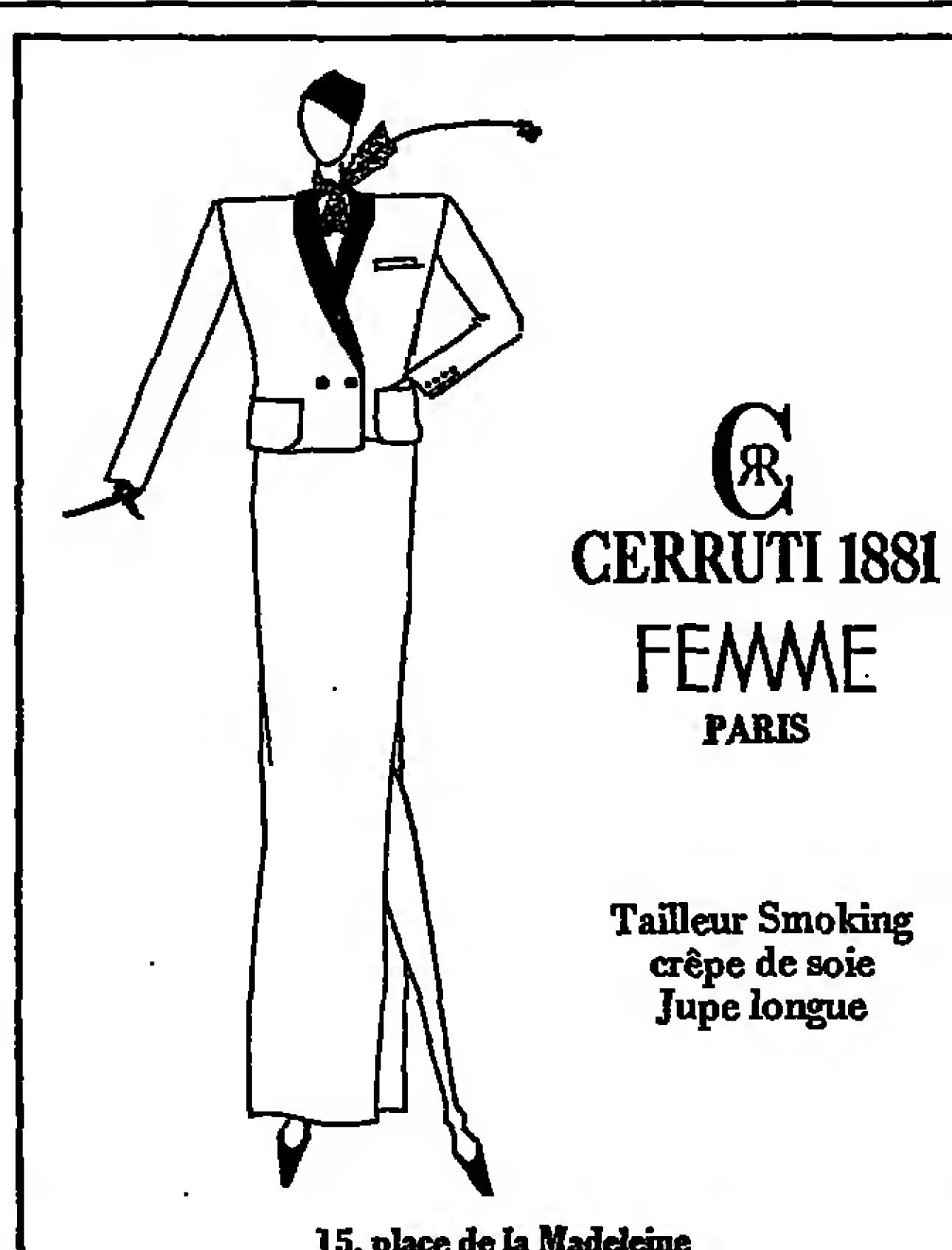
5, avenue Victor-Hugo  
75116 PARIS  
501-70-61 - 81-32

**CUISINES**  
installations complètes  
Meubles tous styles  
Plans et Devis gratuits  
Financement personnalisé  
Tél. à STEB 020-35-14  
pour une étude à domicile

Le père Noël  
n'a pas eu le temps  
de monter  
ses cadeaux,  
ça c'est niquel.

**MONTAGE**  
le magasin le plus kit  
de Paris  
13 rue du Bac

Nocturnes du 22 et 23 décembre  
Jusqu'à 22 h et le 24 de 18 h à 22 h.



Tailleur Smoking  
crêpe de soie  
Jupe longue

**CERRUTI 1881**  
FEMME  
PARIS



La première liberté... c'est la liberté du corps

**FRICITION DE FOUCAUD**  
"Coup de Fouet contre la Fatigue"  
TONIFIÉ • STIMULÉ • DÉODORANTE • FRAÎCHEUR et BIEN-ÊTRE

**FRICITION-LAIT DE FOUCAUD**  
sans alcool  
Spécialement étudiée pour peaux fragiles

Pensez à les offrir  
ainsi que nos Lotions - Savon - Crèmes - Eaux de Toilette - etc.  
LAB. **Lucienne Malé**  
9, avenue Matignon - Paris 8<sup>e</sup>  
PHARMACIES MAISONS DE RÉGIMES  
Fisco - essai contre 4 timbres tarif lettre.

### Une façon de s'habiller qui fait son chemin

#### L'allure sportive

**D**ESORMAIS, c'est à tous les niveaux de prix que l'homme se vole offrir des vêtements de coupe sportive. Hermès, en voie d'agrandissement et d'expansion, avec cent quarante points de vente par le monde, nous l'a prouvé l'autre jour. Jean-Louis Dumas, le nouveau président-directeur général, a confié au bureau de style de Nicole de Vésian la tâche d'adapter à la vie chie « bon genre » à la vie contemporaine.

Cette recherche de formules plus actuelles caractérise aussi le marché est-il mort ? De l'avis des « pionniers », il faut attendre encore quelque temps. « Quand on parle de gardiennage, dit Jacques Paravay, de Saint-Tropez, les gens applaudissent mais ils ne sont pas prêts à payer. » Ce type de services est encore considéré comme un luxe. De leur côté les assureurs notent que la demande d'assistance s'accroît.

On peut aussi se demander si ce type de prestation, qui repose sur la notion de service, souffre d'être sous-traité. Le « recruté » se sentirait-il suffisamment motivé ? La clé de la réponse, c'est le propriétaire qui la détiendrait. A lui, en définitive, de juger s'il préfère l'intendant ou le cousin.

Fl. B.

\* La Coccinelle, 54, bd Féart,  
38800 Dinard. Tél. : (09) 46-28-28.  
Home-Assistance, 105, bd Poissonnière,  
75010 Paris. Tél. : (01) 42-12-12-12.  
La Vigne, 23 bis rue Sainte-Barbe,  
64500 Saint-Jean-de-Luz. Tél. :  
(05) 26-42-49. Résidences Servicea,  
4, rue Pasteur, 30270 Saint-Jean-  
du-Gard. Tél. : (06) 85-31-88.  
Villas Services, 14, quai de l'Epine,  
33390 Saint-Tropez. Tél. : (04) 57-24-64.

Fl. B.

### Trouvailles

#### Bricolage

#### Livre

#### Colle sur mesure

Pour coller le métal, le verre, la céramique ou le plastique, il est conseillé d'utiliser une colle à deux composants : résine et durcisseur. Si les qualités de collage sont indéniables, le dosage des composants, présentés en deux tubes, est souvent délicat. Pour éviter ces tâtonnements, Polyfilla propose maintenant une colle époxyde, présentée dans un conditionnement ingénier : la résine et le durcisseur sont disposés dans un double dosseur à piston. Il suffit d'appuyer sur ce piston pour obtenir, instantanément une colle au dosage correct et dans la quantité dont on a juste besoin.

\* Polycolle époxide rapide, 16 F environ, en droguerie, quincaillerie, magasins et magasins de bricolage.

\* La mode de l'été 1979 (superbes photos), illustre l'agenda « les Jours et la mode » de Stefano Mikell qui présente ici les modèles les plus marquants des grandes signatures parisiennes et italiennes du prêt-à-porter.

\* 50 F environ au Drapier Etoile et à la Boutique noire du Printemps.

\* Contre le froid, la crème de protection des pêcheurs norvégiens de l'Arctique nous arrive via les Etats-Unis. C'est là, qu'a été lancé Neutragard, maintenant fabriqué en France. Il s'agit d'un mélange très léger

d'huiles nutritives, adoucissantes et protectrices. Cette formule grasse véritablement la peau mais sans laisser de film gras.

\* 12 F. En pharmacie.

**RUE VIGNON**  
(Tous le long de la...)  
du 10 DÉC. au 10 JANV. 1979  
40 BOUTIQUES vous accueillent  
Articles promotionnels, cadeaux  
Remise de caisse  
Mme Madeleine, Hivre-Caumartin

INSTITUT

*Il est des signatures  
auxquelles on tient.*  
  
*la boutique*  
**Van Cleef & Arpels**  
22, place Vendôme. Tél. 261.58.58.



دكـامـنـ الـأـصـلـ

Page 26 — LE MONDE — 20 décembre 1978 •••

## CONCERTS



CYCLE OLIVIER MESSIAEN

ÉGLISE SAINT-Louis des INVALIDES  
Mardi 19 décembre à 20 h 30

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSEES  
Mardi 19 décembre à 20 h 30

MUSIQUES SACRÉES

ÉGLISE SAINT-RODRIGUE  
Vendredi 22 décembre à 20 h 30

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

CHARLES MUNCH

Berlioz - Dutilleux

Ravel - Brahms

Sol. : Nicole HENRIOT

Location : RADIO FRANCE, Salles et Agences

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

YVAN REBROFF

et les Chœurs de Saint-Eustache

2 Récitals de Chants religieux et classiques

et œuvres de la Vieille Russie

• Planète et Concerts •

ORCHESTRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Direction Jérôme KALTENBACH

Annie D'ARCO, piano

M. BENEDETTO, violon

MENDELSSOHN

Duo Mendelssohn

Thérèse BRENET

Hopak LISZT Les Préludes

(P. Werner.)

REVUE DE L'IMAGE No 5

LES MINI-MEDIA

«SCOPITONES»

un film de Pascal Kané

débat, interventions :

Meddeb Abdellah

Jean Baudrillard

Daniel Caux

Gérard Rabinovitch

MERCREDI 20 DECEMBRE

20 H 30 PETITE SALLE

CENTRE GEORGES POMPIDOU

277 12 33

MERCREDI

IL A TOUS LES VICES !

UN DESIN ANIME DE RALPH BAKSHI

FRITZ the CAT

ROYAL HAUSSMANN v.f.

STUDIO GIT-LE-CŒUR v.o.

14-JUILLET PARISSE v.o.

14-JUILLET BASTILLE v.o.

Grand Théâtre. Jusqu'au 24 décembre  
Le cercle de craie caucasien

Brech/Besson. Public et presse enthousiastes.

Gémier. Jusqu'au 23 décembre

Bernard Haller/

Salmigondivers

Places : 35 F. Moins de 25 ans, étudiants, 3<sup>e</sup> âge : 16 F.

Collectivités : 22 F. Location : 727.81.15.

FACULTÉ DE DROIT - 96, rue d'Assas (6<sup>e</sup>)

JEUDI 18 JANVIER à 20 h. 30

RÉCITAL SCHUBERT

BRENDEN

Loc. Fac, FNAC, COPAR,

La recherche artistique présente

OLIVIER MESSIAEN

19 décembre - 21 décembre

Mardi 19 décembre

TROIS PETITES LITURGIES

DE LA PRÉSENCE DIVINE

ET ESPÉCIA

RESURRECTIONEM

MORTUORUM

Jean-François Heisser, piano ;

Yves Dauvin, orgue

Maitrise de Radio France : Nouvel

Orchestre philharmonique

de Radio-France : direction :

Gilbert Amy.

Église Saint-Louis-

des-Invalides - 20 h. 30

Renseignements : LA RECHERCHE ARTISTIQUE

104, rue de la Tour - 75016 PARIS - Tél. 504-08-51

Mercr 20 décembre

BANQUET CELESTE, DIPTYQUE, LIVRE D'ORGUE

Marie Langrandjian, orgue.

Eglise de la Trinité, 20 h. 30

Entrée gratuite

Jeudi 21 décembre

PRÉLUDES, CANTÉYODJAYA, LA FAUVETTE DES JARDINS

Yvonne Loriod, piano.

Espace Cardin - 20 h. 30

REOUVERTURE LE 23 DECEMBRE





Un long capharnaum

OFFRES D'EMPLOI	14 lignes	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	52,62
IMMOBILIER	11,00	12,28
AUTOMOBILES	32,00	38,61
AGENDA	32,00	38,61
PROP. COMM. CAPITAUX	32,00	38,61
	85,00	97,24

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCARDES	Le min. sol.	7,00
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,69
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,66
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois internationaux

## emplois internationaux

## emplois internationaux

Groupe international français recherche pour sa filiale AU NIGERIA assurant distribution et entretien

Véhicules automobiles V.L...P.L.  
Matériels de Travaux Publics

(C.A. : 1.400 Millions de F.F. — effectif : 3200)

RESPONSABLES S.A.V.  
pour les gammes respectives  
AUTOS et MATERIELS T.P.

- 30 ans minimum
- Formation technique spécialisée sanctionnée par diplômes professionnels
- Diplôme d'enseignement supérieur
- Expérience dans le domaine d'activité concerné
- Langues anglaises et française indispensables
- Connaissance préalable de l'Afrique appréciée.

Tous avantages liés au statut d'expatrié.

Adresser offre et préventions à no 6701 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

## ERGE

ROULOTTES, HÉBERGEMENTS DE CHANTIERS, SHELTERS, BATIMENTS INDUSTRIELLES ET MODULAIRES, BASES-VIE

50 % du C.A. à l'exportation  
rechercheCHEF DES VENTES  
AFRIQUE DE L'OUEST

pour développer les ventes sur ce secteur, expérience récente de la vente de matériels T.P. ou de biens d'équipement sur ce secteur indispensable. Anglais impératif.

Modalités, tempérament commercial, sens des relations publiques, pratique de la négociation à bon niveau en secteur public et privé, volonté de réussir, esprit d'initiative, action personnelle persévérente sont nécessaires.

Le poste basé à Abidjan ou Lagos, est largement à l'étranger. Le recrutement est immédiat pour candidat de valeur ayant le profil recherché et rapidement opérationnel après stage approfondi de formation en France.

Nationalité indifférente.

Adresser lettre et C.V. manuscrits, photo et prét. à : ERGE - 67 HUTTENHEIM.

Un groupe pharmaceutique de dimension mondiale recherche pour la Maghréb et les pays d'expression française d'Afrique

## un sales manager

BASE A CASABLANCA, celui-ci aura pour missions essentielles dans le cadre de sa fonction :

- le management des délégués médicaux répartis à travers tous les territoires ;
- la défense des actions de promotion médicale ;
- le développement du chiffre d'affaires de ses produits.

Ce poste conviendrait à une personne ayant une expérience réussie dans un poste similaire. Il faut être âgé d'au moins 30 ans. La sélection sera fonction de l'expérience du candidat retenu.

Adresser curriculum vitae et photo sous réf. 570 à : France n° 1 (Service Petites Annonces) 32207 PUTEAUX, qui transmettra.

ERGE  
ROULOTTES, HÉBERGEMENTS DE CHANTIERS, SHELTERS, BATIMENTS INDUSTRIELLES ET MODULAIRES, BASES-VIE50 % du C.A. à l'exportation  
rechercheCHEF D'AGENCE  
ALGERIE

pour développer les ventes en cours en Algérie, expérience récente de la vente de matériels T.P. ou de biens d'équipement en Algérie indispensable.

Tempérament commercial, sens des relations publiques. Pratique de la négociation à bon niveau en Algérie, volonté de réussir par une action persévérente et intensive sont nécessaires.

Le poste basé à Alger est largement autonome, la gamme de produits très large et les possibilités de développement importantes.

Logement et voiture fournis, rémunération importante pour candidat de valeur ayant le profil recherché et rapidement opérationnel, après stage approfondi de formation.

Adresser lettre et C.V. manuscrits, photo et prétentions à : ERGE - 67 — HUTTENHEIM.

## Le Ministère de la Coopération

POUR DES POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES A POURVOIR DANS DES CENTRES INFORMATIQUES PUBLIQUES TRAITANT DES APPLICATIONS DE GESTION ADMINISTRATIVE :

— CHEFS DE PROJETS  
— INGÉNIEURS-SYSTÈME  
(CII-HB/BN)  
— CHEF D'EXPLOITATION  
(CII-HB/BN)

Ces postes nécessitent quatre années d'expérience professionnelle minimum dans la fonction. Il est exigé des candidats une aptitude à la formation continue et une connaissance des langues africaines.

Lieu de travail : Afrique NOIRE FRANCOPHONE Contrat de deux ans éventuellement renouvelable, avec congé annuel de cinquante jours.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae sous réf. 570 à : LE MONDE Publicité, à rue des Italiens, 75427 Paris (9e), qui transmettra.

Pour une intégration de longue durée outre-mer, bureau d'études français, recherche un

## ÉCONOMISTE-STATISTICIEN

Ce spécialiste, diplômé d'une grande école, a une expérience complète dans l'analyse et l'interprétation des données très ouvertes (taux de croissance, taux de mortalité, taux de fécondité, statistiques budget, démographiques, etc.).

Il est une large variété d'initiative créatrice.

Il est offert : un logement ; une rémunération selon compétence (nette d'impôts et en partie transférable) ; sécurité sociale et retraite cadre.

• scolarité des enfants : pas de possibilités pour l'enseignement primaire - en intérieur pour l'enseignement secondaire.

Adresser curriculum vitae détaillé, sous référence correspondante, à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris

## EXPANSIAL

Recherche pour Importante Société Algérienne de Recherches et d'Exploitations Minières

## DIVISION PRODUCTION

Exploitation à ciel ouvert

— Complexe phosphate : Djebel Onk

— Complexe Fer : Ouenza

## INGENIEURS

• Mécaniciens pour entretien et maintenance et matériel TP - pelle

électriques et diesel

• pour maintenance installations mécaniques de

entraînement

• Électriciens pour maintenance matériel carrières

réseau

• Électromécaniciens : bureau de préparation et des méthodes

• Travaux et études de minéraux (fabrication)

REL 2437 M

• Contrôle et études de fabrication (valorisation des minéraux)

REL 2438 M

• Des mines pour l'exploitation

REL 2439 M

• Des mines pour l'exploitation

REL 2440 M

Il est exigé :

• une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la spécialité

Il est offert :

• un logement

• une rémunération selon compétence (nette d'impôts et en partie transférable)

• sécurité sociale et retraite cadre

• scolarité des enfants : pas de possibilités pour l'enseignement primaire - en intérieur pour l'enseignement secondaire.

Adresser curriculum vitae détaillé, sous référence correspondante, à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris

## emplois régionaux

## Directeur comptable et administratif

120 000 F +

Le Directeur Général récemment promu à la tête d'une entreprise industrielle du secteur coopératif (80 millions de F) recherche son Directeur Comptable et Administratif, membre actif de l'équipe de Direction.

Il prendra en charge la comptabilité générale, analytique, la trésorerie, la paye et l'informatique. Il assurera lui-même le contrôle budgétaire et l'administration générale et dirigera une équipe d'une quinzaine de personnes compétentes et qualifiées.

Désireux d'affirmer son autonomie professionnelle, il aura l'expérience de la Direction d'un Service de taille comparable acquise depuis plusieurs années dans une entreprise industrielle. Âgé de 38 ans minimum, il sera titulaire du D.E.C.S. ou équivalent.

Adresser lettre manuscrite à Séle-CEGOS, 33 quai Gallieni, 92152 SURESNES. Discretion assurée.

## Laboratoire ABBOTT SFLA

Filière Française d'un important groupe international

recherche

## PHARMACIEN CONDITIONNEMENT

ayant une expérience industrielle de deux à trois ans et de préférence en fabrication ou en conditionnement. Une connaissance de l'anglais seraient des atouts supplémentaires. Nous lui confierons la responsabilité de notre service conditionnement qui comprend environ cinquante personnes.

De réelles aptitudes à l'animation d'un groupe de personnes (équipes) sont indispensables.

Pour réussir, le candidat devra disposer d'une formation H.E.C. - E.S.S.E.C. ou équivalent et justifier de 2 à 3 années minimum d'expérience dans une fonction analogue.

Adresser candidature manuscrite, C.V. et photo en précisant fourche échelle de rémunération souhaitée à : AMORAS, 10, rue de l'Abbaye, 75010 Paris, B.P. 670 - 2107 Dijon Cedex - Salle 2110.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo récente sous référence AMORAS - 10, rue de l'Abbaye, 75010 Paris, qui transmettra.

## S.A. LUREM

Constructeur de machines à bois de 1<sup>er</sup> plan

Activité en progression rapide et régulière, 300 salariés

Filière du Groupe Peugeot recherche

## ATTACHE COMMERCIAL EXPORT

30 ans - De nationalité française

ou allemande, ayant si possible

une expérience dans une entreprise

de fabrication ou de conditionnement

et ayant une connaissance de l'anglais

et de l'allemand.

Aidez à l'écriture d'un C.V. détaillé et photo récente sous référence S.A. LUREM, 10, rue de l'Abbaye, 75010 Paris, B.P. 670 - 2107 Dijon Cedex - Salle 2110.

Envoyer C.V. complet avec photo à LUREM S.A., B.P. 1, 67000 DOMFRONT, Tél. 57-03-44.

## centre de recherches Clin.Midy

à Montpellier recrute JEUNE DOCTEUR

## vétérinaire

pour l'intégrer au service de Toxicologie

L'assistant en Pharmacologie - Toxicologie, Physique Chimie, Médecine ou Histologie sera une expérience appréciée.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à M. MAZUE - Chef du Service Toxicologie - C.R. CLIN-MIDY - rue du Pr Joseph Biaya 34082 MONTPELLIER cedex

REICH

ERGE  
ROULOTTES, HÉBERGEMENTS DE CHANTIERS, SHELTERS, BATIMENTS INDUSTRIELLES ET MODULAIRES, BASES-VIE50 % du C.A. à l'exportation  
rechercheCHEF D'AGENCE  
ALGERIE

pour développer les ventes en cours en Algérie, expérience récente de la vente de matériels T.P. ou de biens d'équipement en Algérie indispensable.

Tempérament commercial, sens des relations publiques. Pratique de la négociation à bon niveau en Algérie, volonté de réussir par une action persévérente et intensive sont nécessaires.

Le poste basé à Alger est largement autonome, la gamme de produits très large et les possibilités de développement importantes.

Logement et voiture fournis, rémunération importante pour candidat de valeur ayant le profil recherché et rapidement opérationnel, après stage approfondi de formation.

Adresser lettre et C.V. manuscrits, photo et prétentions à : ERGE - 67 — HUTTENHEIM.

مكتبة الأصل



# ORGANISATION

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

... LE MONDE — 20 décembre 1978 — Page 31

**Au sein du Groupe Schlumberger,  
ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER**  
Conçoit et réalise des "outils" permettant de rechercher, d'évaluer et d'exploiter les gisements d'hydrocarbures. Utilisés dans plus de 70 pays et dans des conditions diverses, ces systèmes intègrent des développements technologiques avancés dans de nombreux domaines (électronique, électronique, informatique, physique...). Nous souhaitons recruter un

## INGENIEUR ELECTRONICIEN INDUSTRIALISATION

Il sera chargé d'assurer le passage de prototypes vers la fabrication en série, ainsi que la modernisation de systèmes de mesure existants. En relation étroite avec les différentes unités d'études et de production, il aura pour mission de vérifier le respect des spécifications, d'analyser les interactions des différentes parties des systèmes, et conduira les projets de mise au point et d'amélioration de circuits électroniques pour une grande variété d'"outils" Schlumberger. Il devra, à ce titre, être capable de mener des études de circuits. Ce cadre est un ingénieur diplômé (E.S.E ou équivalent), pouvant justifier de 2 à

3 années d'expérience dans une entreprise industrielle, et ayant une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit. Le développement constant de nos activités, leur haut niveau scientifique et technique, et les relations que ce poste permet d'établir avec tous les secteurs de l'entreprise ouvrent de réelles perspectives professionnelles dans E.P.S. et le Groupe Schlumberger. Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous la référence 7859, à ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER 26, rue de la Cavée, 92142 CLAMART.

Schlumberger

Les réalisations industrielles que nous concevons et réalisons, en France comme à l'étranger, utilisent des techniques variées, souvent à la pointe des domaines scientifiques dont elles sont issues. Elles intègrent des équipements de grandes dimensions, soumis à de très fortes contraintes thermiques ou mécaniques. Le rôle de la section calcul est à ce titre prépondérant, et conditionne le bon déroulement des travaux qui nous sont confiés. C'est pour renforcer cette section, au sein du Département études, que nous cherchons

## DEUX INGENIEURS ANALYSE DE CONTRAINTE

Le premier, débutant, se verra confier, après formation, à nos techniques et procédures des analyses très poussées, utilisant aussi bien des calculs manuels que des programmes informatiques. Le second a acquis une solide expérience des calculs de contraintes d'équipement, de préférence dans l'industrie aéronautique, chimique ou pétrolière. Ces Ingénieurs assumeront progressivement la responsabilité complète de projets, des hypothèses de calcul jusqu'à la synthèse débouchant sur les essais.

Il entreprendra des relations avec les usines et les constructeurs. Des déplacements de courte durée en France et aux U.S.A. sont à prévoir.

Une connaissance de l'anglais est souhaitable.

Les candidatures accompagnées d'un CV, sont à adresser, sous la référence 75723, à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.



**Deutsche Bank**

Pour notre Succursale de Paris  
nous recherchons un

### ATTACHÉ DE DIRECTION RELATIONS CLIENTÈLE ENTREPRISES

Ce jeune Cadre de langue française (30 ans environ) assistera les responsables de la Direction clientèle entreprise.

Il aura :

- Une formation supérieure ;
- Une expérience bancaire d'au moins deux à trois ans ;
- Un goût pour les contacts commerciaux.

Bonnes connaissances de l'allemand sont indispensables, connaissances de l'anglais souhaitées.

Nous vous renverrons d'adresser votre C.V. détaillé avec photo et présentation à :

DEUTSCHE BANK  
5, rue de la Paix  
16, place Vendôme  
75001 PARIS.

### ingénieur de développement

90/120 000 F

Nous sommes une multinationale américaine. Notre activité concerne la fabrication de produits plastique thermo-rétrécissables que nous commercialisons dans diverses branches d'activités : les télécommunications, l'énergie, le bâtiment et l'électronique.

C'est précisément pour cette dernière branche que nous recherchons un Ingénieur AM, INFA, IDN, ou équivalent. Il s'agit de développer les recherches sur des produits nouveaux et les adapter aux réalités de la production.

Vous apporterez, par la suite, un support technique en clientèle auprès de notre force de vente. Une expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire nous paraîtra plus utile pour réussir que la connaissance de nos produits.

Enfin, étant donné le contexte international dans lequel nous travaillons, un anglais courant est souhaité.

Merci d'envoyer votre CV à Michel Garnier sous référence 3846, à :

INTERNATIONAL  
BUSINESS DRIVE  
28, av. de Messine  
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

Nous sommes une importante affaire de connaissances techniques et de progression rapide.

A la suite du départ à la retraite de son titulaire, notre Direction Générale recherche son

### chef des achats

Agé de 40 ans minimum, de formation technique, ayant exercé cette fonction 10 ans et ayant des connaissances particulières dans l'écoulement, emboutissage, fonderies d'aluminium et coulées sous pression. Il devra être en mesure de prendre en charge le Département des achats, des approvisionnements et de la gestion du magasin en liaison avec la fabrication, le service planning et la Direction Commerce.

L'expérience d'une telle tenue de stocks informatisée est fortement souhaitée.

La rémunération sera stimulante et fonction de l'expérience du candidat. Localisation : Baulieu Est.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 567-M, 25, rue du Renard, 75004 Paris.

**PROSEL**  
International  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



### Un Grand de la Petite Annonce

JEUNE AGENCE DE PUBLICITE,  
en pleine expansion, nous recherchons  
pour développer notre clientèle, un collaborateur.

Ayant déjà travaillé en agence, il doit connaître  
parfaitement le marché de la P.A.

Son ambition et son dynamisme lui permettent de s'intégrer  
dans notre équipe qui voit grandi.

Envoyer C.V. et présentes sous réf. P.J. à Régie Presse  
"Le Monde", 85, bis rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement.

WILLIAM SAURIN

étoffe son département INGENIERIE  
et recrute

### UN INGENIEUR D'ETUDES CHEF DE PROJETS

DIPLOME ARTS ET MÉTIERS  
OU EQUIVALENT

Il aura une expérience pratique d'au moins 2 années dans un service ingénierie au niveau des installations générales et plus particulièrement des équipements mécaniques.

Il devra gérer les projets qui lui seront confiés.

La connaissance des industries alimentaires sera appréciée.

Envoyer C.V., photo et présentes  
WILLIAM SAURIN  
81 à 89, Avenue Général Leclerc  
ST-THIBAULT 77400 LAGNY.

### comptable qualifié(e)

NIVEAU DECS

recherché(e) par Cabinet Comptable International pour son Département Assistance aux Clients.

Fonction : tenu complète ou supervisio-

n de petites comptabilités, paies, déclarations sociales et fiscales.

• Expérience Cabinet appréciée.

• Connaissance de l'anglais indispensa-

ble.

• Déplacements Région Parisienne à prévoir.

• 7h30 x 5, 13 mois, avantages sociaux.

Envoyer C.V. sous réf. 6126-M à I.C.A.

qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

MEUDON LA FORÉT

Chimie, Biologie, Génie

générale et spécialisée

10 mois sur 3 étés, recherche

INFIRMIERS (FEMES)

D.E.

Solignac et responsables

techniques et administratives de

NUIT. Expérience similaire

nécessaire justifiant rémunérati-

on. Tél. 362-21-31

CADRE SUPERIEUR

bonne expér. direction collège et

expert. Angl. et italien courants.

recherche

COLLABORATION

DIRECTEUR PALE

éventuellement 12 mois, 100% temps

à temps plein, 75002 Paris

INGENIEUR MAINTENANCE

spéc. pétrolier OFF-SHORE

partiellement ouillage. Envoyer

C.V. à B.T.E. 41, rue Merlin

75003 Paris. — Tél. : 277-62-66

Les réalisations industrielles que nous concevons et réalisons, en France comme à l'étranger, utilisent des techniques variées, souvent à la pointe des domaines scientifiques dont elles sont issues. Elles intègrent des équipements de grandes dimensions, soumis à de très fortes contraintes thermiques ou mécaniques.

Le rôle de la section calcul est à ce titre prépondérant, et conditionne le bon déroulement des travaux qui nous sont confiés.

C'est pour renforcer cette section, au sein du Département études, que nous cherchons

que nous cherchons

## DEUX INGENIEURS ANALYSE DE CONTRAINTE

Le premier, débutant, se verra confier, après formation, à nos techniques et procédures des analyses très poussées, utilisant aussi bien des calculs manuels que des programmes informatiques.

Le second a acquis une solide expérience des calculs de contraintes d'équipement, de préférence dans l'industrie aéronautique, chimique ou pétrolière.

Ces Ingénieurs assumeront progressivement la responsabilité complète de projets, des hypothèses de calcul jusqu'à la synthèse débouchant sur les essais.

Il entreprendra des relations avec les usines et les constructeurs.

Des déplacements de courte durée en France et aux U.S.A. sont à prévoir.

Une connaissance de l'anglais est souhaitable.

Les candidatures accompagnées d'un CV, sont à adresser, sous la référence 75723, à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.

## ORGANISATION

90.000 +

Importante société appartenant à un Groupe international, recherche pour mettre en œuvre son nouveau plan organisation et systèmes, un Ingénieur diplômé d'études supérieures (Méthode gestion, Ecole de Commerce, ...), qui devra :

— définir, à partir des besoins exprimés par les utilisateurs, les cahiers des charges nécessaires à la mise en place de nouveaux systèmes de traitement;

— participer au choix de moyens informatiques à mettre en œuvre dans une structure décentralisée.

Une expérience confirmée de la conception de systèmes d'organisation, une connaissance des méthodes informatiques et la pratique de l'anglais seront nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Lieu de travail proche banlieue Sud

Écrire avec C.V. au n° 6.700 à COPAF, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

## le groupe des Arcs

caractérisé par la gestion dynamique de ses activités dans un marché en pleine expansion recherche un jeune

Paris

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce et une première expérience professionnelle dans le secteur bancaire ou promotion immobilière. L'analyse financière le montage de dossier d'investissement et de plans de trésorerie, des connaissances juridiques et fiscales sont partie de votre expérience professionnelle.

Vous collaborerez étroitement avec le Directeur de notre

### cadre financier

90 000

et l'assistera dans le montage et le suivi des dossiers financiers immobiliers des ARCS, vous pourrez devenir à termes entièrement responsable de la gestion des sociétés de construction du groupe.

En liaison avec la Direction Générale, vous participerez sous l'angle du montage financier à la création de formules originales de développement et de diversification des activités du groupe en France et à l'étranger.

Si vous êtes intéressé, adressez votre curriculum vitae à réf. B 560 à Mme Sigot, 1, rue de Berri, 75008 Paris.

**bernard julieth psycom**

Le Centre d'Etudes et de Recherches Biologiques et Analytiques recherche pour des postes de :

### DIRECTEURS ADJOINTS

## BIOLOGISTES

Pharmacien ou médecin, compétents selon la loi du 11 Juillet 1975, ou en cours de certificat, à temps plein ou à temps partiel, spécialisés en radio-immuno-génie (INSTIN) ou hormonologie ou biochimie ou immunologie ou généralistes, ayant une bonne expérience hospitalo universitaire et privée





مكذا عن الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.G.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,82
11,00	12,58	
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	65,00	97,24

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La m. m. col.	T.G.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	32,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,85
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

équ

ES 3 TEMPS complet

### offres d'emploi

**UNION CARBIDE FRANCE**  
cherche pour son service informatique de RUNGIS (94) (terminal relié au centre européen du groupe)

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**  
formation : IUT, maîtrise, MIAGE... 4 ans d'expérience minimum, pouvant justifier d'une très bonne connaissance COBOL et JCL OS (IBM) et d'une bonne pratique d'analyse. Anglais apprécié. Envoyer avec C.V. détaillé, photo et présentations à M. le Chef du Personnel UNION CARBIDE FRANCE 4, place des Etats-Unis SILIC 214 94518 RUNGIS CEDEX

### offres d'emploi

**Groupe International d'Instruments et de Matériel Dentaire** recherche pour sa filiale de distribution en France (centre de Paris)

**le RESPONSABLE**  
du service  
**FINANCIER ET ADMINISTRATIF**  
(BILINGUE ALLEMAND)

**LE CANDIDAT IDEAL :**  
— un professionnel pragmatique avec une grande expérience :  
— un gestionnaire habile avec une bonne expérience (acquise de préférence dans une société internationale) :  
— une attitude amicale (min. 30 ans) orientée vers un poste à responsabilités importantes :  
— un homme efficace et concret, habitué à travailler dans un climat coopératif.

Battaché directement au Directeur, il assurera l'ensemble de l'activité administrative et participera activement à la stratégie d'expansion de la société.

C.V. + photo  
Deutsch-französische Unternehmensberatung Klaus W. Hertenich



interconseil

### secrétaires

**Brooke Bond Liebig France**

recherche pour son  
**DIRECTEUR GENERAL**

**Bilingue Français-Anglais**  
ou  
**Trilingue Français-Anglais-Allemard**  
— Formation supérieure souhaitée  
— Expérience sécrétariat de direction au niveau élevé  
— Qualités de discrétion, d'initiative et d'organisation.

Rémunération élevée et avantages sociaux intéressants  
Envoyer C.V., photo et présentations à J.A. MEZGER  
B.B.L.F. Tour d'Amériques Avenue Laurent Cély 92605 ASNIERES

### demandeds d'emploi

#### GÉOLOGUE CONFIRMÉ

Niveau : Thés 3<sup>e</sup> cycle LYON Stage géophysique (génie) Stage mécanique des sols  
Cherche emploi correspondant - Libre de suite Etranger indifférent -- Envir. HAVAS n° 325 69655 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

#### DIRECTEUR GÉNÉRAL FILIALE

— 35 ans. Cadre supérieur.  
— Directeur d'entreprise importante filiale à l'étranger  
— Expérience de 10 ans  
— Généraliste ayant grande pratique gestion autonome, négociations, commerce international, relations publiques  
— Dynamique et ouverte, travailleur.

Poste à responsabilités dans importante Société ou Direction P.M.E.  
Envir. sous le n° 441 à : « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 7547 PARIS (9<sup>e</sup>).

#### JEUNE DIRECTEUR D'AGENCE DYNAMIQUE, COMMERCANT, GESTIONNAIRE

recherche  
**MARIAGE**  
avec  
**BANQUE**  
Dirigeante pourvue de son expansion Envir. HAVAS LYON 5519

HOMME, 38 ans

#### DIRECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES ET JURIDIQUES

Filiale multinationale - 500 personnes membre du comité de Direction dépendant directement du P.D.G. - Formation droit privé - Gestion - recherche situation similaire ou secrétariat général dans P.M.E., P.M.L. siège Paris ou proche banlieue. Accepte déplacements fréquents

Adresser propositions à Jacques BREUIL, 8, rue Gustave-Zédé, 75018 PARIS, tél. après 20 heures au 527-15-61.

mobiliers

### RESPONSABLE D'ÉTUDES

pour mener des études en utilisant les mathématiques appliquées à l'économie, les techniques de recherche opérationnelle, élaborer des modèles de simulation et de prévision et traiter des problèmes d'informatique scientifique.

Formation supérieure MATE et ECONOMIQUE. Bonne connaissance de l'anglais et bonne pratique du PORTÉAN.

Lieu de travail : région Versailles.

Adr. C.V., prêt et salaire à n° 59465 CONTESSA Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1<sup>e</sup>, qui transmettra.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

cherche

### INGÉNIEUR

pour activité de recherche appliquée en traitement des minéraux.

Région Parisienne

Envir. avec C.V. n° 51150 CONTESSA Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1<sup>e</sup>, qui transmettra.

### GEORGIN - S.A. LYON

cherche

### 2 COMMERCIAUX

pour prospecter à haut niveau et vendre notre matériel d'équipement pour le bâtiment et l'industrie.

Poste à pourvoir à PARIS et LYON. Une certaine connaissance en régulation ou électromécanique et/ou informatique temps réel serait appréciée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prêt en spécifiant la poste à : GEORGIN - S.A. Directrice des Recrutements, Avenue De Latour-de-Tassigny, 69330 MEYzieu.

Filiale Française d'un groupe allemand bâtiment second œuvre Paris-Ouest recherche

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF COMPTABLE ET FINANCIER

— Chargé de gérer et de contrôler le budget : Diplômes professionnels, expérience professionnelle de plusieurs années acquises nécessairement dans le secteur du bâtiment ; — Bonne connaissance de l'allemand, disponibilité immédiate.

Adr. lettre manuscrite avec C.V. et photo n° 20.225 Centrale d'annonces, 121, rue Béaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

### MAISON D'ÉDITION

cherche

### RÉDACTEUR SCIENTIFIQUE

(Sciences exactes et technologie)

Autant solide expérience dans l'édition.

Envir. curriculum vitae détaillé sous n° 784.782 M. REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Béaumur, 75002 Paris

### Société Multinationale

produits de grande consommation dans le cadre de son expansion

cherche

### UN RESPONSABLE DES RELATIONS CLIENTS NATIONAUX

De formation HEC - Sup de Co, ESSEC ou équivalent. Ce poste, directement rattaché au Directeur des Ventes, sera un négociateur confirmé rompu aux contacts de haut niveau. Il sera familiarisé avec la distribution des produits de grande consommation.

Age minimum 30 ans.

Zone d'activité et domicile souhaité Région Parisienne.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence 4142 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 qui transmettra.

### Débutez votre Carrière en Informatique

dans une Société de Conseil, spécialiste des problèmes d'informatique de gestion. Vous y acquerez une solide expérience grâce à la très grande variété de projets sur lesquels vous serez amenés à travailler.

Pour cela nous assurons votre formation à nos méthodes et nous vous intégrerons dans des équipes entraînées.

Si vous êtes de

### Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

débutants ou ayant une petite expérience, libérés du service militaire, désireux de commencer à travailler le 15 JANVIER et acceptant d'éventuels déplacements en Province.

Envoyer une lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. et d'une photo, sous référence 437 à :

### INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

Conseil en Organisation et Informatique 9, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS

Filiale d'un groupe financier recherche

### CONSEILLER GESTION PATRIMONIALE

pour animar, développer ce service dans le réseau national.

— Formation supérieure économique ou bancaire. — Expérience souhaitée de quelques années de la clientèle privée dans un établissement financier.

Adresser C.V., photo et présentations à n° 6.674 COFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

Recherches

### MARKETING MANAGER

pour fonctions niveau européen domaine cardiaque.

Nous sommes un fabricant américain ayant réseau de distribution très important.

Le postulant devra posséder la langue anglaise et si possible une autre langue européenne.

Il devra voyager 50 % de son temps.

Envoyer curric. vitée à GAMIDA S.A., 39, bd du Montparnasse, 75006 PARIS.

Recherches pour REGION PARISIENNE

### INGÉNIEURS SUP. AÉRO.

ARTS ET MÉTIERS MÉCANIQUE

### INGÉNIEURS I ou II

es mécaniques des fluides hydraulique aéronautique.

### INGÉNIEURS I ou II ELECTRONICIENS

INSA Toulouse, ou équivalent, connaissant clairement avec une bonne maîtrise les systèmes numériques, logique.

Envoyer C.V. sous n° 3208 à SPERAR 17, rue J-Jaures, 75007 PARIS.

Sté d'électromécanique basé, Ouest recherche

### AGENTS TECHNIQUES

ELECTRONIQUE, AUTOMATIQUE

### ING. MAINTENANCE ÉLECTRONIQUE

MATER. TÉLÉS. TECHNOLOG.

Env. n° T 010 212 M. R-Presse 97, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Sté Accessoires Automobiles Paris 8<sup>e</sup> recherche pour son service Contrôle de gestion

### ASSISTANT DE SERVICE ADMINISTRATIF

Formation BTS ou J.ECS

Avoir quelques années d'expérience dans un secteur administratif, Anglais ou allemand souhaité.

Env. C.V. + photo et présentations à n° 54.741 B. BLEU Publicité, 97, rue Léonard, 75016 PARIS.

Cabinet Relations Publiques recherche

### UNE ASSISTANTE

poste de préférence une formation universitaire, 3 ou 4 années d'expérience R.P. et une bonne connaissance des relations publiques.

Libre rapidement.

Env. C.V. détaillé, photo et présentations à n° T 010 212 M. REGIS-PRESSE 97, rue Réaumur, 75002 PARIS.

qui transmettra.

Sté Accessoires Automobiles Paris 8<sup>e</sup> recherche pour son service Contrôle de gestion

### ASSISTANT DE SERVICE ADMINISTRATIF

Formation BTS ou J.ECS

Avoir quelques années d'expérience dans un secteur



مكانت الأصل

Page 36 — LE MONDE — 20 décembre 1978 • • •

## RÉGIONS

### Record de sécheresse à l'automne L'ISÈRE MANQUERA-T-ELLE D'EAU POTABLE ?

De notre correspondant

Grenoble. — Le département de l'Isère a battu pendant l'automne 1978 un record : avec 6 mm de pluie en novembre, la pluviométrie est la plus faible enregistrée depuis 1845 à Grenoble. Du 19 octobre au 24 novembre, on a dénombré trente-sept journées consécutives sans précipitation mesurable.

Si le « déficit pluviométrique » ne semble pas mettre en péril l'alimentation en eau de l'agglomération grenobloise — elle dispose d'une nappe souterraine très importante, — la situation est, en revanche, qualifiée de « très sévère » par les maires des communes du plateau du Vercors situées au-dessus de 900 mètres d'altitude et par les responsables de plusieurs stations de sports d'hiver de l'Isère et des Savoie.

De très nombreuses sources et rivières qui assurant l'alimentation en eau potable des petites communes de montagne sont taries. Le bret « redoux » qui a régné au début de décembre, faisant fondre la mince couche de neige, n'aura donné qu'un court répit. Des difficultés d'approvisionnement risquent d'apparaître à très brève échéance, notamment dans plusieurs stations de ski. Ainsi, aux Deux-Alpes, on a installé en toute hâte un système provisoire de pompes et de tuyaux non enterrés qui redescendra l'eau captée dans des nappes souterraines situées à plus de 2000 mètres.

CLAUDE FRANCILLON.

Altitude, au pied du glacier du Jeudi.

A Villard-de-Lans, dans l'Isère, le réseau desservant la commune ne donne plus une goutte d'eau à la fin de novembre, l'alimentation étant assurée par une station de pompage qui ne servait habituellement que pendant les périodes de forte affluence dans la station.

Cette situation n'est pas propre au seul plateau du Vercors. Aux Gets, en Haute-Savoie, on affirme que « l'hiver ne se passe pas sans problèmes », la sécheresse d'automne étant beaucoup plus dangereuse que la sécheresse de printemps sur le plan des ressources en eau.

Les services du groupement régional de production hydroélectrique E.D.F. de la Savoie, estiment que la situation est « assez tendue » et « pourrait être critique si l'hiver était rigoureux ». Certes, les barrages d'E.D.F. se sont bien remplis à la fin du printemps et pendant l'été. Mais depuis septembre, ils ont été délestés d'une partie de leur eau pour permettre le fonctionnement des centrales au fil de l'eau, le débit de certaines rivières étant tombé à un niveau extrêmement bas en raison de la sécheresse.

Actuellement, les barrages savoyards sont remplis à 60 %, ce qui correspond à un niveau habituel atteint au début du mois de janvier.

CLAUDE FRANCILLON.

### Coup d'envoi pour le plan du Sud-Ouest

C'est le 5 juillet dernier que le président de la République, rentrant d'un voyage en Espagne, a demandé au gouvernement d'élaborer un plan de développement de dix ans pour les régions du Sud-Ouest (Midi-Pyrénées, Langue-

doc-Roussillon, Aquitaine), dans la perspective de l'entrée prochaine de l'Espagne dans la C.E.E.

M. Tony Roche, préfet de la région Midi-Pyrénées, a été chargé de coordonner les travaux d'un groupe interminis-

tériel. Ce groupe, dont le secrétariat est assuré par la DATAR, se réunit pour la première fois ce mardi 19 décembre. A cette occasion, M. Henri Grenet, maire de Bayonne, nous dit quelles chances nouvelles s'ouvrent, selon lui, pour l'Aquitaine.

#### POINT DE VUE

### L'AQUITAINE ET LE DÉFI EUROPÉEN

par HENRI GRENET (\*)

L'ESPAGNE est dans une phase de mutation profonde dont il convient de prendre la mesure.

Un vaste effort de modernisation est engagé depuis plus de dix ans qui a permis à ce pays d'obtenir des résultats appréciables en matière de production industrielle et agricole. Un des indicateurs de ces progrès est l'amélioration de la couverture de sa balance commerciale avec la C.E.E. et plus particulièrement, l'excédent commercial constaté depuis 1978 dans ses échanges avec la France.

Il est certain que ces résultats peuvent être considérés comme artificiels, en partie, puisque dépendant d'un accord douanier préférentiel signé en 1970 entre l'Espagne et la C.E.E. Cet accord, au fur et à mesure du développement économique espagnol, est devenu de moins en moins supportable.

#### Anticipons

Il est aujourd'hui peu probable qu'une renégociation de cet accord soit envisagée au moment où le processus d'adhésion à la C.E.E. est engagé. Cependant, il paraît possible que, secteur par secteur, entreprise par entreprise dans certains cas, il puisse être établi une liste des protections abusives justifiant une négociation sectorielle. Lors du dernier comité de coopération industrielle franco-espagnol, récemment réuni à

Bordeaux, les délégués espagnols ont paru donner un accord à cette démarche.

En fait, il ne faut pas perdre de vue l'immense effort d'adaptation que devra faire l'Espagne dans les années qui viennent. L'augmentation des salaires, le rapprochement des structures sociales, la disparition des barrières douanières, créeront pour ce pays s'ouvrant à l'industrie européenne des conditions de concurrence très contraintantes. C'est la reconstruction d'un pays avec, en plus, les difficultés que comporte la prise en considération des particularités régionales.

A partir du moment où le type d'organisation confédérale est choisi comme mode de construction de l'Europe, la possibilité d'élargissement de son espace devient logique. Il est probable qu'une C.E.E. à douze fonctionnera plus difficilement qu'une C.E.E. à neuf. Mais elle constitue un pôle économique plus puissant qui pèsera davantage dans les diplomaties mondiales.

Sur le plan culturel, l'apport de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la recherche, non pas d'une nouvelle force, mais d'une nouvelle voie qui est la mission de l'Europe, ne peut être que largement positif.

Enfin, l'élargissement de la C.E.E., en modifiant son axe d'équilibre territorial, affirme l'importance de la

vocation méditerranéenne de l'Eur-ope et ne peut que renforcer certains liens avec l'Afrique. Il constitue, en outre, par l'intermédiaire de l'Espagne et du Portugal, une première ouverture vers l'Amérique latine.

Quelles sont, dans cette perspective, les chances de l'Aquitaine ?

Lorsque, à la même date, s'achèvera la réalisation des grands axes autoroutiers de désenclavement et s'ouvrira à nos frontières un marché de quarante millions d'habitants, on peut envisager véritablement une nouvelle dimension de développement économique pour notre région.

Afin de parvenir à une juste appréciation des risques et des chances que représente pour la région Aquitaine l'élargissement de la C.E.E., l'Établissement public régional (E.P.R.) d'Aquitaine, constitué en son sein une commission spéciale que je suis le rapporteur.

Cette commission, s'appuyant sur la réflexion de quinze groupes de travail sectoriels, établira une série de propositions afin de faciliter l'adaptation de l'économie régionale à la perspective de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. Au prochain budget de l'Établissement public régional, un financement sera prévu pour permettre la réalisation de quelques propositions, et cette participation s'échelonnera durant tout le temps nécessaire jusqu'à la libre ouverture des frontières.

Il va de soi que cette démarche s'intègre parfaitement dans la réflexion déjà engagée pour l'établissement du plan décentralisé de développement du Grand Sud-Ouest. Mais rien ne se fera tout seul. Tout sera à conquérir. Notre proximité géographique ne sera un atout que si nous anticipons sur les autres régions de France et d'Europe qui seront présentes au rendez-vous de l'Espagne. D'ores et déjà, nous proposerons la création d'une agence régionale d'appel à l'exportation des P.M.E. et des P.M.I. vers la péninsule ibérique destinée à mettre à la disposition de tous les industriels régionaux l'aide nécessaire pour mieux connaître et réussir leur implantation sur le marché espagnol.

Nous travaillons aussi avec la chambre de commerce de Bayonne à la création d'un Centre International de commerce de Bayonne-Anglet-Maillong, destiné à fixer dans notre région les activités de transit des marchandises par voie routière ou ferroviaire entre l'Espagne et l'Europe.

Nous n'ignorons pas les risques et les difficultés que créera l'élargissement de la C.E.E., et les inquiétudes manifestées récemment par la Commission de Bruxelles dans l'aviso transmis le 29 novembre aux gouvernements membres doivent être largement prises en compte.

Les difficultés à prévoir pour les industries de main-d'œuvre de notre région, en particulier celle de la chaussure, sont réelles. Il conviendra dans les années qui viennent de leur faciliter des changements de structures ou des reconversions.

#### Les risques agricoles

Mais les risques les plus importants signalés en priorité sont ceux de l'agriculture. Si la production céréalière de maïs, les productions de lait et de boeuf peuvent trouver des débouchés vers l'Espagne, il est certain que l'ouverture de la frontière mettra en grande difficulté, dans les conditions actuelles, les productions fruitières, légumières, vinicoles et aussi les industries agro-alimentaires de conserves de fruits et légumes.

Il s'agit déjà d'une situation d'équilibre instable et qui sera aggravée. Elle doit être reconnue par les instances communautaires. Celles-ci ont facilité l'engagement de programmes d'équipement et de restructuration importante dans le Mezzogiorno italien et plus récemment dans la région de Languedoc-Roussillon. Il est indispensable que l'Aquitaine bénéficie, elle aussi, des aides financières de la C.E.E. avec participation du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles), section orientation.

De telles mesures, facilitant le renforcement des structures de production et de commercialisation en faveur de l'Aquitaine, doivent être décidées par la C.E.E., d'une nature et d'une ampleur comparables, avant toute décision d'élargissement.

Cette réorientation des politiques d'aide régionale est déjà amorcée en France avec le plan « renouveau Aquitaine » et l'engagement du plan décentralisé de développement du Grand Sud-Ouest; nous le répétons, elle doit l'être aussi au plan européen.

Des que ces conditions nouvelles auront été acquises, nous saurons faire le reste, c'est-à-dire l'essentiel, afin que l'élargissement de la C.E.E. soit à l'origine d'un nouveau développement économique de notre région.

(\*) Maire de Bayonne (modéré favorable à la majorité), conseiller régional d'Aquitaine.

## BIBLIOGRAPHIE

### Marée noire : des Bretons témoignent

A peine les conséquences les plus visibles de la marée noire de l'Amoco-Cadiz se sont-elles estompées que voici déjà la marée blanche : celle des livres que cette catastrophe écologique ne va pas manquer de provoquer.

Cinq mois à peine après le printemps noir, François Le Dantec et une équipe de Bretons ont vécu l'événement sur les plages raccolées par les secours par heure ce qu'ils ont vu. Titre inspiré du cinéma d'époque : *Les Dents du progrès : la marée noire*.

Préfacé par Jean Carlier, journaliste à R.T.L. et ardent promoteur des thèmes écologiques, l'ouvrage vaut par son caractère de témoignage, sa vivacité de ton et sa facilité de lecture.

Car les réactions de l'administration, du pouvoir politique, des mass media et de la population sont bien esquissées. Ce qui permet à l'auteur de formuler au moins une conclusion : « Nous n'avons pas un coupable à prendre au grand mal, mais des responsables distinctement identifiables. Les compagnies pétrolières, de transport et de remorquage ont causé la catastrophe avec le profit et l'avidité, le gouvernement français porte la responsabilité de l'absence de soutien massif et politique du court terme et de la rentabilité électorale immédiate. Les citoyens des pays dépeuplés portent la responsabilité de ce type de catastrophe directement liée — une demande irrationnelle d'énergie abondante et à bon marché. Seuls des remèdes portant sur ces trois niveaux — Etat, exécutifs, citoyens — assureront une prévention efficace. »

\* Université des sciences sociales de Toulouse, place Anatole-France, 31070 Toulouse Cedex. Prix : 20 F + 5 F de frais de port.

### Midi-Pyrénées et la C.E.E.

Quelles sont les chances et les handicaps de la région Midi-Pyrénées qui se situe dans le pôle de queue des régions de la C.E.E., face aux perspectives d'élargissement du Marché commun ? C'est le thème de l'ouvrage initié par M. Grenet et le Marché commun a été réalisé par le centre de documentation et de recherche européenne de l'université des sciences sociales de Toulouse, qui vient d'être publié.

Le parti socialiste unifié, par l'intermédiaire de ses « conseillers municipaux », a proposé en vain hérès jusqu'à maintenant, de construire des services décentralisés mettant l'administration municipale à la proximité des lieux d'habitation, créant autour d'eux des lieux d'animation culturelle et associative.

Les économies réalisées en évitant les investissements énormes dans le centre ville (limite imposée par le site), aggravation des problèmes de circulation, doublonisation de très coûteux parkings souterrains, permettraient un meilleur emploi de l'argent des contribuables.

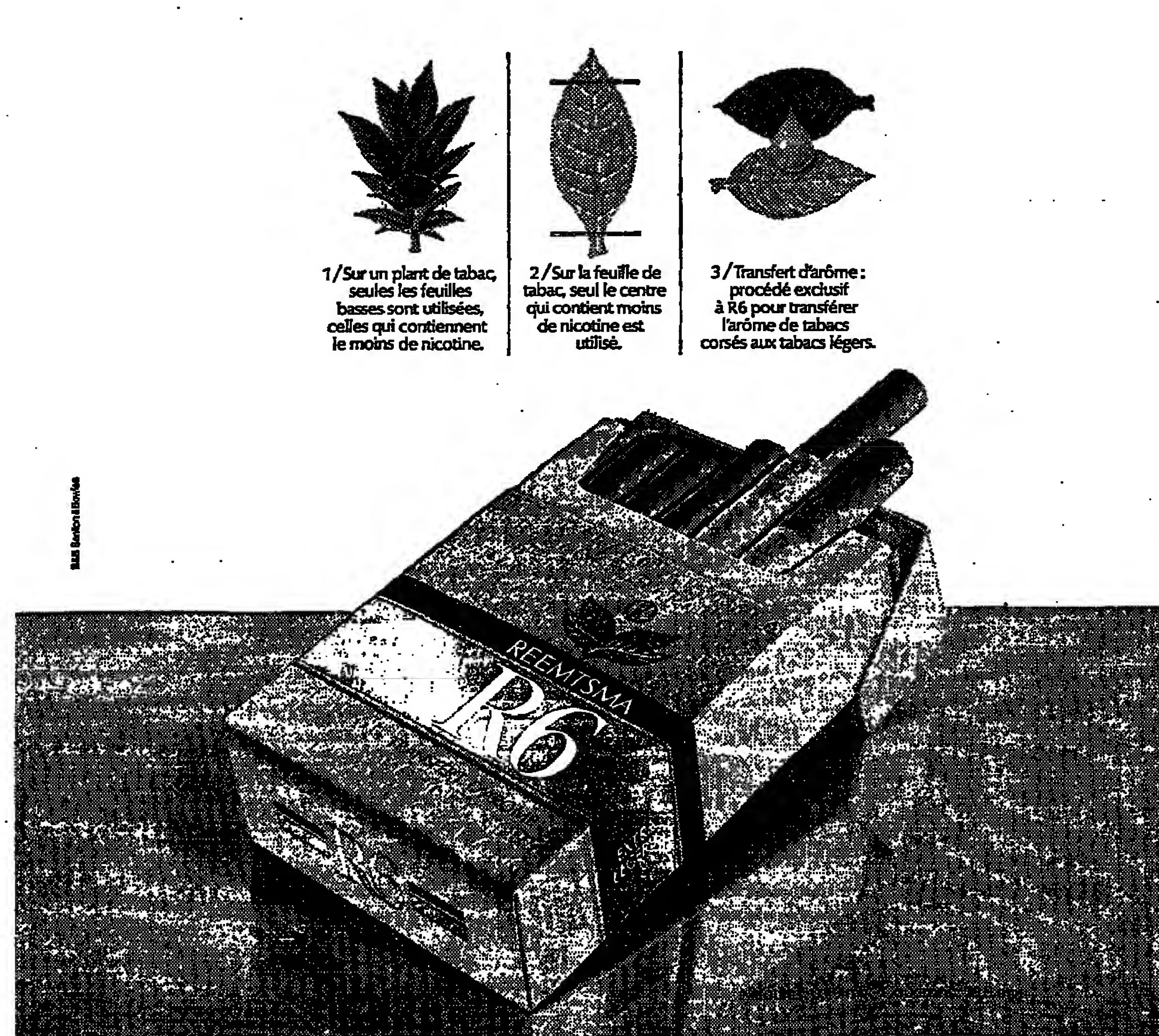
### CORRESPONDANCE

#### Nîmes et son hôtel de ville

Après la publication, dans le Monde du 15 décembre, d'un article sur la construction, à Nîmes, d'un nouvel hôtel de ville face à la Maison Carrée, nous avons reçu de M. Jacques Joubert, de Nîmes, la lettre suivante.

Je crains que vous n'évitez un aspect plus important à nos yeux que l'aspect esthétique : la population de Nîmes a besoin de services municipaux.

Le parti socialiste unifié, par l'intermédiaire de ses « conseillers municipaux », a proposé en vain hérès jusqu'à maintenant, de construire des services décentralisés mettant l'administration municipale à la proximité des lieux d'habitation, créant autour d'eux des lieux d'animation culturelle et associative.







## SOCIAL

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vertueuse indignation

## LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

Les élus du Nord-Pas-de-Calais sont divisés sur la manière de « riposter »

De notre correspondant

Lille. — La réunion extraordinaire du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, le 18 décembre à Lille, a résumé et amplifié les protestations qui montent des deux départements depuis l'annonce des licenciements massifs dans la sidérurgie du Valenciennois et du Boulonnais. Tout ce qui a été dit à la tribune par les orateurs socialistes et communistes majoritaires dans cette assemblée — avait déjà été maintes fois proclamé la semaine dernière.

On a à nouveau mis en cause la politique du gouvernement et sa carence depuis que la région a proposé son propre plan en 1976 : l'action des sociétés minières, l'Europe aussi. C'est sur ce point, comme il était prévisible, que les communistes et les socialistes se sont séparés, ce qui n'a pas permis de clore le débat sur une seule motion.

Le texte proposé et voté par les seuls socialistes, qui forment le groupe le plus important, a donc été adopté. Il reprend les thèmes que M. Pierre Maury, président socialiste du conseil régional, a développés dans sa lettre au président de la République (*Le Monde* du 19 décembre) et demandant un plan d'urgence « immédiatement applicable ».

Les orateurs R.P.R. et C.G.D.S. notamment M. Roger Pondonneau, député du Pas-de-Calais, ont déploré le « rétrograde » de la presse et de nombreux responsables politiques de gauche. Leur proposition sociale qui doit être négociée avec les syndicats attendra les effets de la révolution et qu' « elle permette de nombreux reclassements initiatiques ».

Les communistes, par la voix de M. Maurice Ansart, membre du bureau politique et député du Valenciennois, réclament quant à eux une « table ronde » réunissant élus, syndicats et pouvoirs publics avant tout licenciement, une commission parlementaire d'enquête sur la véritable situation de

GEORGE SUEUR.

## Longwy « ville morte »

Toute l'activité de Longwy (Meurthe-et-Moselle), localité de 20 000 habitants située dans le pays haut-Lorraine, était arrêtée, ce mardi 19 décembre, pour protester contre les suppressions d'emplois annoncées par le groupe sidérurgique Usinor-Chiers-Châtillon.

À l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., S.N.E.F., la cité longowicienne était, pour vingt-quatre heures, l'objet d'une opération « ville morte » : tous les commerces, y compris les salles de cinéma, étaient fer-

més et le traditionnel marché du mardi n'avait pas lieu. Le ramassage scolaire ne fonctionnait pas, les enfants ne pouvaient se rendre en classe.

Dans l'après-midi, la population de Longwy était invitée à se rassembler dans le centre-ville, où les délégués syndicaux et les élus locaux étaient venus pour dénoncer le plan de restructuration de la sidérurgie, qui touche, dans un premier temps à Longwy, 1 850 ouvriers à l'usine de la Chiers et 5 500 à celle d'Usinor.

## Manifestations dans le Valenciennois

Une journée intitulée « Valenciennois en lutte » a donc lieu mercredi 20 décembre dans le chef-lieu d'arrondissement du Nord, également pour protester contre les décisions du ministre des entreprises sidérurgiques de la région. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., C.F.T.C. et F.N.C. ont appelé tous les salariés à cesser le travail mercredi après-midi et à manifester, à 18 heures, dans les rues de Valenciennes.

D'autre part, les travailleurs d'Usinor, qui doivent de nouveau se réunir mercredi pour décider de la continuation ou non de la grève déclenchée depuis vendredi

La C.F.D.T. : la création d'une « cinquième » équipe n'entraînerait pour le patronat qu'une majoration de 1,75 % de la masse salariale

« Le comportement du gouvernement est un scandale économique, social et politique », a déclaré récemment M. Jacques Chérèque, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T. devant la presse. Lors d'une récente entrevue, concernant la crise, le délégué, le directeur d'un cabinet du ministre de l'Industrie a dit aux syndicats : « On s'occupe de vous », mais toutes les mesures sont décidées en dehors d'eux.

L'aggravation du chômage, dit M. Chérèque, menace la construction navale et, à brève échéance, la métallurgie. Dans ce secteur, vingt et un mille emplois ont été supprimés depuis 1975 et le total dépasse depuis 1976 de cinquante mille d'ici à 1980.

La C.F.D.T. a annoncé qu'elle allait mobiliser les travailleurs sur la réduction de la durée du travail à trente-huit heures au minimum (ce qui ramènerait à 175 000 les métallurgistes organisés le 15 décembre une journée de « sensibilisation » pour réclamer une conférence quadripartite sur la construction navale réunissant les représentants de la C.E.E., du gouvernement, des patrons et des services continus. Cette dernière mesure, estime la C.F.D.T.,

• Les projets de M. Stoléry, secrétaire d'Etat auxiliaire du ministère du travail, ont rencontré une forte opposition syndicale lors de la dernière réunion de la commission nationale de la main-d'œuvre étrangère. La C.G.T., la C.F.D.T. et, avec quelques nuances, la C.F.T.C., se sont en effet prononcées pour le renouvellement automatique des cinq cent mille cartes de travail actuellement détenues par des immigrés

et qui arrivent à échéance l'an prochain.

Quant à l'organisation F.O. elle souhaite une adaptation des procédures au contexte économique et social et au chômage dans les basins. L'opposition syndicale proche de celle du C.N.P.E. La commission nationale des syndicats d'exploitants agricoles s'oppose, pour sa part, à tout retrait de carte des travailleurs étrangers employés dans l'agriculture.

## LA JOURNÉE D'ACTION DE LA C.G.T.

## Perturbations prévisibles dans les services des P.T.T., E.G.F. et S.N.C.F.

Deux heures avec baisse de production d'électricité de 9 à 11 heures.

La journée nationale d'action que la C.G.T. seule a décidé d'organiser, le 21 décembre, sera marquée par de nombreuses manifestations à Paris et en province et aussi par des arrêts de travail d'énergie ampleur. Des grèves de vingt-quatre heures sont annoncées dans les C.G.T. dans les travailleurs de l'Etat dans la construction, les services de santé et des P.T.T. dans la fonction publique, les arsenaux et le Livre « avec ou sans participation de la presse quotidienne ». A la S.N.C.F., la Fédération des cheminots cégétistes a déposé des revendications pour la fin de 0 à 24 heures les départs de travail pourtant de durée variable selon les réseaux. A l'E.G.F., les cégétistes appellent à « arrêt de travail minimum de

M. MAIRE : la journée du 21 décembre est inacceptable.

« Il faut riposter, mais de façon éthique et il s'est dit que l'action proposée par la C.G.T. est spectaculaire, la journée nationale de protestation est inacceptable pour la C.G.D.T. », a déclaré, lundi 18 décembre M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.G.D.T.

« L'ambiance que Mme Jacqueline Lamberti (secrétaire confédérale de la C.G.T.) que cette journée nationale avait pour but de cristalliser le mécontentement populaire est un aveu : il montre que ce qu'il s'agit d'une protestation véritable synonyme d'impuissance », a ajouté M. Maire en posant la

## Syndicalisme &lt; politique &gt;

(Suite de la première page)

question : « En quoi est-elle de nature à contribuer à la paix sociale ? » Et si c'est nécessaire à ce moment la tactique de sa centrale qui consiste à organiser des actions régionales et professionnelles contre les licenciements ainsi que des actions au niveau des entreprises pour obtenir des compensations salariales après la majoration de la pension d'invalidité sociale, M. Maire a cependant affirmé que la C.G.D.T. « tenait à la rencontre au sommet avec la C.G.T. le 20 décembre », date qui a été prévue avant les initiatives d'action de la C.G.T.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance vie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'épargne et de retraite, de la Caisse d'assurance maladie, de la Caisse nationale de l'assurance invalidité et de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse.

... à laquelle sera payable le 18 décembre 1978 contre le coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux bureaux de la Caisse d'ép

مِنْ أَنْتَ الْأَصْلُ

LES MARCHES FIN

## Noël au Feu Orange.

Tous vos invités ont une voiture ; décorez votre arbre de Noël avec Feu Orange dont le diamant scintillera au voisinage des chandelles traditionnelles. Séduez-les en leur offrant Feu Orange. Cette attention délicate engendrera la bonne humeur.



En vente dans  
les stations  
services, les  
grands magasins  
etc.

SNICKER

feu orange,  
déodorant automobile

## SOCIAL

### DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

#### Une potion en forme de ponction

Le diminution de 1 à 2 % du pouvoir d'achat des salariés constitue la conséquence la plus manifeste des mesures adoptées par le gouvernement, la semaine dernière, pour combler le déficit de la Sécurité sociale. L'augmentation des cotisations, déjà sensiblement contribuée par l'impôt sur les sociétés, n'est guère mieux accueillie par les commentateurs de la presse hebdomadaire.

Pour Arlette Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Elle ajoute : « Cette affaire de la Sécurité sociale montre en racourci toute la politique du gouvernement et des patrons en face de la crise : ils ont décidé une bonne fois pour toutes que c'est à nous les salariés, à payer. Reste à savoir si nous sommes prêts à nous résigner et à épouser, par leurs volontés. Nous devons lutter en toute pour nous défendre. »

Après avoir remarqué que la promesse faite par M. Barre dans le programme de Blois n'a pas été tenue, François d'Orcival, dans *Valence actuelles*, écrit : « Comme le chef d'entreprise, il n'est pas l'expression de l'un d'entre eux — n'est pas le Saint-Esprit, l'allourdissement des charges sociales va peser sur les salariés. C'est-à-dire sur les cadres, déjà victimes de ce que l'on appelle la lutte contre les inégalités. (...) Les textes qui régissent la Sécurité sociale prétendent que les Français y sont « au vert ». Le budget social est désormais plus élevé que celui de l'Etat. Est-ce compatible avec une doctrine libérale ? Voilà le vrai débat de société. »

Dans *Le Point*, tout la couverture indique que « Simone Veil fait payer les cadres ». Claude Imbert constate : « avant de se laisser à l'ondre », les cadres se posent certaines questions et la montagne leur monte au nez et il énumère : « La première question consiste à se demander si l'envie de trouver des réponses à ne pourrait pas diminuer les dépenses. »

Le scelllement ou le sondage des ancrages supports de défenses, la protection des supports métalliques contre la corrosion.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
OFFICE NATIONAL DES PORTS

#### AVIS D'APPÉL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture et la mise en place de défenses d'accostage dans les Ports Algériens suivants :

ALGER - ORAN - ARZEW - MOSTAGANEM - ANNABA - SKIKDA

Les prestations demandées comprennent :

— La totalité des fournitures rendues au port concerné, le transport, la manutention, le stockage, le montage, la mise en place et le réglage.

— Le scelllement ou le sondage des ancrages supports de défenses, la protection des supports métalliques contre la corrosion.

En conséquence, le fournisseur de défenses devra proposer à l'appui de sa soumission une entreprise de travaux publics apte à la mise en place.

Le cahier des charges peut être consulté ou retiré à l'adresse suivante :

OFFICE NATIONAL DES PORTS  
DIRECTION TECHNIQUE  
2, rue d'Ankgor, B.P. 830 ALGER

Le cahier des charges ne sera remis qu'aux sociétés justifiant de références en matière de défenses d'accostage.

Les offres devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous double enveloppe cachetée par voie postale en recommandé ou par porteur.

L'enveloppe extérieure devra porter uniquement la mention « Appel d'Offres International - Projet ouvrages d'accostage » A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la limite de remise des offres fixée impérativement au 12 mars 1979, délai de rigueur.

(Publicité)

EMPLOYEURS  
FAITES CONFIANCE AUX ÉTUDIANTS pour des TRAVAUX TEMPORAIRES (bureau, vente, manutention, cours particuliers, gardes d'enfants...).

Téléphonez au 329-97-10

Le Service de Liaison Etudiants-Entreprises du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris, placé sous l'autorité du Ministère des Universités, vous propose gracieusement son aide.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
Ministère de l'Agriculture et de la Révolution Agraire  
Office Algérien Interprofessionnel des Céréales

#### AVIS D'APPÉL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL OUVERT

Avis d'appel d'offres National et International ouvert pour la construction de silos en béton pour le stockage des céréales.

1) — OBJET DE L'APPÉL D'OFFRES : L'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (O.A.I.C.) lance un Appel d'Offres National et International ouvert pour la réalisation « Clés en Mains » de deux (2) silos portuaires d'une capacité unitaire de 300 000 Quintaux, à MOSTAGANEM et BEJAIA.

2) — PRÉSENTATION DES OFFRES : Les équipes devront être placées sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure portera obligatoirement et uniquement l'indication suivante : « Appel d'Offres. Silos Portuaires O.A.I.C. / Ne pas ouvrir ».

L'enveloppe intérieure cachetée contiendra les documents de soumission et portera de façon apparente : la nom du soumissionnaire et sa raison sociale.

3) — LIEU ET DATE DE RECEPTION DES OFFRES : Les plis, déposés dans la forme précisée au paragraphe 2 ci-dessus, devront parvenir sous plis recommandés à l'adresse de l'O.A.I.C., 5, rue Ferhat-Boussad - ALGER.

Ils pourront également être déposés à cette adresse. La date limite de remise des offres est fixée au 5 février 1979, le cachet de la poste faisant foi.

4) — DELAI D'ENGAGEMENT DES CANDIDATS : Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre est fixé à 150 jours suivant la date limite de réception des plis fixée au paragraphe 3 ci-dessus.

5) — RETRAIT DES DOSSIERS : Dès parution du présent avis, les personnes physiques ou morales intéressées par cet Appel d'Offres peuvent retirer le cahier des charges et le dossier nécessaire à la présentation de leur offre contre la remise d'une demande écrite et le versement non remboursable d'une somme de 2 000 D.A. au siège du Maître de l'Ouvrage O.A.I.C., 5, rue Ferhat-Boussad - ALGER.

Pour  
votre arbre de Noël.

Séduisez vos invités en leur offrant Feu Orange. Une attention délicate qui engendra la bonne humeur. Tous vos invités remarqueront le scintillement du diamant Feu Orange au voisinage des chandelles traditionnelles.

Pensez : ils ont tous une voiture.



En vente dans  
les stations  
services, les  
grands magasins  
etc.

SNICKER

feu orange,  
déodorant automobile

Mais les raisons données officiellement ne sont pas dénuées de fondement. Dans la zone de concurrence européenne, les salariés remboursent en effet au moins 40 % des charges de la Sécurité sociale, alors qu'en France elles en augmentent 50 %. Les clairvoyants savent que les hauts revenus, par le système de la progressivité de l'impôt direct, contribuent déjà plus que les autres — ce qui est légitime — aux dépenses de la nation. Alors, ils se demandent si l'accumulation — à deux niveaux — de cette disparité des contributions ne va pas provoquer un choc d'égalitarisme inévitable (...) La troisième question est de savoir si seuls les salariés, et en l'occurrence les cadres, vont devoir « trinquer » une première fois devant l'impôt, et désormais une seconde fois devant les cotisations sociales.

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Elle ajoute : « Cette affaire de la Sécurité sociale montre en racourci toute la politique du gouvernement et des patrons en face de la crise : ils ont décidé une bonne fois pour toutes que c'est à nous les salariés, à payer. Reste à savoir si nous sommes prêts à nous résigner et à épouser, par leurs volontés. Nous devons lutter en toute pour nous défendre. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Elle ajoute : « Cette affaire de la Sécurité sociale montre en racourci toute la politique du gouvernement et des patrons en face de la crise : ils ont décidé une bonne fois pour toutes que c'est à nous les salariés, à payer. Reste à savoir si nous sommes prêts à nous résigner et à épouser, par leurs volontés. Nous devons lutter en toute pour nous défendre. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. »

Antoine Laguiller, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur le dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour

en forme de ponction

# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
18 DÉCEMBRE

## La hausse du pétrole provoque un vif repli

La décision de l'OPÉP d'augmenter de 16,50 % en un an les prix du pétrole a provoqué la fois une vive hausse des cours de l'or, un fléchissement important du dollar, et un sensible repli des actions françaises ce lundi, à la Bourse de Paris.

Sur le marché de l'or, le Lingot s'est adjugé, dans coup, 375 francs avant de s'établir à 365 francs. Le napoléon a lui aussi progressé : 263,10 francs contre 261,10 francs. Certes, le volume des débouchés est resté assez limité (5,11 millions de francs contre 10,11 millions), mais il n'en pas été de même sur les marchés internationaux (Londres, Chicago). Le dollar a subi de plein fouet le contre-coup de la hausse du « brut » et s'est établi à 4,27 francs (après 4,35 francs dans la matinée), contre 4,35 francs à la veille du week-end.

La chute des actions françaises, déjà amorcée la semaine dernière, s'est brusquement accélérée (- 2 % à l'indicateur instantané) pour le plus grand profit de l'emprunt 7 % qui, indeed sur le marché, a monté à 132 francs, alors que sa cotation est été retardée devant l'influence de la demande.

Aucun comportement n'est parvenu à tirer son épingle de ce jeu de massacre, et, en dépit des interventions importantes des investisseurs institutionnels (les plus actifs sont les fonds monétaires de titres cotés de la Monnaie, Wendel, L.M.T. et Lyonnaise des Eaux, dont les cotations ont été retardées face à l'insuffisance de la demande), ont subi les plus lourds dégâts en compagnie de Lafayette et Nobel-Bozel (- 7 %). L'escalade ? Certaine l'affirmation, mais la corrélation avec l'assassinat de l'ambassadeur de France a été manifestement plus importante que l'augmentation des cours pétroliers allait être compensée en partie par la baisse du dollar. A condition toutefois, que les pays de l'OPÉP ne se réunissent pas de nouveau en cours d'année.

INDECS QUOTIDIENS

CINSEB Base 100 = 36 déc. 1977

15 déc. 1978

Valuers françaises .. 150,5 167,9

Valuers étrangères .. 96,7 96,8

CIE DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 = 29 déc. 1961)

Indice général .. 87 85,9

1 dollar (ex cours) .. 180,8 181,2

## London

Le marché continue à s'effriter au lendemain des décisions de l'OPÉP. Vite battus, en revanche, les minis d'or, en liaison avec celle des métal.

Or (ouverture) (milliers) 220 35 contre 212 80

VALEURS CLOUURE COURS 18 12 18 12

Revenus .. 512 511 ...

Actions .. 220 181 ...

Corporate .. 181 151 ...

De Bacs .. 365 364 ...

Imperial Chemical .. 365 365 ...

Int'l Trust & Corp .. 223 227 ...

Wichita .. 578 578 ...

Witco .. 154 154 ...

West. Linc. 1/2 % .. 223 214 ...

West. Driveline .. 223 212 ...

Western Holding .. 21 3 15 21 3 4 ...

(\* 100 dollars U.S., net de prime sur l'ordre d'investissement)

## New-York

Très vif recul

Comme on pouvait s'y attendre, la hausse des prix du pétrole décidée la veille par l'Opép a provoqué lundi à New York une vive réaction à la baisse, générale des cours. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles est reparti sous la barre des 1000 points et établi à 787,51, contre 791,11 de 17,44 points. Simultanément le volume d'affaires a été brutallement étendu et dépassé le seuil des 30 millions de titres, soit une fois et demi la première fois depuis le 15 novembre dernier, soit 33,9 millions contre 20,5 millions à la veille du week-end.

Sur 1 924 valeurs cotées, 1 267 ont reculé, 128 ont monté et 219 sont restées inchangées. A noter également que la participation « institutionnelle » dans les émissions établies à 787,51, contre 791,11 de 17,44 points, a été brutallement étendue et dépassé le seuil des 30 millions de titres, soit une fois et demi la première fois depuis le 15 novembre dernier, soit 33,9 millions contre 20,5 millions à la veille du week-end.

Les investisseurs ont été surpris par la forte hausse du brut et ont réagi par un repli du Carter lui-même établi sur une progression « modérée, voire nulle ».

Les propos rassurants qui ont été échangés par le président du Fonds monétaire international, Robert Trichet, au cours d'un discours à la conférence de l'ONU à New York, n'ont pas eu d'impact sur le marché de mardi 2 Les « brokers » le pensaient.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVENCE. Extrême. La société ne s'apprête pas à émettre 15 000 obligations convertibles de 100 francs pour concrétiser une entreprise de fonds monétaire métallurgique, mais, à l'heure actuelle, a malencontreusement sauté.

ROUSSELOT. — Un dividende intermédiaire global identique au précédent (23,50 F) sera mis en paiement le 22 janvier prochain.

FOURREY-TURPIN. — Fourrey-Turpin a acquis une participation d'environ 20 % dans le capital de Goulet-Turpin.

M. Yves Flormy, syndic de la Compagnie des agents de change, est réuni à ce même poste le 18 décembre par une assemblée générale, qui a désigné M. Jean Saint-André au poste de premier adjoint.

INDICES QUOTIDIENS

CINSEB Base 100 = 36 déc. 1977

15 déc. 1978

Valuers françaises .. 150,5 167,9

Valuers étrangères .. 96,7 96,8

CIE DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 = 29 déc. 1961)

Indice général .. 87 85,9

1 dollar (ex cours) .. 180,8 181,2

VALEURS COURS 15 12 18 12

Alors .. 48 1/2 45 2/2 ...

Ateliers .. 120 110 110 ...

Ateliers Martel .. 22 5 22 1/2 ...

Ateliers Soc. .. 40 1/2 37 1/2 ...

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES  
— CHOMAGE : un objectif de lutte, par Gérard Jupet et Jean Louvel ; « Changer de cap », par Pierre Marcilhac.

3. ETRANGER  
— La normalisation des relations sino-américaines.

4. ASIE  
— THAÏLANDE : la nouvelle Constitution a été adoptée.

4. DIPLOMATIE

5. AMÉRIQUES  
— URUGUAY : un colloque international de juristes à Paris.

6-7. AFRIQUE  
— « La Guinée vingt ans après » (IV), par Jean-Pierre Langellier.

7. PROCE-ORIENT

8. EUROPE  
— TRIBUNE INTERNATIONALE : « Les trois fronts de l'Europe soviétique », par Mircea Orpisan.

10 à 12. POLITIQUE  
— Au Conseil de Paris, l'inter-groupe U.D.F. s'oppose à M. Chirac.

13. L'ÉVÉNEMENT  
— Le Sécur, pour quoi faire ?

14. SOCIÉTÉ  
— JUSTICE  
— EDUCATION

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

PAGES 15 et 16  
— Aspirine et vitamine C dans les états grippaux : mythes et réalités.  
— Alcool et conduite automobile. S.O.S. Santé : le S.I.S.

17. ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE  
— « La recherche française en péril » (II), par Claude Kordon.

### 18. DÉFENSE

### 19 à 21. FÊTES ET CADEAUX

#### MORES DU TEMPS

PAGES 23 et 24  
— Des rôles dans leurs meubles, les cachemires de Canterbury, Gentleman-gardien.

### 25 à 27. CULTURE

35. EQUIPEMENT  
— Le gouvernement adopte le projet de loi sur les collectivités locales.

36. RÉGIONS  
— POINT DE VUE : « L'Aquitaine et le défi européen », par Henri Grenet.

### 37 à 40. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT  
RADIO-TELEVISION (28)  
Annonces classées (29 à 35) : Aujourd'hui (22) ; Carnet (22) ; Journal officiel (22) ; Méteorologie (22) ; Mots croisés (22) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde » daté 19 décembre 1978 a été tiré à 616 134 exemplaires.

### LATREILLE

sa boutique 30 ans



53, rue saint-andré-des-arts  
75006 Paris, tel. : 329.44.10  
Téléphone : 329.44.10 - 329.44.11  
Télécopie : 329.44.10

### MELUN

Résidence Le Chambord  
à 10 minutes de la gare  
Lou Studio grand standing  
s/40 m2 cuisine équipée  
Tel. : 255.40.00 poste 2710  
Mademoiselle JOUÉ

A B C D E F G

## UNE PANNE A L'EDF. PRIVE D'ÉLECTRICITÉ LES TROIS QUARTS DE LA FRANCE

A 8 h. 27 précise...

« Une panne ? Vraiment ! Je crois que c'était une grève. » Mardi matin à 8 h. 30, l'éditeur parisien de la *l'É.D.F.*, éditeur d'un métro des grilles, ne se sentait pas à être tiré, hélas ! les trains et se transformaient rapidement en auto-stoppeurs. La circulation automobile, cependant, en dépit de l'arrêt des feux de signalisation, était relativement fluide dans le cœur de Paris et sur le périphérique.

Une infirmerie de l'hôpital Bichat raconte : « Il était 8 h. 30, nous étions dans la rampe de métro de la porte de l'Assemblée, je me trouvais entre la porte de Chambord et Péreire, j'étais arrêté. Pendant un quart d'heure il n'y avait rien passé. Seules les veillées des wagons étaient allumées. Et puis, la rampe de métro a roulé doucement vers la station Péreire. Nous étions piégés dans la porte. La porte est descendue en trottinant... » A 8 h. 30, le même scénario se jouait sur l'ensemble du réseau métropolitain.

Un cheminot du réseau Ouest explique pour sa part : « C'est à 8 h. 27 précis que la panne est survenue. Les trains se sont arrêtés net en rase campagne. » A la gare Saint-Lazare, vers 11 heures, locomotives et wagons rangés sous le grand hall de verre et de métal. Quelques usagers allaient « trottiner, dans l'attente très hypothétique d'un train ».

Le métro, les bus, les trolleybus, les tramways, les voitures de l'État, les voitures de la SNCF, étaient également arrêtés net en rase campagne. A la matinée, les techniques d'E.D.F. entraient dans le récit. « Nous étions, par exemple, à la porte de Chambord, une grève importante avait eu lieu. Nous étions dans la rampe de métro, nous étions coincés, nous étions coincés dans quelques lampes à gaz. Autour du traditionnel café-crème ou du petit pain, les visages en prenaient comme une allure plus sympathique. »

Dans le quartier de la Défense, les hautes tours ont fait échec à la panne grâce à leurs groupes électrogènes. Ces ruches de travail ont continué, pour ainsi dire, à fonctionner comme si de rien n'était. Seules les escalations et la longue galerie souterraine du centre commercial se ressentaient de la panne. — L.G.

### L'ÉTAT DE SANTÉ DU PRÉSIDENT BOUMEDIÈNE SE SERAIT BRUSQUEMENT AGRÉVÉ

Le président Houari Boumediène, dont l'état de santé s'est brusquement aggravé, souffre d'une importante hémorragie interne, a-t-on appris lundi 18 décembre de source sûre dans la capitale algérienne. Le chef de l'Etat, qui se trouve dans le coma depuis un mois, est toujours en réanimation totale. Son état est désormais jugé « critique » par l'équipe médicale restante qui l'entoure. Le professeur Monseur, chef du service de réanimation de l'hôpital Cochin, a été rappelé d'urgence lundi après-midi à Alger. — (A.F.P.)

● *Le septuagénaire de Metz* (Moselle), Mme Joseph Morandier, qui a tiré à coup de fusil, dans la nuit du 16 au 17 décembre, un voleur de poules, Paul Bertin, quarante-deux ans, a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Elle a été incarcérée lundi 18 décembre d'homicide involontaire

— (A.F.P.)

**UNAMI JOAILLER  
APARIS**  
JACQUES TOUR  
JOAILLER-HORLOGER DEPUIS 1885  
9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 266.55.18

**Réty**  
HOMMES FEMMES  
Solde

50% sur toute sa collection

jusqu'au 23 Décembre

10 h - 19 h

54, Faubourg Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>

## Un château de cartes

A 8 h. 27, ce mardi 19 décembre, le dispatching central d'E.D.F., à Paris, constatait une baisse générale de tension sur le réseau d'alimentation à très haute tension. Quelques instants plus tard, la ligne de 400 000 volts qui, entre Bézancourt (Mouthe-étouves) et Creuse (Aube), apporte du courant électrique au réseau, fut assailli à chaque minute et son niveau de tension baissa progressivement.

Techniquement, explique-t-on à l'E.D.F., la panne est de même nature que celle qui eut lieu le 20 juillet 1977. Mais à propos de la panne de 1977, ce qui risquait d'avoir des conséquences catastrophiques, ce sont les équipements frustes (électromagnétiques, ordinateurs...). Par suite du déséquilibre trop important entre l'offre et la demande, c'est la presque totalité du réseau interconnecté qui s'est « écroulé » et d'une manière trop rapide pour qu'il soit possible, en les isolant, de sauver « une partie » du réseau.

Sur le plan de pays, la panne de courant fut totale, y compris pour les utilisateurs jugés « prioritaires », sauvegardés en cas de délestages provoqués (grèves, par exemple) : on ne peut pas donner de quoi n'a pas, et l'ensemble des centrales étaient soit isolées, soit arrêtées complètement, soit isolées en autoconsommation.

Sur la matinée, les techniques d'E.D.F. entrevoient de reconstruire, morceau par morceau, le « château de cartes » à qui s'était écroulé d'un coup : pour ce faire, on fait repartir l'un après l'autre de petits secteurs isolés du réseau, que

## La <journée du 21 décembre> accentue les divergences entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

La crise économique ne « fait pas de cadeaux » au mouvement ouvrier français. Alors que les salariés sont éprouvés comme jamais depuis la guerre dans leur droit au travail et que leur niveau de vie est menacé de diverses façons, l'épreuve, au lieu de rassurer l'unité disloquée par l'échec de la gauche aux dernières élections, fait resurgir avec éclat les divergences dans la stratégie globale et des oppositions dans la tactique d'action immédiate.

« Si nous n'organisons pas la riposte, le gouvernement se croira le moins mérité », déclare en substance M. Séguy. A quoi M. Mairé répond : « Un front du refus, une protestation verbale, sont synonymes d'impuissance. »

Il est vrai qu'une « grande journée nationale » de grèves et de manifestations gêne sur l'indifférence des pouvoirs publics. Mais il est vrai aussi que ceux-ci ont fini par céder à pas pas, par exemple, en ce qui concerne l'abaissement de l'âge de la retraite, revendication numéro un entièrement négocié cependant. Ils n'ont pas fini de faire bien comprendre à leurs militants les raisons et les perspectives de leur retour à une action immédiate purement syndicale. Il leur faut maintenant faire admettre à toutes leurs troupes qu'en l'absence d'horizon électoral une journée de grèves et de cortèges, dressés contre la politique gouvernementale, n'est qu'en un exutoire. D'autant qu'ils n'est pas le couronnement d'une agitation sociale croissante, et que rien ne permet d'affirmer qu'elle aura des suites.

M. Mairé et ses amis ont également conscience que l'allourdissement des cotisations de sécurité sociale, bien que les salariés en fassent principalement les frais, n'est pas un thème mobilisateur sans défauts. Accablés par le chômage total ou partiel, combien de travailleurs ne pensent-ils pas que la grève fait l'affaire des patrons ? La façon dont le public a accueilli les grèves des services publics a montré que les débrayages n'étaient pas le moyen le meilleur pour mobiliser l'opinion. Et puis, était-il opportun de choisir la date du 21 décembre, jour où l'Assemblée nationale aborde le projet gouvernemental sur l'aide aux chômeurs qui, restreint sur nombre de points, relève cependant de 2,5 milliards les contributions de l'Etat ?

Pour la C.G.T. qu'elles qu'alent les visibilités de mars, le réflexe reste le même : le « tout ensemble » est la seule façon de faire reculer à terme le gouvernement même si, au congrès de Grenoble, la C.G.T. s'est interrogée sur le meilleur moyen de répondre à l'attente des travailleurs. La négociation n'a de chance d'aboutir que sous la pression de la masse, nombre de militants de la C.F.D.T. partagent cette conviction.

La route sera longue avant que la réadaptation décidée par le congrès de la C.G.T. et le « rentrage » que la C.F.D.T. avait choisi au printemps conduisent les deux centrales à marquer du même pas.

JOANINE ROY.

## La réforme du C.N.R.S.

### LE COMITÉ RESTREINT N'A PRIS AUCUNE DÉCISION

Aucune décision définitive n'a été prise, lundi 18 décembre, à l'hôtel Matignon, sur les réformes de structures envisagées au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), a-t-on appris au terme du comité restreint qui a reuni, dans les heures suivant le Raymond Barre, ministre des universités, et M. Pierre Alain, Secrétaire général d'Etat à la recherche.

D'autres séances de travail et de nombreuses consultations seront encore nécessaires avant la mise en place définitive de ces réformes, qui ne devraient donc pas venir le jour suivant, au plus tôt, le milieu du mois de janvier.

A l'appel du Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.-F.N.R.S.), du Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (S.N.T.R.S.-C.G.T.) et du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), environ trois cents personnes ont manifesté, au début de l'heure, à Matignon, où une délégation a remis une lettre à l'adresse du premier ministre. Les trois organisations syndicales appellent les chercheurs du C.N.R.S. à organiser la suite de l'action « contre le plan Aigrain-Satgé ».

(Lire page 17 la suite de la série d'articles de M. Claude Kordon sur « La recherche française en péril ».)

BONNES FÊTES  
avec la garante  
d'un maître tailleur

### COSTUMES

### MESURE

à partir de 798 F dans

un choix de 3.000 draperies

20 % sur PARDESSUS

CACHEMIRE

ou POILS DE CHAMEAU

20 % sur IMPERS

Chemises - Echarpes - Pulls

Prix spéciaux sur les rayons

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

LEGREAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

TEL : 742.70.61

COLLIER PERLES DE CULTURE 2800 F

COLLIER PERLES DE CULTURE 2800 F